CIHEAM-IAMM

2012 ANNÉE DU JUBILÉ D'OR
DU CIHEAM ET DE L' IAMM

1962 - 2012

CATALOGUE DES MASTERS

Soutenus à l'IAM de Montpellier

2009 / 2012

Juin 2012

CIHEAM - IAM de Montpellier
IAMM, 3191 Route de Mende, 34093 Montpellier Cedex 5, France
Tél. : (33) 04 67 04 60 00 - Téléfax : (33) 04 67 54 25 27

Sommaire

Le Mot du Directeur — 2
Carte des Pays et Régions étudiés par les Masters — 3

PAYS MEDITERRANEENS — **4**
AFRIQUE DU NORD — 8
ALBANIE — 9
ALGERIE — 12
FRANCE — 27
GRECE — 46
ITALIE — 47
LIBAN — 48
MAROC — 51
TUNISIE — 58
TURQUIE — 65

EUROPE HORS MEDITERRANEE — **67**
SUISSE — 67

AFRIQUE — **68**
BENIN — 68
BURKINA FASO — 69
ETHIOPIE — 71
GUINEE — 72
MADAGASCAR — 72
MALI — 73

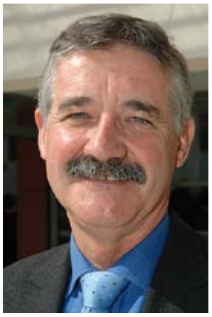
AMERIQUE — **74**
CANADA - QUEBEC — 74
EQUATEUR — 74
MEXIQUE — 75
PEROU — 76

ASIE — **77**
AFGHANISTAN — 77

HORS PAYS — **78**

Index Auteurs — 84
Index par Pays et par Région — 86
Index Mot-clés — 88
Keyword Index — 94
Notes — 100

Le Mot du Directeur



Ce catalogue couvre la période allant de novembre 2009 à décembre 2011. Il recense l'ensemble des Masters produits à l'IAM de Montpellier pendant cette période, soit en tout 149. Ce sont donc, en « rythme de croisière », près de 70 Masters qui sont soutenus chaque année universitaire dans le cadre des différents cursus proposés par l'Institut.

Ce catalogue a pour ambition d'être un outil de travail pour faciliter l'accès à cette littérature académique qui reste souvent difficile à évaluer dans les référencements classiques. Nous avons donc reproduit des résumés substantiels permettant de présenter l'ensemble des travaux réalisés. Les membres du jury de soutenance sont mentionnés, ils peuvent également fournir aux demandeurs potentiels des renseignements sur le sujet abordé. Enfin des index géographiques et thématiques permettent de rentrer dans ce corpus soit par les régions ou pays concernés soit par les thèmes traités par les Masters.

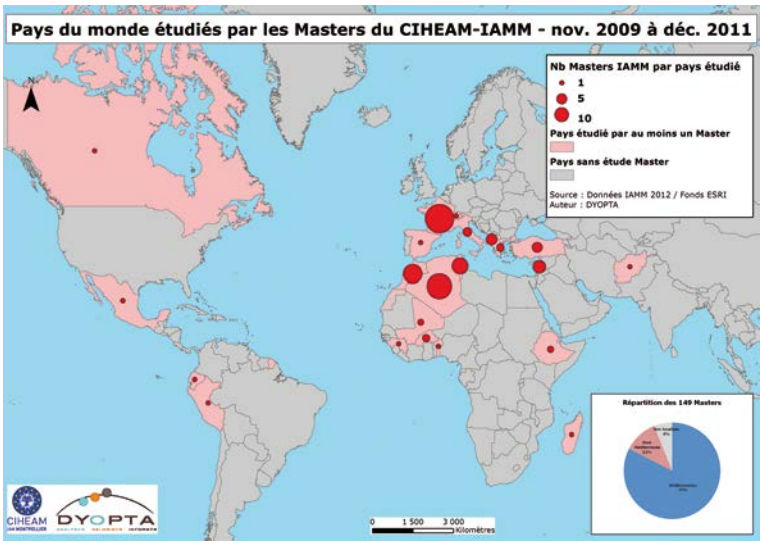
Ces Masters se répartissent de manière à peu près égale entre les Masters of Science du CIHEAM (76) et les Masters 2 cohabilités avec les Universités et nos partenaires académiques (73). En effet, dans le cadre de l'adhésion au processus de Bologne et en conformité avec les priorités du CIHEAM, pour faciliter la reconnaissance du diplôme CIHEAM, nous avons au cours des dernières années, conclu dans le cadre du dispositif de Montpellier, des accords académiques pour intégrer nos enseignements et nos compétences pédagogiques dans des Masters 2 cohabilités avec l'Université. Les lauréats de ces Masters peuvent accéder directement, sous certaines conditions, à des inscriptions en études doctorales de l'Université. Ces études doctorales, encadrées par le corps professoral de l'IAMM, bénéficient de l'appui de la plateforme doctorale développée dans le cadre du Laboratoire d'accueil méditerranéen en sciences sociales (LAMES) qui coordonne les recherches de l'Institut.

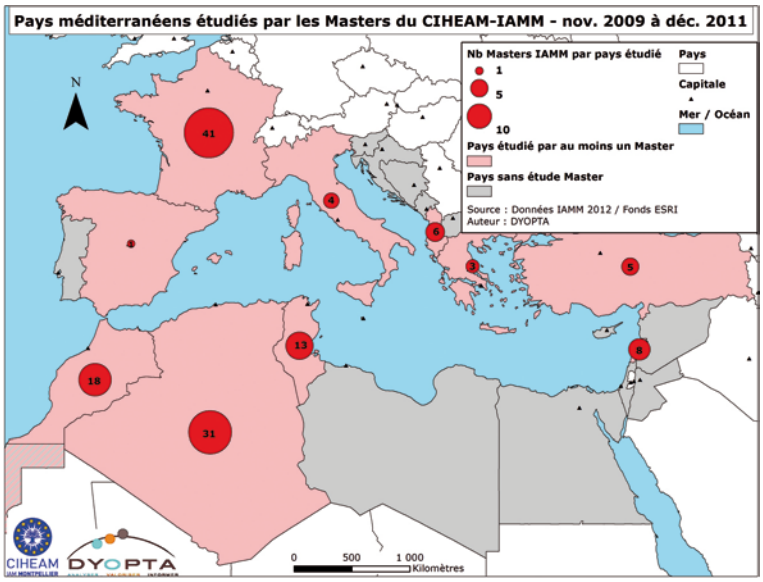
L'IAM de Montpellier a choisi également de publier in extenso les meilleurs Masters produits par ses étudiants. La mention « publication » est attribuée par le jury de soutenance. L'étudiant intègre alors les suggestions et recommandations faites par ce jury avant publication de son mémoire par le service édition-publication de l'Institut qui effectue la révision et la mise en page. Ainsi, au terme de ce processus, l'étudiant ayant réalisé un travail de qualité se trouve en possession de sa première publication, dotée d'un numéro de série et de volume. L'ouvrage est alors disponible à la fois sur format papier et en ligne. Le présent catalogue compte 19 Masters publiés (ou en cours de publication) pour la période de référence.

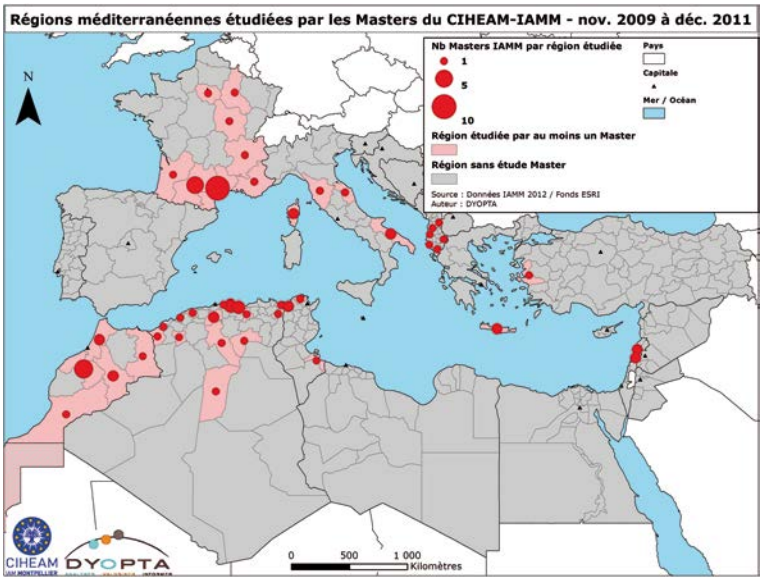
Le sexe ratio des 140 stagiaires de l'Institut indique une forte participation féminine (76 contre 64). Cette tendance généralisée aujourd'hui dans l'enseignement supérieur en Europe, l'est également en Méditerranée. C'est cette région qui forme bien sûr l'essentiel de notre production académique (123 Masters sur 149). Les cartes présentées ci-après indiquent la répartition géographique des sujets de Masters of science et M2. Une carte situe les études régionales menées dans les pays méditerranéens, approche indispensable pour les études de développement que nous conduisons ici qui permet de valoriser les résultats des travaux des lauréats du CIHEAM-IAM de Montpellier au service du développement agricole et rural de la Méditerranée.

Vincent DOLLÉ
Directeur de l'IAMM

Carte des pays et régions étudiés par les Masters







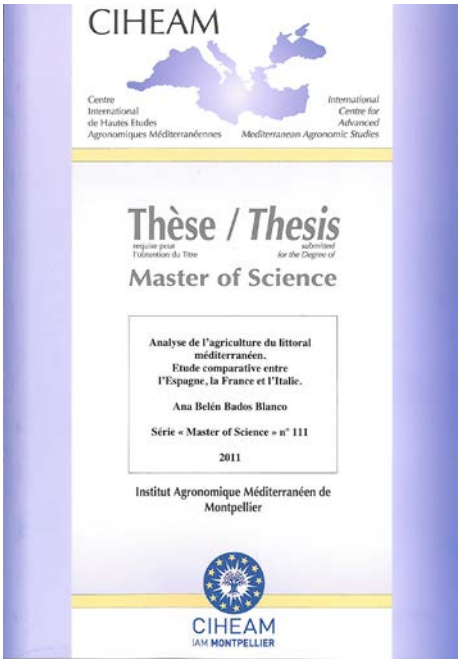
PAYS MEDITERRANEENS

[1] - **ANTOUN Edward. (2011).** Villes et agriculture de proximité en Méditerranée : Liban et France. Etude comparative : Liban, France et Maroc. 115 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 773).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : B. Quélin; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

Le littoral méditerranéen est un espace riche en diversité historique et naturelle mais son agriculture fait face à la pression urbaine principalement due à l'augmentation de sa population et à l'urbanisation incontrôlée. Dans les zones côtières de cette région, la proximité entre les espaces agricoles et urbanisés engendre de multiples conflits et la gestion de l'espace est source de défis économiques, démographiques, sociaux et environnementaux comme nous avons pu le constater dans les trois pays concernés par notre étude : le Liban, la France et le Maroc. Pour accompagner cette interaction entre agriculture de proximité et urbanisation, plusieurs formes d'adaptation ont été relevées dans ces pays et un comparatif a été établi. Ce dernier nous permet d'identifier les atouts et les inconvénients des relations entre ces deux espaces et pourrait constituer un outil permettant de faciliter la coexistence entre l'un et l'autre.

[2] - **BADOS BLANCO Ana. (2010).** Analyse de l'agriculture du littoral méditerranéen. Etude comparative entre l'Espagne, la France et l'Italie. 189 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 754).



Master publié n° 111

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : V. Dollé - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.P. Chassany - INRA Montpellier; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

Sur le littoral méditerranéen, des pressions particulières s'exercent, venant principalement de la concentration de la population, du tourisme et de l'urbanisation incontrôlée. Toutes ces tensions se sont développées dans un contexte de manque de planification et de régulation qui a abouti au bouleversement des écosystèmes littoraux riches et fragiles et à la dégradation de nombreux milieux remarquables. L'agriculture, par l'activité économique et l'utilisation traditionnelle d'une grande partie des espaces ouverts menacés sur le littoral, peut être un des piliers de la gestion intégrée du littoral du fait de sa multifonctionnalité ou, au contraire, peut disparaître face aux pressions littorales. Cette étude vise à connaître l'évolution et la situation actuelle de l'agriculture du littoral méditerranéen, ses spécificités, ses formes d'adaptation aux différentes pressions et ses aptitudes à saisir les opportunités offertes ainsi que ses possibilités de survie dans l'avenir. L'étude se concentre sur l'analyse comparative de

l'agriculture du littoral méditerranéen de l'Espagne, de la France et de l'Italie, sur leurs traits communs et leurs différences, grâce aux données statistiques agricoles des communes littorales méditerranéenne et à l'enquête de terrain menée auprès des agriculteurs littoraux.

The Mediterranean coast is subject to different types of pressure mainly due to population concentration, tourism, and uncontrolled urbanization. Such pressures developed in the absence of planning and regulation, and completely transformed the rich, fragile coastal ecosystems and led to the degradation of many of them. Multifunctional agriculture, with its economic dimension and its traditional use of most of the threatened coastal open areas, may prove to be indispensable for integrated management of the coastal zone; on the other hand,, agriculture may completely disappear because the pressure it puts on the coastal region is too strong. The aim of the present study was to understand past processes and the current situation of agriculture in the Mediterranean coastal region. This paper describes its specific characteristics, explains how agriculture has adapted to the different pressures to which it is subject and points to the opportunities the coast offers as well as possible developments in the future. The study focused on comparative analysis of Mediterranean coastal agriculture in Spain, France and Italy; the paper describes the similarities and differences in the three countries based on statistical data and the results of the survey of coastal farmers.

[3] - BATHAOUI Ghizlane. (2011). Liens entre villes et agriculture en Méditerranée : étude de cas et comparatif entre Maroc, Liban et France. 147 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 774).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : B. Quélin; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

L'espace méditerranéen est caractérisé par sa spécificité et son originalité en termes de climat, de végétation, de paysages et de biodiversité. C'est un espace parmi les plus riches au monde par son patrimoine écosystémique, culturel et historique. Cependant, plusieurs contraintes conduisent à la fragilité de ses territoires. En effet, la Méditerranée est confrontée aux enjeux de l'urbanisation et de la littoralisation dont la vigueur dépasse de loin celle observée au niveau mondial. Il en résulte une disparition progressive des terres agricoles au profit d'une urbanisation dévorant l'espace. Cette problématique a donné lieu à une étude des liens entre ville et agriculture périurbaine dans trois pays méditerranéens : le Maroc, le Liban et la France. Deux villes situées sur le littoral méditerranéen de chacun des trois pays ont été choisies sur la base de critères identifiés à partir d'une recherche bibliographique et statistique. Des enquêtes et des entretiens ont ensuite été réalisés pour diagnostiquer la situation et l'évolution de l'agriculture périurbaine dans les trois pays concernés et permettre ainsi une analyse comparative. Celle-ci a montré que les similitudes sont moins nombreuses que les différences, confirmant la richesse de l'espace méditerranéen. Cependant, d'une façon générale, la fragilité de l'agriculture périurbaine face à l'urbanisation est plus marquée au Maroc et au Liban qu'en France.

[4] - FARES Amani. (2011). *Construction d'un terroir : modalités, approches et perspectives (synthèse de sept terroirs méditerranéens).* 103 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : J.P. Boutonnet - INRA.
Membres : F. Lerin - CIHEAM-IAMM; H. Ilbert - CIHEAM-IAMM; K. Lagarde - Terroirs et Cultures; J.P. Boutonnet - INRA.

Le présent travail porte sur l'élaboration des actions de recherche qui rentrent dans le cadre du projet « terroirs et culture » et cybermontagne. Il s'agit de faire une analyse comparative de sept terroirs méditerranéens afin d'estimer la valeur économique des ressources

naturelles et socioculturelles. Le projet vise aussi à protéger les sites critiques et les écorégions de la Méditerranée, à gérer une biodiversité particulièrement importante et menacée en développant une approche de gestion intégrée combinant la conservation du patrimoine, la demande de développement économique durable et les intérêts de la population locale. Trois terroirs se trouvent en France, deux dans les Balkans (Albanie et Grèce) et deux au Maroc : Chefchaouan et Taliouine, ce dernier faisant partie du projet Cybermontagne. Ces différents terroirs offrent une large gamme de produits générateurs de rente de qualité territoriale. A travers cette synthèse, nous proposons une approche qui identifie les terroirs, les renforce et tente de parvenir à la création d'un « terroir modèle » capable d'affronter les défis majeurs et d'assurer la prospérité des acteurs.

[5] - HAMRAT Meriem. (2010). *Regard sur les projets de développement rural et l'implication des acteurs : l'Algérie et la France.* 56 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : N.E. Sellamna - ICRA; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de ce travail est de savoir si l'approche participative, de plus en plus utilisée dans les projets de développement rural, en particulier dans les programmes LEADER en France et PPDRI (Projet de Proximité de Développement Rural Intégré) en Algérie, est un facteur déterminant dans la réussite des projets de développement. L'approche participative consiste à responsabiliser les acteurs locaux dans le développement de leur territoire par la sensibilisation et la vulgarisation du programme en cours. L'implication des acteurs dans le cadre des projets de développement rural nécessite une démarche de formation et d'amélioration du savoir-faire des acteurs locaux. Le bon fonctionnement d'un programme de développement rural s'articule autour d'une complémentarité entre les compétences des acteurs locaux et les ressources du territoire en question. Après avoir étudié les projets de développement rural LEADER et PPDRI, notre étude montre que l'implication des acteurs dans les projets de développement rural reste cruciale. Par contre, elle est conditionnée à une bonne interaction entre les différents acteurs du système et une connaissance du territoire en question.

[6] - MEZIANE Adel. (2010). *Evaluation des performances des systèmes irrigués en Méditerranée.* 62 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : S. Ghiotti - Université Montpellier III; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

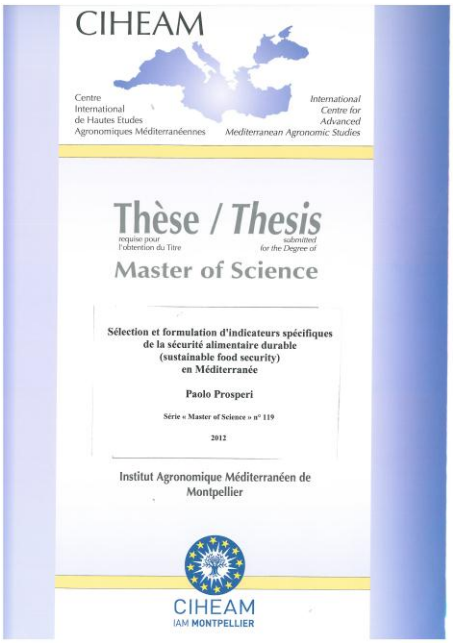
Après avoir étudié la problématique de l'eau en Méditerranée, nous présentons un aperçu de la situation de l'agriculture irriguée dans le bassin méditerranéen, ses contraintes et ses tendances actuelles. Nous avons analysé la performance des systèmes irrigués des exploitations agricoles et des parcelles aux niveaux hydraulique, agronomique, économique et environnemental puis nous avons étudié les outils utilisés dans la mise en place des indicateurs de mesure. Dans la deuxième partie nous avons tenté d'évaluer la performance sociale au niveau des systèmes irrigués à l'aide d'une grille d'analyse regroupant tous les indicateurs sociaux proposés. Il apparaît que ces indicateurs comme le niveau de vie des agriculteurs, leur formation, les conditions de travail, le capital social, complètent la démarche d'évaluation de la performance des systèmes irrigués.

[6BIS] - **PALMA Giulia. (2009).** *L'agriculture du littoral méditerranéen : comparatif France, Italie, Espagne*. 121 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 731).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : V. Dollé - CIHEAM-IAMM.
Membres : F. Lefebvre - CNASEA; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

Le littoral méditerranéen est concerné par des phénomènes d'anthropisation, d'urbanisation, de pressions touristique et foncière importants. La question de l'état et du rôle de l'agriculture du littoral dans ce contexte particulier semble alors pertinente, compte tenu de la menace que ce scenario peut représenter pour son existence. L'étude consiste d'abord en l'analyse statistique des données agricoles des communes littorales des trois pays et en la réalisation d'enquêtes de terrain menées dans certaines d'entre elles. Les résultats semblent indiquer qu'au delà d'un nombre de caractéristiques communes, l'agriculture littorale présente des particularités propres à chaque pays.

[7] - **PROSPERI Paolo. (2011).** Sélection et formulation d'indicateurs spécifiques de la sécurité alimentaire durable (sustainable food security) en Méditerranée. 119 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 798).



Master publié n° 119
Sous la direction de : M. Padilla - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : V. Dollé - CIHEAM-IAMM.
Membres : J. Charmes - IRD; M. Padilla CIHEAM-IAMM.

Ce travail porte sur la thématique très vaste de la mesure de la sécurité alimentaire durable en Méditerranée. Elle est assurée lorsque tout être humain à tout moment dispose et a un accès correct à une alimentation saine, adéquate et nutritive qui lui permet de mener un vie saine et active, tout en considérant la tutelle de l'espace naturel de vie et de l'environnement par rapport aux activités engendrées par le fonctionnement du système productif agroalimentaire. L'élaboration d'un système de mesures aussi étendu, rend nécessaire une approche multidisciplinaire pour éviter de négliger tous les enjeux en question. La Méditerranée représente un terrain d'étude spécifique dans la mesure où son modèle alimentaire, commun et reconnu internationalement comme porteur d'une alimentation saine et durable, est altéré par des comportements alimentaires qui simplifient les diètes en faveur d'une nutrition enrichie en graisses et glucides simples, souvent dans des produits alimentaires hautement sophistiqués, au détriment de la diversité alimentaire, élément positif sur la santé grâce à l'apport en micronutriments. Ce travail compile une série d'indicateurs de la mesure de la sécurité alimentaire dans ses différentes composantes et tente une première sélection de ceux-ci en fonction du critère de durabilité. Sont considérés les aspects de la disponibilité alimentaire et de l'accès économique et physique à l'alimentation, les moyens pour une utilisation adéquate des ressources alimentaires, la consommation d'eau pour la production alimentaire et pour les populations, les conditions environnementales et la biodiversité en lien avec la diversité alimentaire. Dans une phase suivante, nous approfondissons également la stabilité alimentaire par rapport aux prix et les aspects liés aux coûts sociaux du système actuel de production et de consommation alimentaire.

This work focused on sustainable food security measures in the Mediterranean region. Sustainable food security is ensured "when all people at all times have access to sufficient, safe, nutritious food to maintain a healthy and active life" (WHO), including the control of the environment in relation to activities generated by the food production system. Such an extensive measurement system requires a multidisciplinary approach to avoid overlooking certain problems and to be sure of tackling all the issues involved. The Mediterranean region is a particular area of study in that the Mediterranean food habits are internationally recognized as a major factor for healthy sustainable nutrition. This food model is currently being altered by dietary behaviours such as the consumption of foods that are richer in fat and in simple carbohydrates. Often highly sophisticated food products replace the typical Mediterranean constituents of dietary diversity that have many positive effects on health, because of high micronutrient intake. This work compiles a series of indicators that will help measure food security, and makes a preliminary selection based on sustainability criteria. The main aspects of food availability and economic and physical access to food are discussed, as well as the means for the proper use of food resources, and of water consumed by food production and by the population, plus monitoring of environmental conditions and biodiversity linked to food diversity. The second phase of this study will analyze prices linked to food stability and the social costs of current food production and consumption systems.

[8] - SFEIR Nisrine. (2011). *Etude de la faisabilité technico-économique du guayule en région nord méditerranéenne.* 75 p. (**Master 2**. Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Membres : D. Snoeck - CIRAD; S. Palu - CIRAD; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

L'augmentation de la pression sur la demande en caoutchouc naturel favorise la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement performantes pouvant produire du caoutchouc tel que le guayule, arbuste pérenne, originaire du désert américain et qui s'est avéré capable de s'adapter au climat méditerranéen. Pour comprendre son potentiel écologique, le CIRAD de Montpellier, en partenariat avec le projet européen EU-PEARLS, réalise des essais de guayule au Sud de l'Europe, entre l'Espagne et la France. Des résultats prometteurs et satisfaisants poussent vers l'étude de son potentiel technico-économique et de sa rentabilité en Méditerranée. Les données récoltées à partir des essais réalisés, ont été traitées avec le logiciel Olympe et permettent d'envisager différents scénarios de production et de coût pour l'agriculteur. Les résultats ont été estimés pour une exploitation d'un ha sur 10 ans. Une récolte annuelle de guayule attribue à l'agriculteur une marge moyenne entre -124 €/an et 2563 €/an alors qu'une récolte tous les deux ans, entraîne une marge moyenne comprise entre -327 € et 1864 € selon les scénarios. Une usine d'extraction est cependant indispensable mais la procédure n'a pas encore été mise en place à grande échelle et ne permet pas de calculer les quantités et l'efficacité d'extraction du caoutchouc. Il ne s'agit encore que de premières données chiffrées mais les recherches en cours permettent d'envisager plus de rentabilité. Le changement climatique faisant perdre de leur valeur à certaines cultures en Méditerranée, le guayule pourrait être considéré comme une culture de substitution surtout dans le contexte du développement durable.

AFRIQUE DU NORD

[9] - GHANNEM Rihab. (2010). *Investissement direct étranger : le cas de l'Afrique du Nord.* (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Membres : G. Giordano; P.M. Bosc; F. Cheriet - Supagro.

Dans ce mémoire, nous avons tenté d'analyser les principales causes d'un retour récent des investissements internationaux vers l'agriculture ainsi que les modalités d'implantation de ce type de projets et leurs principaux acteurs. En effet, l'actualité mondiale montre que la flambée des prix des produits alimentaires et la dernière crise financière ont accéléré le processus d'appropriation des terres agricoles dans les pays en développement par les pays dont la surface agricole est insuffisante pour produire et nourrir une population importante et toujours croissante. Garantir la sécurité alimentaire, externaliser la production ou simplement s'enrichir, sont les principaux objectifs visés par les pays riches émetteurs d'investissements directs étrangers (IDE) agricoles tels que l'Arabie Saoudite, le Japon, la Chine, la Corée du Sud, l'Egypte, etc... Les pays d'accueil de ces investissements sont principalement en développement : l'Afrique, l'Amérique latine ou l'Asie. Nous avons axé notre recherche sur l'ampleur de ce phénomène d'appropriation des terres agricoles, les principales motivations des investisseurs et des pays hôtes ainsi que sur les impacts réels ou potentiels de ces investissements sur le secteur agricole et l'économie des pays hôtes. L'analyse des IDE agricoles dans les 4 pays d'Afrique du Nord montre que la plupart du temps, il s'agit plutôt d'une location des terres agricoles. Les principaux partenaires étrangers sont essentiellement des pays de l'Union européenne et des pays du Golfe. Cette extension rapide des locations et acquisitions des terres agricoles par ces pays riches se justifie par la crise alimentaire mondiale de 2008 mais la sécurité alimentaire n'est pas le seul moteur de cette course aux terres agricoles. Par conséquent, ces IDE agricoles auront certainement des effets néfastes sur le secteur agricole des pays hôtes.

ALBANIE

[10] - BILERO Ervis. (2010). Les conséquences de la réforme agraire de 1991 sur l'agriculture du littoral albanais : cas de la zone d'Himara. 105 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 752).

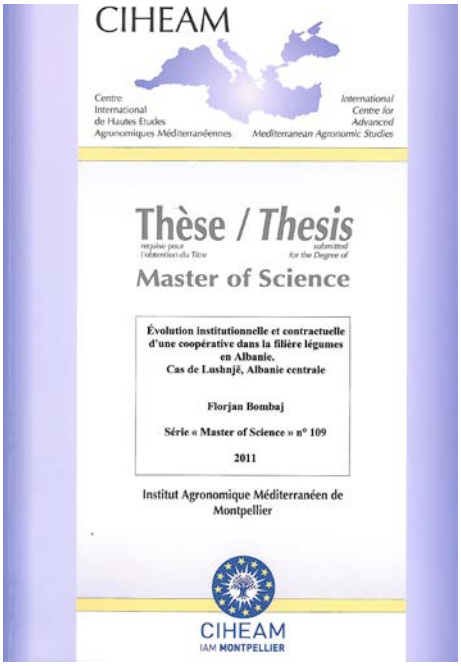
Sous la direction de : A.M. Jouve - CIHEAM-IAMM; F. Guri - Université agricole de Tirana.
Président du jury : G. Miclet - Supagro.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; A.M. Jouve - CIHEAM-IAMM.

Les grands changements politiques, économiques et sociaux qu'a connus l'Albanie pendant les années 1990 ont entraîné une transformation radicale des systèmes de production agricole. Les mutations du secteur agricole et de l'usage des terres agricoles vers le développement de l'urbanisation et des constructions légales ou illégales sur le littoral ont marginalisé l'agriculture. Notre étude est menée dans la zone littorale du sud de l'Albanie, plus précisément dans la ville d'Himara et ses villages. Cette zone frontalière de la Grèce a, depuis le changement du système, des échanges importants avec le pays voisin. Les résultats de l'étude portent notamment sur les différents types d'évolution de l'agriculture dans les villages enquêtés, la pression des investissements touristiques sur l'agriculture et les projets de la nouvelle génération pour les exploitations héritées de leur famille.

[11] - BOMBAJ Florjan. (2010). Evolution institutionnelle et contractuelle d'une coopérative dans la filière légumes en Albanie : cas de Lushnjë, Albanie centrale. 92 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 757).

Master publié n° 109

Sous la direction de : J.M. Codron - INRA; F. LERIN - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.M. Codron.
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; F. Lerin - CIHEAM-IAMM.



L'Albanie est un pays méditerranéen où les légumes occupent une place importante aussi bien dans les systèmes de culture pratiqués par les exploitations que dans la consommation alimentaire de la population. Aujourd'hui, les producteurs de légumes albanais ont une capacité de production limitée et des difficultés pour vendre leurs produits sur le marché national et régional. La faiblesse de la structuration du marché intérieur et du mouvement coopératif expliquent les difficultés des producteurs pour obtenir des prix acceptables. Depuis 2004, une coopérative de fruits et légumes a commencé son activité à Lushnjë : la FFM (Fédération des Agriculteurs de Myzeqe). En s'appuyant sur les « associations paysannes » (créées dès 2001), cette coopérative a évolué de façon institutionnelle et contractuelle avec ses membres ces 6 dernières années. Depuis juillet 2008, la FFM a changé de statut pour se transformer en une coopérative selon les lois albanaises. La coopérative est un outil efficace qui permet aux agriculteurs de vendre leur production en passant des contrats avec la FFM. Pour écouler la production non vendue, les membres de la coopérative doivent passer des contrats avec des intermédiaires qui opèrent dans la filière. Notre travail analyse, en s'appuyant sur l'évolution de cette coopérative, les contrats (hors coopérative), passés par ses membres avec des intermédiaires sur les marchandises non vendues par la coopérative en les comparant à ceux que ces intermédiaires ont avec les non membres afin de les comparer et de vérifier si les prix obtenus sont aussi rémunérateurs et économiquement incitatifs.

Albania is a Mediterranean country where vegetables play an important role in both farming systems and food consumption. Today, Albanian vegetable growers have limited production capacity and face difficulties in selling their products on domestic or regional markets. The weak structure of the domestic market and the cooperative movement explains the difficulties producers have to obtain acceptable prices. Since 2004, a fruit and vegetable cooperative FFM (Farmers Federation of Myzeqe) started up in Lushnjë. Based on "peasant associations" (created in 2001), this cooperative has undergone institutional and contractual changes in its members in the last six years. In July 2008, the FFM changed its status and became a cooperative based on Albanian laws. The cooperative is an efficient way for farmers to sell their products through contracts with the FFM. To sell unsold products, members of the cooperative must sign contracts with intermediaries operating in the sector. Based on the development of this cooperative, the aim of this work was to analyze the contracts (excluding those between the farmers and the cooperatives) between members of the cooperative and intermediaries for the vegetables not sold by the cooperative by comparing them with the contracts that these intermediaries have with non-members, to check if the contracts are the same and if the prices obtained are also incentives and economically profitable.

[12] - **HOXHA Valter. (2010).** Produit de terroir et développement territorial : diagnostic et analyse économico-spatiale. L'exemple du Derven, Albanie. 124 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 756).

Sous la direction de : F. Lerin - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : H. Ilbert - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Hirczak - CNRS Montpellier; F. Lerin - CIHEAM-IAMM.

Aujourd'hui, plusieurs territoires en Albanie se trouvent marginalisés pour des raisons politiques et économiques. Le passage du système communiste à un système démocratique a permis la mise en place d'une économie de marché, conditionnée par le libre échange et la mondialisation. Dans ce contexte, l'objectif de cette étude était de vérifier le rôle que

jouent les produits de terroir dans le développement durable de ces territoires et plus précisément celui de Derven. Au préalable, nous avons fait un diagnostic pour savoir si la zone de Derven correspond à un terroir puis nous avons fait l'inventaire de ses produits. Cinq d'entre eux se sont révélés intéressants pour le développement économique et social de la région. Il s'agit de produits d'origine animale, issus d'ovins, de bovins, de caprins (la viande et le lait), de miel ainsi que de produits issus de l'arboriculture, tels que l'olivier (l'huile et l'olive de table). Les autres produits n'auraient pas encore un poids économique suffisant pour le moment. Nous avons ensuite élaboré une analyse économico-spatiale en construisant un bilan dans le but d'identifier les produits qui avaient un poids économique significatif. Quels sont les facteurs de réussite mais aussi les points de blocage empêchant leur émergence ? Quels sont les scénarios envisageables pour le futur ? Sont-ils susceptibles d'amener un développement de ce territoire ? Enfin, après cette analyse, nous sommes arrivés à la conclusion que la production et la commercialisation d'agneau, de chevreau, de bovin et d'oliviers seraient les plus propices pour le développement de la zone de Derven mais également pour l'ensemble de la région.

[13] - **ZOGO Mariola. (2011).** Impact de la grande distribution sur l'organisation de la filière : le cas de la filière des viandes rouges à Tirana (Albanie). 114 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 783).

Master publié n° 116

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; F. Lerin - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : L. Temri - Université Montpellier.
Membres : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation; F. Lerin - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

Depuis six ans, nous remarquons l'apparition de la grande distribution pour la vente au détail en Albanie, et particulièrement à Tirana. Il s'agit d'un phénomène très récent et plutôt tardif vis-à-vis de ses voisins qui engendre de nombreux changements dans l'organisation des filières. En effet, grâce à leur grande taille et aux volumes d'achat, les chaînes de grande distribution renforcent leur pourvoir de négociation vis-à-vis des fournisseurs. En même temps, celles-ci exigent un certain niveau de qualité et de quantité livrée dans les temps. Cependant, même après vingt ans d'économie de marché, les filières agroalimentaires en Albanie sont encore confrontées à plusieurs problèmes depuis l'amont et jusqu'en aval. La production locale demeure peu compétitive en termes de qualité, de quantité et de prix. Dans ce contexte de mutation de la distribution agro-alimentaire en Albanie, notre travail vise à connaître l'impact de la grande distribution sur la filière viande rouge à Tirana, en cherchant particulièrement à savoir si la grande distribution favorise les producteurs nationaux ou si sa stratégie d'achat se tourne plutôt vers l'import. Notre analyse s'est basée sur la méthodologie d'analyse filière, les cinq forces de Porter et la supply chain management. Des enquêtes sur le terrain ont été menées auprès des acteurs de la filière viande rouge. Ce travail nous a permis de montrer que la GMS est dirigée plutôt vers l'import et que très peu de producteurs locaux la fournissent.

The last six years have seen the emergence of supermarkets in Albania, especially in Tirana. This is a very recent phenomenon compared to neighboring countries, but has already led to many changes in the organization of the supply chain. Thanks to their large size and volume of purchase, retail chains are increasing their negotiating power vis-à-vis suppliers who demand a defined quality and quantity delivered on time. However, even after two decades of market

economy, agri-food chains in Albania still face several problems. Local production is not competitive in terms of quality, quantity and prices. In this Albanian context of changes in food distribution, our purpose was thus to assess the impact of supermarkets on the red meat industry in Tirana, to find out if retail chains favor domestic producers or imported products. Our approach was based on value chain analysis, Porter's five forces, and supply chain management. Surveys were also conducted in the meat industry. The results of this study shows that supermarkets are mainly export-oriented and do not work much with local producers.

[14] - **ZOGOLLI Ledina. (2011).** *Contribution pour l'élaboration d'une politique laitière durable en Albanie.* 86 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 777).

Sous la direction de : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Président du jury : F. Lerin - CIHEAM-IAMM.
Membres : Charbonnier - UCEAR Lyon; A. Lançon - Consultant Elevage; O. Nozières - INRA; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.

Ce mémoire, réalisé pour une entreprise française intervenant dans le domaine de l'élevage à l'international, avait pour objet d'étudier les conditions de développement de la production laitière durable en Albanie. Il présente des travaux bibliographiques sur l'économie laitière et son développement, et pour l'Albanie, la situation actuelle de la production et son évolution. En 2009, la production est 1,045 million de tonnes et la consommation de 332 litres par habitant. L'enjeu pour le pays est le développement d'une production laitière et de produits transformés durables de qualité, avec la nécessaire mise aux normes de l'UE. Pour répondre à cette problématique, les étapes du développement du secteur laitier en France ont été étudiées : organisation, technologies modernes de transformation, formation professionnelle, politique d'élevage et d'amélioration génétique, etc. L'exemple de la race Tarentaise, introduite dans les régions de montagne albanaises dans le cadre d'un programme de coopération Franco-Albanais, est proposé pour un développement durable de la production laitière. 10 enquêtes ont été réalisées chez des éleveurs dans les régions de Korça et de Dibra ainsi que des entretiens avec des spécialistes et des inséminateurs. Il en résulte que la race Tarentaise, avec sa rusticité, son lait de qualité et une bonne capacité de production de viande est bien adaptée aux zones montagneuses albanaises. Cette race contribue au développement rural en assurant une amélioration des revenus et du niveau de vie pour les petits et moyens éleveurs. Enfin, le développement de ce type de systèmes de production est important pour la préservation de l'environnement.

ALGERIE

[15] - **ADOUANI Amel. (2010).** *Evaluation économique du deuxième projet d'emploi rural en Algérie PER II zone "Medea".* 72 p. (**Master 2**. Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Garrabé - Université Montpellier 1.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; M. Garrabé - Université Montpellier 1; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Ce travail a pour objet l'évaluation du projet de création d'emploi rural dans les zones montagneuses pauvres du nord-ouest et nord-centre de l'Algérie. Les composantes du projet sont les suivantes : mesures de lutte contre l'érosion, développement agricole, mobilisation des ressources en eau, appui à la cellule de gestion du projet et développement institutionnel pour le Ministère de l'agriculture et du développement rural. La mise en oeuvre

du projet, qui vise essentiellement la création d'emplois directs pour résoudre le problème du chômage rural à court terme et la création d'activités génératrices de revenus à moyen et long termes, permet d'introduire l'approche participative. Le projet cherche aussi à intégrer les femmes rurales dans le monde du travail à travers l'accès direct à une activité. L'évaluation économique du projet montre clairement que l'objectif à court terme du PER II en création d'emplois dans la zone de Médéa a été pratiquement atteint (le taux de chômage est passé de 33 à 11 %). Celui à moyen terme, en création d'actifs agricoles et promotion d'activités génératrices de revenus a également été atteint. Le projet a contribué à désenclaver les zones par l'ouverture et l'aménagement de pistes et à améliorer les conditions de vie par l'aménagement de points d'eau et la mobilisation des ressources. D'après l'analyse des différentes composantes du projet, nous avons constaté que les postes de travail créés sont agricoles et non ruraux. Le projet a permis au personnel forestier d'apprendre à tenir compte de l'avis de la population. Leur rôle a évolué vers celui d'agents de développement. Les institutions forestières ont appris à sous-traiter des travaux et études au secteur privé et à faire jouer la concurrence, ce qui a permis d'abaisser les coûts unitaires des réalisations de terrain.

[16] - AIDER Nazim. (2011). *Caractérisation des Programmes de proximité de développement rural intégrés en Algérie : cas wilaya de Tizi-Ouzou.* 87 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de ce travail consiste à caractériser des actions mises en oeuvre sur le terrain du PPDRI (Programme de proximité de développement rural intégré) via la comparaison de ces dernières avec plusieurs indicateurs. Pour répondre à cet objectif, nous avons opté en premier lieu pour une recherche bibliographique qui permettra de présenter le cadre théorique du PPDRI afin de comprendre et de cerner les notions que véhicule ce dernier. En deuxième lieu, nous avons mené des enquêtes auprès de la principale institution nationale en Algérie chargée du développement rural : le service des forêts. Ces enquêtes, réalisées dans la Wilaya de Tizi-Ouzou, nous ont permis d'identifier les différentes actions du PPDRI dans le monde rural algérien. Ces actions ont été ensuite classées en groupes de commune identifiés par rapport à leur densité, leur population et le type de zone géographique. Enfin, nous avons essayé de comparer les actions élaborées à des indicateurs de financement globaux et à des indicateurs de financement par ménage dans le but de dégager les caractéristiques de chaque type d'action du PPDRI.

[17] - AISSIOUANE Madhi. (2009). Les stratégies d'internationalisation des multinationales panafricaines, entre globalisation et régionalisation. Cas PROMASIDOR. 91 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 734).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : L. Temri - Université Montpellier 1.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

Après avoir exposé les différentes théories d'internationalisation des firmes, l'objectif de ce travail est d'expliquer la stratégie de développement d'une multinationale panafricaine Promasidor, spécialisée dans le lait en poudre, à partir de l'implantation d'une filiale en Algérie. Cette implantation lui a permis de devenir leader sur le marché algérien du lait en poudre devant Nestlé et Lactalis, développant la concurrence avec de nouveaux venus locaux comme La Belle Spa et SOFAPA. La région des PSEM, malgré la forte présence de multinationales, notamment européennes, pourrait être un relais de croissance pour Promasidor. L'option stratégique d'exportation à partir de l'Algérie reste à nuancer, ce pays n'étant pas un grand exportateur de produits alimentaires.

[18] - **AKHDARI Mohamed Amine. (2011).** *Analyse des dynamiques maraichères en agriculture irriguée en Algérie : cas de la plaine d'El Habra à Mostaganem.* 71 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.P. Colin - IRD; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

En Algérie, peu d'études se sont intéressées au mode de faire valoir indirect (FVI) et aux pratiques contractuelles qui en découlent. Ce mode de faire valoir est interdit sur les terres agricoles de l'Etat par la législation algérienne. Cependant, sur le terrain, et notamment sur notre zone d'étude, la plaine d'El Habra- une multitude de contrats agraires est pratiquée. L'objet de ce travail est de comprendre l'origine de l'émergence de ces pratiques contractuelles informelles, d'identifier les acteurs de cette dynamique ainsi que leurs motivations et de définir les configurations contractuelles mobilisées par les acteurs afin d'en comprendre la logique. Il résulte de cette étude que le FVI apparaît comme une solution alternative aux difficultés économiques (accès à la terre et à l'eau), humaines (âge des attributaires) et financières (incapacité pour investir) qui a permis le développement du maraîchage et la création d'emplois agricoles. Cependant, la durabilité environnementale du système se pose notamment en ce qui concerne la salinité de l'eau due à la surexploitation des nappes et la dégradation des sols par l'utilisation excessive d'engrais et de produits phytosanitaires.

[19] - **AMICHI Farida. (2011).** *Modes de faire valoir des exploitations maraîchères irriguées à Biskra (Algérie).* 71 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.P. Colin - IRD; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

La phoeniciculture constitue la culture traditionnelle principale dans la région de Biskra. Depuis le milieu des années 1980, le maraichage sous serre ou "plasticulture" a connu un développement rapide et massif dans plusieurs zones de la région qui, grâce à sa disponibilité en terre et en eau, constitue un front pionnier pour des investisseurs et des agriculteurs de différentes populations d'Algérie (Tipaza, Batna, M'sila...). Ces populations sont porteuses de capitaux, de force de main d'oeuvre et de savoir-faire. Certaines réinvestissent dans les palmeraies après une expérience dans le maraîchage. Ces nouvelles dynamiques reposent sur une agriculture exclusivement irriguée à partir l'exploitation des eaux souterraines, ce qui questionne sa durabilité sur le long-terme. Elle repose également sur des "contrats agraires" informels dans l'acte de production et de commercialisation des produits, qui compliquent l'analyse de la durabilité de cette agriculture. Notre travail se propose d'analyser la dynamique du maraichage sous serre dans la région de Biskra. Il consiste à identifier et retracer, à l'aide d'enquêtes auprès des différents acteurs, leur trajectoire, les contrats agraires qui les lient entre eux, et l'évolution spatio-temporelle du maraîchage sous serre dans la région. Ce travail a pour but d'éclairer les opportunités et les menaces de ce système sur les plans économiques, sociaux et environnementaux. Après deux mois d'enquêtes dans la région, nous constatons que plusieurs types de contrats agraires coexistent. Nous constatons également que ces contrats sont portés par différents groupes sociaux de différentes origines et diffèrent d'une région à une autre.

[20] - **AMZAL Abdelhalim. (2011).** Diagnostic de l'implication des acteurs dans les Projets de Proximité de Développement Rural Intégrés [PPDRI] : cas de la commune de Kendira, wilaya de Bejaia. 94 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Pendant longtemps, et partout dans le monde, les territoires ruraux étaient gérés avec des méthodes caractérisées par la centralisation, qui a conduit à une marginalisation et à un développement limité des territoires. Avec l'avènement de l'approche participative, nous assistons à une véritable métamorphose des territoires, due à l'application de nouvelles méthodes de gestion qui ont donné des résultats spectaculaires au niveau de certains pays. Cette démocratie participative a réservé une place prépondérante aux acteurs locaux dans le développement de leur territoire où la démarche, devenue ascendante, tient compte d'une réhabilitation et d'une responsabilisation des acteurs locaux. L'Algérie qui n'est pas en reste, a décidé dans les années 2000, de mettre en place une politique de renouveau rural basée sur la participation des acteurs locaux avec un développement multisectoriel des zones rurales à travers les PNDA, les PNDRA, et surtout les PPDRI. Le cas pratique que nous avons traité dans une commune de la wilaya de Béjaia, laisse apparaitre certains disfonctionnements dus en particulier au facteur humain, aux problèmes de coordination, ou à l'insuffisance de financement. Nous pensons que la méthode est en cours d'adaptation sur le terrain, et que celle-ci se consolidera avec le temps et influera positivement sur les conditions de vie des populations rurales.

[21] - **ARDJOUNE Idriss. (2010).** Libéralisation et ouverture de l'économie algérienne : quel impact sur la gouvernance des entreprises agroalimentaires. Cas de la wilaya de Bejaia. 123 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 730).

Master publié n° 104

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Merdji - ESC Montpellier.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

L'objet de cette étude est d'évaluer la gouvernance des entreprises agroalimentaires algériennes dans le contexte actuel de libéralisation et d'ouverture économique. Le cadre théorique utilisé repose sur les différentes approches de la gouvernance d'entreprise ainsi que sur ses interactions avec d'autres niveaux de gouvernance. Dans ce but, nous avons réalisé des entretiens avec les cadres dirigeants de 15 entreprises agroalimentaires. Les résultats obtenus montrent que la gouvernance des entreprises agroalimentaires publiques obéit à une multiplicité de niveaux tandis que dans les entreprises privées, le pouvoir est concentré dans les mains des dirigeants. Cette étude montre aussi que la libéralisation en Algérie n'a pas encore permis de mettre en œuvre la qualité institutionnelle nécessaire à la bonne gouvernance des entreprises.

The purpose of this study was to evaluate governance of Algerian food companies in the

current context of liberalization and economic openness. The theoretical framework used is based on the different approaches to corporate governance and its interaction with other levels of governance. To this end, we interviewed 15 agribusiness leaders. The results show that the governance of public food companies depends on several decision levels whereas in private companies, power is concentrated in the hands of the company directors. This study also shows that liberalization in Algeria has not yet resulted in the implementation of the institutional quality required for good corporate governance

[22] - **ATTIG Radhwane. (2011).** *Gestion participative des aires protégées en Algérie : parc national d'El-Kala.* 65 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de cette étude est de contribuer à une meilleure implication et responsabilisation des communautés locales à la gestion des aires protégées par l'analyse des cadres législatif et institutionnel de gestion et de faire des propositions visant la gestion participative. L'analyse des données montre qu'en Algérie, de nombreuses institutions interviennent dans la conservation des ressources naturelles mais peu dans la gestion des aires protégées et il n'y a pas de cadre de concertation. De nombreux problèmes pèsent sur ces aires comme la croissance démographique, le surpâturage, le braconnage, la pauvreté rurale, les modifications dues aux aléas climatique, etc... La non implication des populations et des autres partenaires à la gestion des réserves est due à l'absence de collaboration entre les parties prenantes et à l'ignorance des besoins réels des populations riveraines ainsi qu'à l'insuffisance de la sensibilisation en milieu rural. Il ressort de cette enquête que la mise en œuvre du processus de gestion participative est possible si les actions stratégiques suivantes sont entreprises : renforcement des cadres politique, législatif et institutionnel, création d'un cadre de concertation, mise en place de mesures d'accompagnement et intéressement économique des populations, planification et aménagement des aires protégées, promotion de la recherche scientifique, éducation mésologique.

[23] - **BELHADJ Mohamed. (2010).** Analyse de la filière d'aquaculture continentale en Algérie et perspective de développement d'une pisciculture intégrée à l'agriculture. 84 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : N.-E. Sellamna - ICRA; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

En Algérie, les tentatives d'élevages aquacoles remontent déjà à plusieurs décennies avec des succès divers mais les mesures incitatives prises par le gouvernement classent cette activité comme axe prioritaire dans la mise en place du Plan National de Développement de l'Agriculture (PNDA 2002-2007). Des dispositifs juridiques et des soutiens financiers ont été adoptés par les pouvoirs publics afin de favoriser la réalisation de projets permettant l'intégration de l'aquaculture à l'agriculture dans les zones rurales et permettre ainsi aux ménages agricoles d'améliorer l'équilibre nutritionnel en matière de protéines animales. Malgré ces dispositions, la contribution de l'aquaculture à la production halieutique algérienne est négligeable et la production aquacole est assurée principalement par la pêche continentale. Afin de pouvoir analyser la filière aquacole, nous avons établi une typologie pour classer les différents sous-ensembles puis nous avons étudié la possibilité de développer une pisciculture intégrée à l'agriculture dans les zones rurales. Aujourd'hui, plusieurs projets piscicoles ont été soutenus par les pouvoirs publics mais leur développement a mis en évidence un certain nombre de problèmes concernant le management et la culture d'entreprise, l'organisation de la filière, la modification des comportements alimentaires ou l'amélioration du savoir faire technique.

[24] - BENCHERIF Mohamed Adnane. (2011). *La désertification et les aménagements steppiques dans la wilaya de Djelfa (Algérie).* 88 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Cette étude porte sur la désertification et les aménagements steppiques dans la wilaya de Djelfa (Algérie), à savoir l'état actuel du milieu par rapport aux transformations socio-économiques et physiques. Notre région d'étude représente un écosystème steppique renfermant des ressources naturelles diversifiées mais c'est aussi une zone d'élevage menacée par la dégradation de l'environnement et la désertification. Il ressort de cette étude que la dégradation des parcours est d'abord causée par une trop grande pression sur les ressources naturelles, l'utilisation de techniques culturales nocives, la diminution considérable de la pratique de la jachère ainsi que par la réduction du tapis et du couvert végétal. A cela s'ajoute l'absence de stratégie de développement intégré. C'est pourquoi nous proposons d'approfondir les connaissances sur la dynamique des sociétés pastorales par la recherche interdisciplinaire, d'élaborer des projets de développement avec la participation de la population et de créer des emplois par l'encouragement de l'investissement.

[25] - BENHACINE Rafik. (2010). Durabilité des systèmes d'élevage bovin laitier en Algérie : cas de la plaine de la Mitidja. 111 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 769).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Membres : A. Bourbouze - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

En Algérie, l'offre laitière est fournie essentiellement par un secteur industriel fortement tributaire des marchés mondiaux en matières premières de recombinaison, alors que la production domestique ne couvre que 40 % des besoins de consommation. Cette faible valorisation est moins caractérisée sur des zones dites potentielles, ou bassins laitiers à l'instar de la plaine de la Mitidja dont l'intégration au segment de transformation reste la plus élevée au niveau national. L'objectif global de cette étude est de parvenir à des modèles de représentation explicatifs de la diversité des exploitations laitières bovines, par une typologie structurelle et la mise en relation avec des indicateurs agroenvironnementaux et socioéconomiques dans un contexte régional. Une analyse de ces exploitations par la mobilisation d'indicateurs sur les échelles agro-écologique, socio-territoriale et économique, a permis d'appréhender leur durabilité par un essai d'évaluation selon une approche globale par la méthode des Indicateurs de la Durabilité des Exploitations Agricoles (IDEA) sur un échantillon de cinquante exploitations réparties dans cette zone de plaine sublittorale. Des résultats obtenus donnent une valeur limitante à l'échelle socio territoriale. A l'échelle agro-écologique, les indicateurs sur les pratiques, permettent une appréciation sur une moindre consommation d'intrants mais sur des performances nuancées entre groupes d'exploitations. Pour le volet économique, les exploitations affichent des performances notables sur la viabilité, l'autonomie financière mais plus faiblement sur l'indicateur de sensibilité aux aides, notamment pour les exploitations les moins diversifiées.

[26] - BENMAHAMED Nacer Eddine. (2010). Effets des activités des associations locales sur le processus de développement de leur territoire : cas de la vallée du Mzab, wilaya de Ghardaia. 64 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM.

Depuis 2006, l'Algérie s'est engagée dans un processus de revitalisation des territoires ruraux et d'amélioration des conditions de vie des populations par une politique de renouveau rural dont l'ambition centrale est de participer au renforcement de la cohésion sociale et au développement équilibré des territoires. L'efficacité du mouvement associatif et l'existence d'un capital social en Algérie doivent être replacées dans le contexte historique qui a prévalu à leur émergence : c'est un mouvement jeune à qui l'on confère déjà des rôles importants dans la construction du développement local. Contrairement aux groupements et aux organisations agricoles qui manquent de créativité, les associations citoyennes sont plus entreprenantes en matière d'innovation et de mobilisation sociale. Les ONG contribuent de plus en plus au développement des capacités techniques et organisationnelles des associations de développement local pour le développement durable de leur région. L'Etat, de son côté, encourage davantage les initiatives des organisations rurales dans la prise en charge de leur territoire, un défi qu'elles sont prêtes à relever pour peu qu'elles puissent évoluer dans une atmosphère basée sur l'équité, la participation et la gouvernance.

[27] - BENYAHIA Ali. (2011). Analyse des performances technico-économiques des systèmes irrigués à l'échelle de la parcelle et de l'exploitation agricole : cas du Haut Cheliff. 121 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 772).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.C. Mailhol - CEMAGREF Montpellier.
Membres : P. Ruelle - CEMAGREF Montpellier; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Le but de cette étude est de mettre en évidence la nécessité d'une gestion rationnelle de l'eau d'irrigation qui doit passer par la lutte contre le gaspillage et les déperditions d'eau sous toutes ses formes ainsi que par l'implication et la sensibilisation des irrigants à une bonne maîtrise de la gestion de l'eau passant par l'amélioration des performances d'irrigation. Cela implique la mise en place d'outils d'analyse de l'efficience et de l'efficacité des systèmes irrigués pour mieux appréhender les données tout en dégageant des alternatives possibles face aux systèmes actuels. Pour y parvenir, il est nécessaire d'approfondir notre connaissances sur le fonctionnement quantitatif et qualitatif des systèmes irrigués au niveau du périmètre irrigué du Haut Cheliff, de tester des méthodes d'évaluation des performances technico économiques de ces systèmes au niveau de la parcelle et de l'exploitation et de proposer un outil d'évaluation de la performance. Ne disposant pas de données sur suffisamment d'années, nous avons choisi de travailler à partir des éléments d'informations disponibles sur des exploitations différentes mais de caractéristiques comparables. Dix huit exploitations ont été sélectionnées. Leurs gestionnaires présentent tous une bonne sensibilité aux enjeux auxquels ils sont confrontés et aux défis à relever. Pour ce faire, trois ensembles de données ont été recueillis : hydrauliques, agronomiques, économiques. L'évaluation des performances des systèmes irrigués du bassin passe par la définition d'une liste des performances attendues (en parallèle avec la notion de développement durable) et par la construction d'indicateurs. Ce travail s'est attaché à évaluer l'efficience et l'efficacité de l'irrigation en termes d'objectif et de résultat.

[28] - BOUIZEM Aïcha. (2010). Contribution à l'étude de la désertification dans la zone steppique de la wilaya de Tlemcen (Algérie) : cas des zones de montagne. 107 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : L. Zeraia - ENSA Alger; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

L'objectif principal de ce travail est de diagnostiquer le phénomène de désertification et de caractériser les projets de lutte menés au niveau de la steppe de la wilaya de Tlemcen. Les nombreux travaux réalisés sur la végétation steppique en Oranie nous ont permis d'analyser l'évolution de ce phénomène au cours des dernières années. Notre travail comprend

également un aperçu de la dynamique régressive de la végétation steppique. Il s'agit d'une étude diachronique sur toute la zone steppique, réalisée à partir des études scientifiques et des vues prises en 1991 et 2005 par les chercheurs de notre Université. L'élément nouveau de cette analyse est la prise en compte de l'absence totale de l'alfa (Stipa tenacissima) et la disparition de l'armoise blanche (Artemisia herba alba). Les informations collectées sur les activités économiques rurales et le niveau de vie nous ont permis de préciser le rôle des évolutions socio-économiques dans les processus de dégradation, et en particulier celui de l'élevage. Enfin, les aspects de lutte contre la désertification sont développés à travers l'inventaire des actions récentes de l'Etat dans ce domaine. L'absence de vision économique globale intégrant l'aménagement du territoire et de développement durable de cet espace, la prédominance de l'approche sectorielle, le changement brutal de système d'exploitation, la sédentarisation et la diminution des transhumances font partie des éléments expliquant la poursuite de la dégradation de la steppe.

[29] - CHERIFI Nouara. (2011). *L'agriculture de montagne en Algérie : cas de la Kabylie "commune d'Azazga".* 72 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : J.P. Chassany - INRA Montpellier.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; J.P. Chassany - CIHEAM-IAMM.

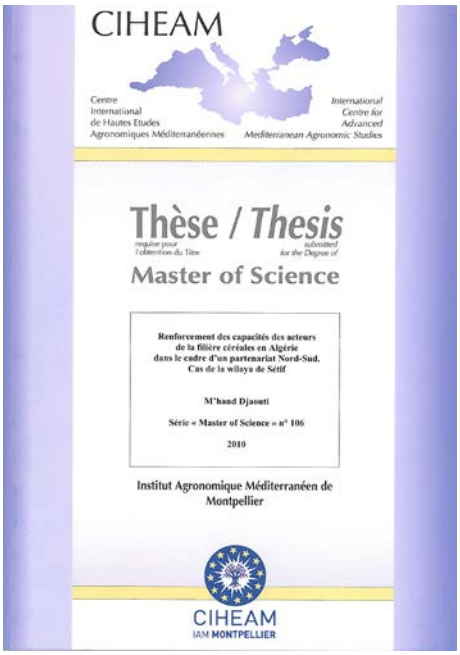
L'agriculture de montagne a longtemps été ignorée par les politiques publiques malgré son importance et sa contribution à l'économie locale. L'enquête que nous avons menée dans la commune d'Azazga, l'étude des caractéristiques des exploitations ainsi que l'analyse des résultats obtenus, nous ont permis de constater que l'agriculture est ancrée profondément dans la culture de la population locale, grâce à la pluriactivité et aux revenus extérieurs, notamment aux activités non agricoles. Les femmes jouent un rôle majeur dans ces systèmes de production tant au niveau de l'exploitation agricole qu'à celui de la cohésion familiale. Cependant, bien que la femme contribue à la création de richesses agricole et non agricole, elle reste marginalisée et la mise en place d'un outil de sensibilisation la concernant s'avère nécessaire. La décentralisation de la décision a permis une sensible amélioration de la participation de la population et des pouvoirs administratifs locaux mais cela reste insuffisant.

[30] - DJAOUTI M'Hand. (2010). Renforcement des capacités des acteurs de la filière céréales en Algérie dans le cadre d'un partenariat Nord-Sud. Cas de la wilaya de Sétif. 120 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 747).

Master publié n° 106

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Merdji - ESC Montpellier.
Membres : F. Fekkar - Cabinet CarreCom; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

L'objectif principal de cette étude est de mener une analyse stratégique de la filière céréales en Algérie à travers une étude de cas dans la région de Sétif. Il s'agit de repérer l'ensemble des acteurs intervenant dans la filière, d'appréhender les problèmes auxquels ils sont réellement confrontés et d'identifier leurs attentes et leurs besoins en matière de coopération internationale dans une perspective de développement de leurs activités et du renforcement de leurs capacités. En nous intéressant à l'ensemble des acteurs, notre analyse du développement de la filière céréales en Algérie revêt un caractère original. A travers un double diagnostic (institutionnel et opérationnel), nous avons tenté d'apporter quelques éléments de réponses liés aux acteurs de la filière : comment renforcer leurs capacités ? Est-ce que cela nécessiterait la mise en réseau de leurs activités ? Dans quelle mesure cela serait-il possible ? Quel rôle peut jouer le partenariat Nord-Sud dans ce sens ? Quels sont,



dans ce cas, les besoins en termes de coopération internationale des différents intervenants de la filière céréales en Algérie ?

The main objective of this study was a strategic review of the cereals sector in Algeria based on a case study in the region of Sétif. This involved identifying all the actors of this sector, understanding their problems and expectations and the needs of international cooperation with a view to expanding their activities and strengthening their capacities. By focusing on all the actors, our analysis of the cereal crop development in Algeria is original. Through a dual diagnosis (institutional and operational), we to provide some answers related to actors in the cereal sector: How to strengthen their capacities? Does it require the networking of their activities? To what extent would this be possible? What is the role the North-South partnership in this context?, In this case, what does international cooperation require of the various actors in the cereal sector in Algeria?

[31] - **GHERNOUTI Djamila. (2011).** Application d'un modèle technico-économique pour l'aide à la décision dans le cadre de la réhabilitation d'un périmètre irrigué en Algérie. Cas d'étude : périmètre du Dayet Zraguet (Ain Skouna), Wilaya de Saida. 128 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 776).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAM.
Membres : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Ce travail a permis d'évaluer différentes variantes de production agricole dans le cadre d'un projet d'aménagement hydro-agricole dans une zone aride de la région ouest de l'Algérie. Le périmètre aménagé couvre une superficie totale de 2850 ha, l'équipement en irrigation sous pression occupera seulement une première tranche de 1500 ha . La superficie de l'échantillon de ce travail est de 431,46 ha avec 44 ilots et 90 parcelles. Le périmètre a été enquêté afin de construire un modèle de représentation des structures et de la production agricole avant l'introduction de l'irrigation. Pour élaborer ce modèle, une plateforme de modélisation technico-économique (logiciel Olympe) a été utilisée. A partir de cette représentation de la situation initiale, quatre variantes d'assolement ont pu être construites et analysées avec différents types d'indicateurs : hydrauliques, agronomiques et économiques. La première variante reproduit le projet standard de production agricole qui a été prévu dans le cadre de l'étude de l'aménagement, les trois autres variantes sont les combinaisons construites à partir de choix exprimés par les agriculteurs. Les variantes 2, 3, 4 se caractérisent par une demande en eau d'irrigation excessive en période de pointe par rapport aux possibilités de l'aménagement, ce qui entrainerait des situations de stress hydrique pour certaines cultures durant cette période de pointe. Pour comparer ces différentes variantes et expliquer les choix, nous avons comparé les résultats économiques des différentes variantes en termes de marge brute et de valeur ajoutée ainsi qu'en termes de valorisation de l'eau d'irrigation et de nombre de jours de travail. En fonction des objectifs qui peuvent être différents entre les agriculteurs et les aménageurs, les critères à optimiser sont également différents. Nous avons ainsi testé plusieurs types d'indicateurs : la valorisation du nombre de jours de travail, la création d'emploi ou la valorisation optimale de l'eau, montrant que les variantes à privilégier changent en fonction des critères d'évaluation.

[32] - **HAMLAOUI Mohand Salah. (2010).** *Problématique de l'emploi rural en Algérie : cas des zones de montagne*. 92 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Malgré sa réalisation dans des conditions difficiles en raison de la dégradation de la situation sécuritaire et la crise économique, une bonne partie du Projet d'Emploi Rural (PER) a été atteinte en particulier sur le plan des réalisations physiques. L'adhésion des populations a contribué à la réussite de la plupart des actions réalisées dans le cadre des différentes composantes du projet. Mais les acquis restent très fragiles. L'absence de stratégie de développement territorial et la non considération des filières agro-sylvo-pastorales dans ces zones défavorisées, constitue une contrainte majeure pour la création de nouveaux emplois de qualité et la préservation des emplois générés par le PER dans les zones montagneuses du Centre et du Nord-Ouest algérien.

[33] - **IKHLEF Nawal. (2011).** *Evaluation d'un projet de lutte contre la désertification : cas de la localité de Oued el Hallouf, commune Maamora, Algérie*. 84 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM: Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

La désertification est un problème mondial qui touche 40% de la superficie de la planète et au moins deux milliards de personnes (CSFD, 2011). En Algérie, ce phénomène concerne essentiellement les steppes des régions arides et semi-arides, berceau de l'élevage ovin, et dont la vocation est essentiellement pastorale. A ce titre, de nombreux programmes ont été lancés mais ils n'ont pas donné les résultats escomptés. L'ancrage de l'Algérie dans la voie du développement durable a incité les pouvoirs publics à réfléchir sur des programmes qui contribuent à la fois à lutter contre la désertification mais également à améliorer le cadre de vie des populations de ces zones. A partir de ces réflexions, un fonds spécial de lutte contre la désertification a été créé pour prendre en charge ce phénomène et maintenir, voire développer l'élevage qui est la seule activité de la région. Le travail réalisé au terme de cette étude dans deux localités de la wilaya de Saida a consisté à évaluer les changements apportés par ce projet en termes d'emplois et d'amélioration des revenus en comparant les écarts qui existent entre une localité qui a bénéficié du projet et une autre témoin. Dans cette première étape de l'évaluation du projet de lutte contre la désertification, nous avons pu faire ressortir certains impacts qui montrent des écarts entre les zones. En terme de lutte contre le chômage, les emplois créés durant la mise en oeuvre du projet n'étaient pas durables même si l'expérience acquise n'est pas négligeable. En terme de revenu, nous avons décelé une disparité entre les deux zones tant sur le plan de l'investissement que sur celui de l'amélioration du cadre de vie.

[34] - **KHARCHI Mohamed Tahar Tamouh. (2010).** *Projets de Proximité de Développement Rural Intégré et amélioration du cadre de vie de la population rurale en Algérie*. 58 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de cette recherche est de contribuer à clarifier la notion de Projet de Proximité de Développement Rural Intégré (PPDRI) dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie nationale de développement rural durable (SNDRD) et de la politique de renouveau rural (PRR) de l'Algérie. La problématique soulevée consiste, in fine, à déterminer la démarche à suivre pour mettre en place un PPDRI ainsi qu'à vérifier l'implication des approches dites « intégrées » ou de « proximité » dans les projets déjà lancés. Dans notre mémoire, les PPDRIs ont été traités en utilisant la théorie du développement durable, concept utilisé maintenant pour mener une politique ou un programme de développement dans les milieux ruraux. Les résultats de la recherche font apparaître que les PPDRIs mis en place s'orientent généralement sur le secteur agricole étant donné son importance en milieu rural. Nous constatons également que la méthode « top down » est toujours en place et que la population manque de pouvoir décisionnel. Il apparaît que la décentralisation de la décision reste inachevée.

[35] - **KORIZ Mokhtar. (2010).** *Conception d'un dispositif d'évaluation et de réforme du système de vulgarisation en Algérie*. 68 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de ce travail est d'analyser le dispositif de vulgarisation tel qu'il est mené à l'échelle d'une wilaya à travers l'étude d'impact des différentes actions réalisées jusqu'à présent. A travers l'enquête menée sur la wilaya de Médéa, nous avons étudié les répercussions de ce système sur les pratiques des agriculteurs ainsi que son adaptation aux objectifs de développement du secteur agricole, premier employeur de la zone. Après avoir présenté les caractéristiques générales du système de vulgarisation algérien en faisant ressortir ces acquis et ses faiblesses, nous avons analysé les résultats de l'enquête. Malgré un fort taux d'adhésion aux organisations professionnelles (82 %), il ressort que le rôle joué par la Chambre d'agriculture de la wilaya reste faible. Quelques exploitations sont affiliées à des coopératives agricoles de services, purement commerciales, ne jouant qu'un rôle négligeable en matière de vulgarisation. Le taux de participation aux séances d'information est de 64 % mais elles se font au détriment des activités de formation ou de perfectionnement qui intéressent les agriculteurs. Enfin, le niveau d'encadrement est jugé satisfaisant mais il faut tenir compte du biais introduit par la présence d'un nombre important d'agriculteurs céréaliers « privilégiés » dans notre échantillon.

[36] - **KORIZ Mokhtar. (2011).** La vulgarisation agricole en Algérie, analyse et propositions : l'exemple de la wilaya de Medea. 123 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 794).

Sous la direction de : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J. Chassany - INRA Montpellier.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM.

Au moment où l'Algérie entière connaît des mutations structurelles rapides, un besoin urgent d'organiser l'appareil national de vulgarisation est affiché par le secteur agricole pour une utilisation plus efficiente des services offerts par les différentes institutions. Malgré les efforts consentis, il n'existe pas encore de véritables traditions en matière de vulgarisation agricole. Le schéma actuel, conçu il y a une vingtaine d'année, se trouve inadapté dans l'environnement actuel qui a connu des mutations profondes. On ne peut ainsi que constater le handicap engendré par une méconnaissance du secteur privé, qui ne peut être surmonté que par un changement radical des stratégies et des attitudes de tous les agents inscrits dans l'appareil de vulgarisation. Ainsi, la refonte du système national de vulgarisation agricole, en vigueur depuis 1985, s'impose, compte tenu des mutations et des réformes engagées dans le secteur de l'agriculture et plus particulièrement depuis l'avènement du PNDA lancé en 2000. C'est dans cette optique, que ce travail vient contribuer à une évaluation en cours du système de vulgarisation agricole en Algérie et proposer des

éléments pour opérer un réajustement dans sa conception et sa mise en œuvre. Ainsi, l'analyse a porté sur les mécanismes de son fonctionnement et ses articulations, étant donné les programmes mis en oeuvre et leurs impacts sur les agriculteurs et les populations rurales.

[37] - LADJOUZE Aziza. (2011). Le processus de mobilisation de ressources spécifiques dans la construction d'un territoire : cas de la commune de Toudja, wilaya de Bejaia, Algérie. 86 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

La problématique des ressources spécifiques est au coeur des réflexions actuelles sur le développement des territoires. En effet, chaque territoire essaie de se distinguer par des spécificités qui lui sont propres. Pour cela, les acteurs doivent s'organiser autour de projets innovants qui valorisent la création d'activités économiques, sociales et culturelles. Ce travail a pour but d'identifier le processus de mobilisation des ressources spécifiques dans la construction des territoires. Dans notre cas, il s'agit de la ressource en eau dans la commune de Toudja, wilaya de Béjaia en Algérie. L'étude consistera en un état des lieux du projet et des activités qu'il a engendrées (diagnostic) mais aussi à identifier les problèmes rencontrés pendant sa réalisation.

[38] - LAYAZID Jugurtha. (2010). Les modalités et les stratégies de lutte contre l'érosion des sols dans la partie nord de l'Algérie : cas des zones de montagne. 82 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : L. Zeraia / ENSA Alger; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

L'érosion des sols est un problème auquel l'Algérie est confronté depuis de nombreuses années. L'évaluation de l'efficacité des techniques de Défense et de Restauration des Sols (DRS), mises en place dans les années 40 et basées sur la réalisation de grandes infrastructures hydro-agricoles ainsi que sur le reboisement de vastes surfaces, a montré que les sols continuent de se dégrader et les barrages de s'envaser. L'absence de concertation avec les communautés rurales installées sur les bassins versants explique en partie cet échec. Les ouvrages de la DRS ont malgré tout le mérite d'exister et ont contribué à réduire l'impact de l'érosion surtout dans les terres à forte pente. Dans les années 80, la Gestion Conservatoire de l'Eau et de la fertilité du Sol (GCES), s'appuie sur les techniques traditionnelles et la participation des populations rurales. Cette nouvelle stratégie modeste semble efficace pour réduire le risque d'érosion sur de petites parcelles mais est incapable de faire face à l'ampleur du phénomène d'érosion des terres abruptes. Actuellement, la lutte antiérosion s'intègre au Projet d'Emploi Rural, programme très ambitieux qui ne concerne cependant que quelques wilayas de l'Ouest algérien alors que le phénomène est global. A l'issue de ce tour d'horizon, le bilan paraît globalement négatif : les moyens financiers, techniques et humains n'ont jamais été à la hauteur de l'ampleur du phénomène de dégradation et l'impératif de gestion permanente du milieu n'a pas été érigé en ligne de conduite par ceux qui en ont la charge. Aujourd'hui le problème reste posé et l'accroissement de la population contribue à l'aggravation du phénomène.

[39] - **MAMINE Fateh. (2010).** Les facteurs socio-économiques impliqués dans l'émergence géographique d'un pôle d'excellence productive : cas du bassin laitier de Souk Ahras en Algérie. 101 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : A. Bourbouze - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : F. Cheriet - INRA Montpellier.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; A. Bourbouze - CIHEAM-IAMM.

Après avoir analysé les différentes approches théoriques liées aux systèmes territoriaux de production, leurs tendances actuelles et la place du secteur agroalimentaire, nous avons également étudié la notion d'excellence productive ainsi que les outils utilisés pour l'analyse du bassin laitier et de la production laitière. Dans une seconde partie, nous avons examiné la production laitière en Algérie selon trois grands axes. Le premier concerne l'évolution de la filière lait, le second traite de façon critique des différentes politiques publiques qui concernent l'ensemble des composantes de la filière lait et le troisième axe porte sur les systèmes d'élevage des bovins laitiers, leurs pratiques, leurs avantages et leurs faiblesses. L'étude de cas, consacrée au bassin laitier de Souk Ahras, fait le point sur la production laitière locale. Nous avons ensuite procédé à l'analyse de l'ensemble des acteurs locaux du bassin laitier en suivant les approches décrites dans la première partie. Enfin, nous avons essayé d'évaluer les opportunités d'émergence de ce pôle laitier dans la région de Souk Ahras. Malgré les potentialités dont il dispose, il apparaît que le pôle reste sous l'effet prépondérant du circuit informel et sous l'hégémonie des politiques publiques de la filière lait.

[40] - **MAMINE Fateh. (2011).** Transformation organisationnelle d'un système de production agroalimentaire locale, entre logiques formelles et informelles : le cas du bassin laitier de Souk Ahras en Algérie. 139 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 779).

Sous la direction de : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Président du jury : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Makhlouf - Université Tizi Ouzou - Algérie; C. Dutilly-Diane - UMR SELMET-CIRAD Montpellier; J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.

La dépendance alimentaire est un trait caractéristique des pays en développement. Ainsi l'Algérie importe de la poudre de lait pour approvisionner son marché intérieur en produits laitiers bien que la production laitière locale fasse l'objet d'interventions de l'Etat depuis l'indépendance. Notre étude est basée sur le croisement de plusieurs approches théoriques qui expliquent l'architecture et le fonctionnement d'un bassin laitier appréhendé dans notre cas comme un système de production agroalimentaire locale. L'analyse du système productif de la filière lait dans la wilaya de Souk Ahras fait apparaître de fortes dynamiques. Cependant, de nombreux problèmes d'ordre technique et organisationnel se posent. Par ailleurs, l'intervention de l'Etat a souvent été marquée par la transformation des règles du jeu et la redistribution des forces d'influence entre les différents acteurs du bassin laitier de Souk Ahras. Ces derniers sont organisés en deux grands secteurs (formel et informel) d'après une qualification institutionnelle basée sur un ensemble de critères qui favorisent les acteurs du secteur officiel au détriment du secteur traditionnel. Toutefois, la réorganisation du bassin laitier ne pourra se faire sans l'intégration des acteurs du secteur informel qui jouent un rôle majeur dans le fonctionnement basé sur les principes de concurrence et de complémentarité, où les intérêts socioéconomiques sont cadrés par des conventions écrites ou orales. La coexistence des acteurs formels et informels assurent à la fois le maintien de l'économie marchande de type industriel et de l'économie non marchande de type artisanal toutes deux nécessaires au développement économique à l'échelle locale et nationale.

[41] - **MELLOUHI Nawel. (2010).** Elaboration d'une démarche marketing pour des viandes surgelées : cas des produits carnés Koft de l'entreprise Simpex Afric en Algérie. 106 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 735).

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.L. Rastoin - SUPAGRO Montpellier.
Membres : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

L'objet de ce travail est d'élaborer une démarche marketing pour des viandes surgelées, illustrée par l'étude de cas des nouveaux produits carnés Koft de l'entreprise Simpex Afric en Algérie. Dans un premier temps, nous avons défini les opportunités actuelles liées au nouveau contexte économique du pays et aux changements des habitudes alimentaires du consommateur algérien. Nous avons ensuite exposé les problématiques de la filière viande locale puis procédé au diagnostic de l'entreprise et de son environnement et enfin, évaluer les composantes de son marketing mix. Suite à l'enquête consommateurs réalisée au niveau de deux grandes surfaces d'Alger, nous avons constaté que les produits de cette entreprise innovante sont peu ou mal connus et que l'image de la marque ne correspond pas au message que les responsables souhaitaient transmettre. Cette étude a permis de proposer un plan marketing visant les segments identifiés par notre enquête et surtout une campagne de communication affirmant le positionnement choisi et valorisant l'image de la marque Koft.

[42] - **SAHLI Yamna. (2010).** La logistique du transport au sein de la filière agroalimentaire. Cas de l'entreprise Trèfle produits laitiers. 64 p. (**Master of Science: Professionnel**; n. 746).

Master publié n° 108

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.C. Montigaud - INRA SupAgro Montpellier.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

La filière agroalimentaire représente un découpage vertical de l'ensemble des activités de la production à la distribution d'un produit alimentaire. La notion de supply chain, de même que l'approche filière, donne une vision transversale du champ d'activité, allant de la conception à la commercialisation d'un produit. Aujourd'hui, ces deux définitions se confondent au profit de la notion de filière agroalimentaire intégrée dans laquelle le transport est le maillon qui en relie les différents niveaux et acteurs. Pour certaines entreprises agroalimentaires telles que l'entreprise Trèfle produits laitiers, la performance du système de transport est un enjeu majeur si l'on considère la date limite de consommation des produits. Dans ce travail, nous essayons d'une part, d'évaluer la performance du système logistique et de transport de Trèfle et d'autre part, de réfléchir aux solutions qui permettent d'optimiser le fonctionnement de ce système. Ainsi, un ensemble de méthodes d'optimisation sont proposées dont les effets positifs sont démontrés sur l'organisation logistique de l'entreprise et surtout sur les coûts de transport.

The food chain represents a vertical division of all activities ranging from production to distribution of a particular food product. The concept of "supply chain" and of "sector approach", gives a transverse view of this field of activity, from design to marketing. Nowadays, these two definitions are being combined in favor of the concept of integrated food supply chain in which transport is the link that connects the different levels and actors. For some food companies such as the "Trèfle" dairy company, the performance of the transport system is a major problem with respect to the 'use by' date. In this paper, we first evaluate the performance of the transport system and logistics of the "Trèfle" company and then propose solutions to optimize operation of this system. A set of optimization methods are discussed along with a review of the positive effects of these methods on the organization of logistics, especially transportation costs.

[44] - **SIDHOUM Lynda. (2011).** *Détermination des facteurs d'adoption et non adoption du goutte à goutte sur le terrain : cas de la wilaya de Boumerdes.* 63 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Blanc - CIHEAM.
Membres : S. Fontbonne; P. Blanc - CIHEAM.

L'Etat algérien vise à encourager la mise en place des techniques d'irrigation moderne à fin d'économiser l'eau. Le présent travail consiste à définir les facteurs qui déterminent l'adoption ou le rejet des techniques d'économie d'eau par les agriculteurs. Dans ce sens, une enquête a été réalisée sur un échantillon de 33 agriculteurs dans la wilaya Boumerdes. L'analyse des résultats a fait ressortir que l'adoption du goutte à goutte est influencé par le type de culture pratiquée, la taille de l'exploitation tandis que le coût d'investissement, ne constituent un facteur déterminant pour son adoption. Par ailleurs, d'autres contraintes comme l'accès à l'information, les lourdeurs administratives, le manque d'ouvrages hydrauliques constituent parfois des facteurs limitant pour l'adoption de cette technique dans la zone d'étude contrairement à l'âge et le niveau d'instruction des agriculteurs.

[45] - **SLAIMI Sarah. (2011).** Les impacts des projets de proximités et de développement rural intégrés [PPDRI] en zones de montagnes Kabyles : cas willaya de Tizi-Ouzou. 92 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM.

Le présent travail analyse l'impact des projets de développement rural intégré dans trois communes rurales représentatives du massif montagneux de la Kabylie. Pour cela, deux méthodes d'évaluation ont été utilisées : l'analyse de la mise en oeuvre pour étudier la cohérence, la pertinence, l'efficacité et l'efficience des opérations réalisées dans les trois communes de notre échantillon et l'analyse des effets, obtenue à partir des indicateurs prédéfinis en amont par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et par la Direction Générale des Forets . Le point fort de ces projets est d'une part, leur capacité à résorber le chômage même si les résultats à court terme sont timides, et d'autre part, à redynamiser l'activité primaire, notamment l'élevage, ce qui a permis une augmentation de la production, et l'amorce d'un processus de développement basé sur la diversification de l'activité.

FRANCE

[46] - **ABBACHA Mounira. (2011).** Approche méthodologique de l'évaluation économique des contraintes liées aux périmètres de protection des captages d'eau potable : secteur agricole. 92 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

M2

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Garrabé - Université Montpellier 1; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

A l'instar des pays d'Europe, la France possède un potentiel en eaux souterraines important, dont la plus grande partie est orientée vers l'alimentation des besoins humains. Face aux aléas de la pollution, qu'elle soit ponctuelle, accidentelle ou diffuse, issue de l'activité humaine, ménagère, industrielle ou agricole, une dynamique de préservation de cette ressource a été initiée par les autorités publiques au niveau communautaire, à travers la Directive Cadre Européenne sur l'eau. Au niveau français, une amélioration des dispositifs de protection a été enregistrée, conduite par la loi sur l'eau, et des plans de protection tels que le PNSE mais aussi le Grenelle de l'environnement, ont mis l'accent sur la nécessité de la préservation de la qualité des eaux souterraines captées, et cela dans un cadre réglementaire bien précis. La protection des points de captage s'effectue par Déclaration d'Utilité Publique, après une procédure administrative conduite par la collectivité locale, sur la base de l'avis de l'hydrogéologue qui délimite, dans son rapport, les périmètres de protection, assortis de prescriptions qui prévoient l'interdiction ou la réglementation de toute activité pouvant provoquer une pollution. Cela peut causer des préjudices à l'encontre des acteurs socio-économiques exerçant sur le territoire, qu'ils soient actuels ou bien futurs. Ces incidences peuvent être directes ou indirectes, marchandes ou non marchandes. Afin d'identifier l'impact dû à la mise en place des prescriptions sur les périmètres de protection, il est nécessaire d'avoir un outil d'évaluation économique tel que la méthode d'évaluation coût –avantage, qui permettra de quantifier cet impact et qui complétera les résultats de l'approche hydrogéologique, permettant ainsi de prendre la bonne décision qui ira dans le sens de la préservation de la qualité de l'eau et du développement du territoire.

[47] - **AISSIOU Mohamed. (2011).** Adoption de la norme ISO 26000 par les départements et son application dans le domaine de la restauration collective : cas de la restauration collective scolaire dans le département de l'Hérault (dans le cadre de la politique Haute Qualité Alimentaire). 115 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 788).

MS

Sous la direction de : M. Padilla - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : L. Temri - Université Montpellier.
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; M. Padilla - CIHEAM-IAMM.

L'objet de ce travail est d'analyser l'adoption, par les collectivités territoriales, du concept de responsabilité sociétale tel qu'il est décrit dans les lignes directrices de la norme ISO 26000 et d'étudier son application dans le domaine de la restauration collective scolaire. Le conseil général de l'Hérault suit depuis 2005 une politique de haute qualité alimentaire dans les collèges. Dans cette politique le CG34 prend en compte les enjeux environnementaux et sociétaux-économiques de la restauration collective scolaire. Notre analyse est faite sur trois questions parmi les sept de l'ISO 26000, à savoir les relations et conditions de travail, la satisfaction des usagers et la protection de l'environnement. Cette analyse est faite sur la base des résultats d'un stage de six mois qui a comme objet l'harmonisation des pratiques dans le système de restauration scolaire du département de l'Hérault et leur conduite vers plus de durabilité. Des entretiens semi-directifs avec les acteurs principaux de la restauration scolaire dans le département de l'Hérault ont été menés sur le terrain en complément des observations directes.

[48] - AIT MOHAMED AMER Soufyane. (2011). L'impact des stratégies marketing des pépiniéristes de plants d'oliviers dans la diffusion des variétés au Sud de la France. 85 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 796).

Sous la direction de : H. Ilbert - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : L. Temri - Université Montpellier.
Membres : B. Khadari - INRA Montpellier; H. Ilbert - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de cette étude est d'analyser le rôle des pépinières dans la diffusion des variétés d'olivier. Le fait que ces dernières s'approvisionnent en amont pour obtenir les variétés auprès des collections in situ ou des centres de recherche ex situ et fournissent en aval différents types de clients (producteurs, paysagistes, détaillants) leur confère un rôle d'interface entre la dynamique biologique et la dynamique économique. Nous supposons que les choix stratégiques des pépiniéristes, en termes de conservation ou marchés de variétés, se construisent dans le tissu institutionnel. L'aptitude à orienter les normes institutionnelles est liée à la capacité organisationnelle des entreprises. Nous avons délimité un corpus d'entreprises situées dans le sud de la France afin de construire une typologie qui nous permette d'analyser l'implication des pépiniéristes dans la conservation ou la diffusion de nouvelles variétés. Toutes ces entreprises partagent la charte pour la production fruitière d'oliviers qui est une norme privée. Au terme de ce travail, et après analyse des données à travers une typologie et des croisements de tableaux synthétiques, nous constatons que le marché était doublement régulé, en amont, par les liens avec les conservatoires et les organismes de recherche, en aval, par les liens avec l'interprofession qui demande des variétés AOC. L'aptitude à se coordonner avec les organismes de recherche ou les interprofessions est limitée à quelques pépinières. Ceci peut être interprété comme un signe de fragilité puisque le modèle de concurrence dominant se construit par une offre intégrée de diffusion de clones, ce qui pose la question de la gestion à long terme de la diversité variétale.

[49] - AÏT MOULOUD Mélissa. (2011). *Analyse exploratoire des conditions d'une qualification des fromages corses en "produit pastoral".* 128 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.M. Sorba - INRA; J.P. Boutonnet - INRA.

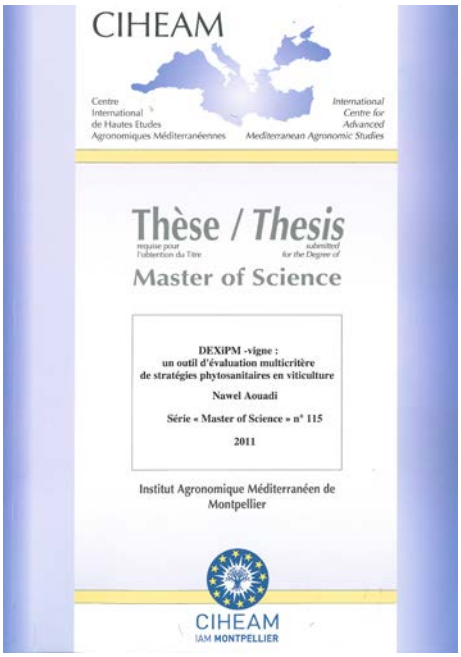
Disqualifié pendant longtemps au prétexte du tort porté aux activités agraires, on reconnaît aujourd'hui au pastoralisme un certain nombre de vertus liées notamment à l'utilisation par les troupeaux de ressources fourragères spontanées. Peu coûteux en intrants, souvent associé à la « tradition » et au patrimoine, paré d'attributs écologiquement positifs, l'élevage pastoral redevient un objet d'intérêt public. Pourtant, les produits issus de ce type d'élevage ne tirent pas un bénéfice explicite de ce retournement. L'objectif de ce travail est d'analyser les conditions d'une qualification de ces produits (fromage Corse dans notre cas) issus de l'élevage pastoral. Pour ce faire, nous avons exploré deux champs : une partie qui porte sur les conditions de production et l'autre partie sur le dispositif marchand. Cette étude aboutit à une définition du produit pastoral et à une énumération des conditions nécessaires pour une éventuelle qualification des fromages corses en « produit pastoral ».

[50] - **AIT OUMEZIANE Rym. (2010).** Etude tridimensionnelle pour évaluer la réduction de l'impact des produits phytosanitaires en agriculture par l'emploi d'outils innovants. Cas du système TICSAD. 115 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 759).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Garrabé - Université Montpellier 1.
Membres : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

Au-delà des nombreux services rendus par l'agriculture, celle-ci génère des externalités négatives qui suscitent des interrogations et des préoccupations grandissantes en matière de santé, de sécurité de d'environnement. Le recours aux outils issus des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) offrent de multiples avantages qui peuvent être des atouts majeurs pour l'agriculture : gain de temps, augmentation de la productivité, veille réglementaire, précision de la traçabilité, etc... Pour réaliser ce travail, nous nous basons sur le projet TICSAD (Technologies de l'Information et de la Communication au Service d'une Agriculture Durable) proposé par la Chambre régionale d'agriculture du Languedoc-Roussillon. Notre étude s'effectue en deux étapes : d'une part, une étude de perception qui vise à déterminer les besoins des agriculteurs en outils innovants et les freins liés à leur emploi et d'autre part, l'évaluation, à l'échelle d'une exploitation, des répercussions économiques (bilan d'entreprise, marges nettes, etc...) et environnementales de l'utilisation d'un outil innovant à travers la modélisation. Il ressort des analyses réalisées que l'acceptabilité sociale et sociologique des outils innovants passe par la formation, l'information, la vulgarisation technique et l'accessibilité financière. L'utilisation conjointe du système TICSAD et d'autres méthodes alternatives aux pesticides permettent de réduire la pression phytosanitaire sur l'exploitation.

[51] - **AOUADI Nawel. (2010).** DEXiPM-vigne : un outil d'évaluation multicritères de stratégies phytosanitaires en viticulture. 95 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 766).



Master publié n° 115

Sous la direction de : C. Gary - INRA Montpellier.
Président du jury : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; A. Merot - UMR System INRA Montpellier; C. Gary - INRA Montpellier.

L'évaluation de la durabilité des systèmes de culture viticoles nécessite l'intégration du contexte environnemental, économique et social. Ce travail propose d'utiliser le modèle d'analyse multicritère DEXiPM pour étudier la durabilité d'exploitations viticoles. L'arbre de décision hiérarchique du modèle a été construit en définissant l'ensemble des critères et des indicateurs qualitatifs pour les différentes dimensions de durabilité ainsi que les classes et les fonctions d'utilité. Une démarche participative auprès de viticulteurs et d'experts a été adoptée pour paramétrer le modèle mais aussi pour le valider. Le modèle DEXiPM-vigne, dans sa version actuelle, peut être utilisé pour évaluer la situation actuelle des exploitations et tester différentes alternatives pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires. Pour une utilisation plus large du modèle, notamment pour comparer des exploitations appartenant à des bassins viticoles différents, il est nécessaire de contextualiser

par l'adaptation des seuils aux différents contextes. Le modèle est aussi un tableau de bord qui permet de synthétiser et structurer les différents critères de l'évaluation et de décider à quel niveau agir pour atteindre les objectifs de réduction des intrants. C'est aussi un excellent moyen pour animer les discussions avec les viticulteurs et les acteurs locaux.

Evaluating vineyard cropping system is a complex multi-dimensional concept emcompassing economic, social and environmental aspects. In this work we evaluated the vineyard cropping system using DEXiPM, a hierarchical qualitative multi-criteria model. The hierarchical decision tree for the model was constructed by defining criteria and quality indicators for the different dimensions of sustainability, as well as classes and utility functions for aggregation rules. A participatory approach including wine growers and experts using DEXiPM was used to parametrize the model and also to validate the evaluation. The current version of the DEXiPM-grapevine model can be used to evaluate the present situation of farms and to test alternative strategies to reduce pesticide use. For a large scale application of the model, particularly to compare vineyards in different wine producing areas, the model needs to be contextualized by adapting the thresholds to the other contexts. The model is also a way of summarizing and structuring the different evaluation criteria. It can also help decide at what level to intervene to achieve the objective of reducing inputs. It also provides an excellent support for discussions with wine growers and local stakeholders.

[52] - BELLE Maxence. (2011). Construction d'outils d'accompagnement à la conversion à l'agriculture biologique. 74 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 802).

Sous la direction de : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : N. Sautereau - INRA-SAD Avignon; M. Galy / FRAB Champagne-Ardennes; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.

Les pratiques de l'agriculture biologique sont propres à un terroir et à un exploitant, et pas toujours diffusables. En agriculture biologique, les conseillers agricoles sont de plus en plus amenés à intervenir auprès d'agriculteurs engagés dans des dynamiques socioprofessionnelles et non auprès d'individus isolés. L'objectif du travail présenté ici est de construire des outils d'accompagnement à la conversion vers l'agriculture biologique qui soient adaptés aux besoins spécifiques des agriculteurs et aux récentes évolutions du métier de conseiller agricole. Ceci, afin d'améliorer les chances de succès d'une conversion et pour inciter davantage d'agriculteurs à aller vers la production biologique. Les outils visés sont le parrainage et le prêt de matériel. La mise en place de ces deux outils se fait au sein du réseau biologique GAB-FRAB de Champagne-Ardenne. Un questionnaire a été envoyé aux producteurs bio et en conversion de la région afin d'évaluer comment ils percevaient la période de conversion et comment ils envisageaient le fonctionnement du parrainage et du prêt de matériel. L'analyse de cette enquête a abouti sur une proposition argumentée de cadre de fonctionnement pour les deux outils qui a pu être présentée à des financeurs potentiels pour la future mise en marche des deux dispositifs. Parrainage et prêt de matériel sont assez bien perçus puisque 78% des répondants les considèrent comme pertinent et déjà largement réalisés de manière informelle entre agriculteurs, car près de 45 % l'ont déjà fait. Les perceptions et les besoins sont cependant variables en fonction des types de productions. Le prêt de matériel n'intéresse, par exemple, que 10 % des viticulteurs en conversion contre 100% et 83% pour les éleveurs et les céréaliers en conversion. La démarche et le cadre de fonctionnement proposé dans cette étude nous permettent d'envisager une diffusion du procédé de construction et de mise en marche de ces deux outils pour d'autres structures dans un souci de mutualisation des connaissances pour le développement de l'agriculture biologique.

[53] - **BEN AMEUR Hajar. (2010).** Internationalisation des firmes agroalimentaires françaises : description, typologie et impact des réseaux financiers sur les exportations. 53 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 764).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Membres : C. Le Roy - INRA Nantes; F. Cheriet - INRA Montpellier; K. Latouche- INRA Nantes; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

Ce travail a pour objectif de décrire les réseaux de firmes auxquels appartiennent les entreprises agroalimentaires françaises et de préciser l'impact de cette appartenance sur leurs exportations vers les marchés européens. L'analyse proposée s'articule autour de deux points : le premier vise à répondre aux questions suivantes : quelles sont les formes organisationnelles des entreprises agroalimentaires françaises et quels sont les choix qu'elles adoptent à l'international ? Pour cela nous décrivons leurs modes de présence sur les marchés étrangers en se basant sur l'ensemble de leurs liens financiers ainsi que sur le réseau auquel elles appartiennent. Pour ce faire, nous mobilisons deux principales bases de données : d'une part, Amadeus via une extraction effectuée au LERECO, qui nous renseigne sur les liens financiers de 22550 entreprises françaises agroalimentaires ; d'autre part, la base des douanes françaises qui détaille les exportations de l'ensemble des firmes agroalimentaires françaises et indiquent leurs destinations. A partir de ces données, et en nous inspirant de l'approche de Keith Head, nous proposons une typologie de l'organisation de ces firmes selon quatre principaux profils puis, dans un second temps, nous proposons d'analyser l'impact du profil de la firme comme déterminant des exportations vers les marchés européens. Pour mener cette analyse à bien, nous utilisons le modèle de Chaney (2008) qui permet de mesurer l'impact du profil de la firme, son mode de présence et ses performances à l'exportation sur un marché donné.

[54] - **BEN AOUN Wassim. (2011).** Analyse de la relation entre les pratiques agricoles, la qualité des sols et la productivité : un modèle bio-économique récursif. 70 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 791).

Master publié n° 117

Sous la direction de : G. Flichman - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Membres : J. M. Boisson - Université Montpellier; G. Flichman - CIHEAM-IAMM.

En Europe, les processus de dégradation des sols représentent une menace pour la durabilité de l'utilisation des terres agricoles, auxquels on peut ajouter la diminution de la quantité de sols disponibles. Cette vulnérabilité des terres agricoles accroit le risque de perte de production et de revenus. Ce travail se propose de caractériser les processus de dégradation de la qualité des sols et d'analyser ses relations avec les pratiques agricoles afin de représenter le comportement à long terme d'un agriculteur dont l'objectif sera de maximiser son profit sous différentes contraintes. Appliqué sur une exploitation de la région Midi-Pyrénées, nous avons développé un modèle bioéconomique récursif qui nous permet de caractériser le comportement de l'agriculteur et l'état de la qualité du sol à différent moments de l'horizon de planification. Nous retenons ici comme indicateur de la dégradation irréversible, la perte du sol en raison de l'érosion. Nous construisons un méta modèle linéaire pour actualiser les rendements et les niveaux de perte de sol au début de chaque sous période. Nous faisons

l'hypothèse que l'agriculteur peut s'investir dans la lutte contre la détérioration de la qualité du sol en adoptant un système basé sur l'entretien minimal des terres. L'agriculteur fait donc un arbitrage entre exploiter son sol en y exerçant une pression aujourd'hui au détriment des rendements futurs ou investir dans la qualité du sol aujourd'hui pour en tirer des bénéfices plus tard. Ensuite, nous cherchons à déterminer l'instrument de politique le plus efficace qui permet de garantir une utilisation durable des sols et une stabilisation des revenus. Les principaux résultats obtenus au terme de ce travail se concentrent autour des éléments suivants : La qualité du sol est différente de la fertilité des sols, les sols européens se dégradent, c'est l'activité de production qui détermine le niveau de dégradation et non pas le produit, la présence d'un système de taxation et de subventionnement est indispensable pour garantir une utilisation durable des terres agricoles.

In Europe, the processes of land degradation currently threaten the sustainability of agricultural land use. In addition, they reduce land availability. The vulnerability of agricultural land increases the risk of loss of production and income. The aim of this work was to characterize the degradation of soil quality and to analyze its relationship with agricultural practices in order to understand the behaviour of farmers whose long-term goal is to maximize profits under different constraints. A recursive bio-economic model applied to a farm in the Midi-Pyrénées was used to characterize farmers' behaviour and the state of soil quality at different periods in the future. We used soil loss due to erosion as an indicator of irreversible degradation. We built a linear metamodel to update yields and rates of soil loss at the beginning of each period. Our hypothesis is that the farmer becomes involved in the fight against the deterioration in soil quality by adopting a system based on minimal maintenance of the land. The farmer thus has to choose between exploiting his soil by exerting pressure today to the detriment of future performance or investing in soil quality today to reap the benefits later. We then sought to identify the most efficient policy instrument to ensure the sustainable use of agricultural land and to stabilize farmers' incomes. The main results of this work were the following: Soil quality is not the same as soil fertility, European soils continue to be degraded, production determines the degree of degradation, and finally, a system of taxation and subsidies is indispensable to ensure the sustainable use of soils.

[55] - BEN TAHAR Yosr. (2009). Quelle agriculture dans les PNR périurbains ? Cas du PNR de Haute vallée de Chevreuse (Ile de France). 109 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 733).

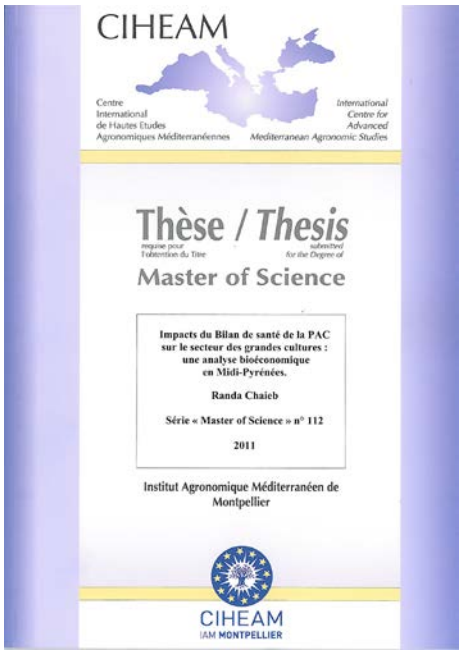
Sous la direction de : A.M. Jouve - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : P. Perrier-Cornet - INRA - UMR MOISA.
Membres : P. Chevalier - Université Montpellier 3; C. Soulard - UMR Innovation; A.M. Jouve - CIHEAM-IAMM.

Le développement de la périurbanisation à partir des années soixante a contribué à la désorganisation des territoires ouverts périurbains. Aussi, l'Etat français s'est doté d'un ensemble de documents réglementaires pour encadrer l'extension urbaine : ce sont les outils de gestion de l'aménagement territorial dont le parc naturel régional (PNR) est l'un des éléments. En Ile de France, le but recherché par la création du PNR de la haute vallée de Chevreuse était la défense des espaces ruraux contre l'urbanisation galopante. Ce PNR était confronté à la déprise agricole dans les fonds de vallées. Délaissant l'agriculture des plateaux spécialisée dans les grandes cultures, le Parc s'est focalisé sur les zones en difficulté des fonds de vallée pour y développer une agriculture nouvelle permettant de répondre à différents besoins comme la protection de l'environnement ou la création de marchés locaux. Les relations entre les agriculteurs des plateaux et le Parc se résument à une méconnaissance mutuelle, les uns cherchant à rentabiliser leur exploitation et l'autre à assurer sa mission de protection de la nature et de valorisation du patrimoine. Cette gouvernance, issue d'une lecture réduite des missions d'un PNR et de son territoire, exclut les agriculteurs qui eux-mêmes ne s'intéressent pas à cette échelle territoriale. Ainsi, deux échelles principales de gouvernance se superposent sans s'articuler. Au lieu de permettre une meilleure application des politiques, elles séparent les acteurs d'un même territoire. Dans le cas de Chevreuse, il manque une échelle intermédiaire entre le Parc et les agriculteurs qui ferait la liaison entre les deux.

[56] - CHAÏEB Randa. (2010). Impacts du bilan de santé de la PAC sur le secteur des grandes cultures : une analyse bioéconomique en Midi-Pyrénées. 176 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 762).

Master publié n° 112

Sous la direction de : K. Louhichi - INRA AgroParis Tech.
Président du jury : J.M. Boisson - Université Montpellier.
Membres : J.M. Salles - Supagro; G. Flichman - CIHEAM-IAMM; K. Louhichi - INRA AgroParis Tech.



L'objectif principal de ce travail est d'évaluer, à travers une étude de cas, l'impact de la dernière révision de la PAC «le bilan de santé» sur le secteur des grandes cultures en France. La modélisation bioéconomique couplant le modèle biophysique CropSyst (Cropping Systems model) et le modèle économique de ferme FSSIM (Farm System SIMulator) a été mobilisée dans cette étude d'impact. Cette approche a été appliquée à trois exploitations types représentatives du secteur des grandes cultures en Midi-Pyrénées (France) pour simuler trois scénarios: (i) le «bilan de santé» de la PAC (S1) ; (ii) le bilan de santé combiné à un scenario de hausse des prix des produits agricoles «bilan de santé & hausse des prix» et (iii) le bilan de santé conjugué à un scenario de baisse des prix des produits agricoles «bilan de santé & baisse des prix». Les résultats des simulations montrent que les revenus et les coûts de production augmenteraient dans les trois scenarios, mais avec des taux différents selon le scénario et l'exploitation type. Les subventions reçues enregistreraient une légère régression par rapport au scénario de référence à cause notamment de l'augmentation du taux de modulation de 5% à 10% ainsi que l'adoption du découplage total. En termes d'occupation du sol, les résultats montrent qu'avec l'application du «bilan de santé» ou du scénario «bilan de santé & baisse des prix», on favorise les cultures céréalières et oléagineuses, principalement le blé dur, le blé tendre et le tournesol. En revanche avec l'adoption du scénario «bilan de santé & hausse des prix», seules les cultures céréalières vont augmenter de superficies, principalement le blé dur et le maïs. La jachère disparaitrait complètement de l'assolement dans les trois scenarios suite à la suppression de l'obligation jachère. L'analyse des résultats environnementaux révèle que l'adoption du scénario du «bilan de santé» ou de celui du «bilan de santé & hausse des prix», engendrerait un accroissement de tous les indicateurs environnementaux retenus à savoir le lessivage et l'usage de l'azote, l'usage des pesticides et l'érosion du sol. Cependant, avec le scénario «bilan de santé & baisse des prix» on observe une diminution du niveau de l'érosion du sol et de l'usage des pesticides et un accroissement des autres indicateurs mais cet accroissement demeure très faible comparé aux deux autres scénarios étudiés.

The main aim of this work is to use a case study to evaluate the impact of the last revision of the CAP, the Health Check, on the large-scale crop sector in France. Bioeconomic modelling was used in this impact assessment and combined the biophysical cropping systems model CropSyst and the farm economic model FSSIM (Farm System SIMulator). The approach was applied to three farm types that are representative of the large-scale cropping sector in the Midi-Pyrénées region (France) with the simulation of three scenarios: (i) the CAP 'Health Check' (S1) ; (ii) the Health Check combined with an increase of the price of agricultural produce ('Health Check + price increase'), and (iii) the Health Check combined with a decrease in the price of agricultural produce ('Health Check + price decrease'). The results of the simulations show that incomes and production costs would increase in the three scenarios but at different rates according to scenario and farm type. Subsidies received would decrease

slightly in comparison with the reference scenario in particular because of the increase in modulation from 5% to 10% and the application of total decoupling. In terms of land use, the results show that application of the 'Health Check' and the 'Health Check + price decrease' scenarios favoured grain and oil crops—mainly durum wheat, soft wheat and sunflower. In contrast, the areas under grain crops—mainly durum wheat and maize—are the only ones to increase in the 'Health Check + price increase' scenario. No longer obligatory, fallow would disappear totally from the rotations in the three scenarios. Analysis of the environmental results shows that the application of the 'Health Check' scenario or the 'Health Check + price increase' scenario would cause an increase in all the environmental indicators chosen, that is to the leaching and use of nitrogen, pesticide use and soil erosion. However, the 'Health Check + price decrease' scenario results in a decrease in soil erosion and pesticide use and an increase in the other indicators, but the rise is very small in comparison with the two other scenarios examined.

[57] - EL ARBAOUI Akram. (2009). Contribution à la mise en place d'un système qualité selon la méthode HACCP. Cas de l'entreprise Gascogne Laminates. 121 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 729).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Merdji - ESC Montpellier.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

La société Gascogne Laminates est l'un des premiers producteurs mondiaux de complexes d'emballage et de protection des produits alimentaires. Ce travail a pour objectif la mise en place de la démarche qualité selon la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point : Analyse des Risques, Maîtrise des Points Critiques) sur le site de Jarnac, spécialisé dans la transformation d'emballage alimentaire, afin de répondre aux exigences des clients et être au même niveau qualitatif que les autres sites de production du groupe. Il s'agit d'une méthode scientifique et systématique visant à l'amélioration de la salubrité alimentaire de la production à la consommation finale. Le système HACCP identifie des dangers spécifiques (notamment la présence de corps indésirables, microbiologiques, chimiques ou physiques) et détermine les mesures à adopter en vue de les maîtriser. Pour cela, nous avons suivi les douze étapes de la mise en place de la démarche en utilisant des outils de performance industrielle et en faisant le diagnostic de l'organisation interne de la société.

[58] - ESTUPINYA Maria Pilar. (2011). L'éolien participatif : analyse des différents montages juridico-économiques possibles et propositions de stratégie pour le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses. 129 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : C. Gillet.
Membres : M. Garrabé - Université Montpellier 1; C. Gillet.

L'éolien est devenu ces dernières années une des filières industrielles les plus dynamiques dans le monde. La France, dans le cadre de ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet serre, a soutenu le développement de cette énergie renouvelable. Néanmoins, cette croissance s'est souvent accompagnée d'un manque de planification paysagère et s'est réalisée sans prendre en compte les enjeux économiques et sociaux du territoire d'implantation, ce qui a engendré de forts mouvements d'opposition. C'est le cas pour le Parc naturel des Grands Causses (Midi-Pyrénées, France), lieu géographique de développement du présent travail. À travers la méthode du diagnostic de filière, cette étude se focalise sur la caractérisation des formes alternatives de développement des projets éoliens qui visent à améliorer l'acceptation locale, voire son appropriation, ainsi qu'une meilleure répartition des retombées économiques. Notre analyse met en avant l'existence, en France, de ce type d'initiatives, dites participatives, qui peuvent être réalisables et performantes à condition que leur développement soit soumis à certaines conditions. En ce qui concerne le territoire du Parc, ce dernier dispose des éléments techniques et humains pour la mise en œuvre de ces initiatives participatives, mais il devra résoudre avant ses contraintes internes.

[59] - **GAFSI Fadia. (2011).** Conceptualisation d'une matrice d'impacts agronomiques dans le cadre d'un plan de diminution de l'usage des pesticides : cas d'application : le bassin versant de l'Etang de l'Or. 145 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 778). Confidentiel

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Membres : J. Fabre - Diatae; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Dans le but d'évaluer la réduction des produits phytosanitaires, une matrice d'impact agronomique a été mise en place dans le cadre d'un plan de diminution de l'usage des produits phytosanitaires. Cette matrice est établie en prenant en compte différents types d'années climatiques, représentant différents niveaux de pression phytosanitaires (forte, moyenne et faible). Afin de vérifier la pertinence de certains indicateurs, nous avons établi plusieurs scénarios de réductions par type de culture et en tenant compte de trois années de pressions phytosanitaires dans le but de minimiser la pression parasitaire et la réduction du risque de toxicité. D'après cette étude, une certaine divergence apparait entre l'évolution de l'IRS (Indicateur Risque pour la Santé) et de l'IFT (Indicateur de Fréquence de Traitement) par famille de produits suite à la réduction de certains produits qui contribuent le plus à l'IFT ou l'IRS. En effet, les indicateurs de pression des pesticides donnent des informations concernant l'intensité du recours aux produits phytosanitaires. Ils ne tiennent pas compte de la nocivité de ces substances actives, contrairement aux indicateurs de risque pour la santé. Par ailleurs, les niveaux de réduction doivent être affinés afin de limiter les pertes et poursuivre l'amélioration des performances et transférer ces résultats vers les pratiques agricoles.

[60] - **HADJ ALI Zahida. (2010).** La gestion contractuelle de la qualité de l'eau face aux risques de pollution diffuse d'origine agricole. 175 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 761).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Le Bars - IRD UMR G-EAU; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

L'analyse économique de la régulation des problèmes de pollution s'est essentiellement appuyée sur les apports de Pigou (1920) et de Coase (1960). Alors que l'école Pigouvienne insiste sur la nécessité de l'intervention contraignante d'une autorité centrale pour internaliser les externalités environnementales, l'école Coasienne insiste sur la notion de transaction et sur les négociations décentralisées. En effet, la pollution ne serait qu'un conflit entre individus ou groupes d'individus sur l'utilisation mutuellement incompatible d'une ressource environnementale. Cette école n'envisage l'intervention du régulateur que comme l'une des alternatives possibles. L'intervention d'une autorité centrale est souvent caractérisée par une connaissance imparfaite des coûts et bénéfices liés à l'abattement de la pollution, ce qui génère in fine des pertes de bien-être social. Par contre, lorsque le système de droits de propriété est performant, les solutions décentralisées et volontaires, sans intervention du régulateur, permettent d'atteindre un optimum de Pareto. Néanmoins, le recours à des négociations décentralisées semble mal adapté aux pollutions diffuses, du fait des coûts de transaction a priori prohibitifs. En parallèle, plusieurs exemples réels (Vittel, Munich, New York, Costa Rica et Perrier...) témoignent de la capacité des acteurs, dans des contextes socio-économiques variés, à mettre en place des approches volontaires visant à réguler des problèmes de pollution diffuse d'origine agricole à travers la contractualisation avec des groupes d'agriculteurs. L'objectif de cette étude est d'examiner les facteurs déterminant la capacité des agents à recourir à des solutions décentralisées pour réguler des problèmes de pollution diffuse, identifier les déterminants du niveau et de la répartition des coûts de transaction, leurs causes, mais surtout les stratégies mises en place pour les réduire ainsi que l'efficacité comparée des solutions contractuelles précisant le rôle des autorités publiques en tant que facilitateurs des transactions.

[61] - **HAMDI Mourad. (2011).** Contribution au développement d'un outil d'aide à la décision pour la gestion des pratiques phytosanitaires : analyse de la pertinence d'un indicateur de risque des pesticides sur la santé humaine. Cas d'application : le bassin versant de l'Etang de l'Or. 120 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 770). Confidentiel

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Président du jury : P. Rio - INRA Montpellier.
Membres : P. Ruelle - CEMAGREF Montpellier; E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Les produits phytosanitaires ont permis de garantir la sécurité alimentaire, en assurant des rendements élevés pour la production agricole. Mais le recours massif aux pesticides n'est pas sans effet sur la santé humaine : les produits chimiques utilisés peuvent engendrer des risques de toxicité pour les acteurs exposés notamment les agriculteurs. Dans le but de réduire les impacts des produits phytosanitaires, plusieurs actions ont été mises en place. Ainsi, chaque année de nouveaux produits sont interdits et des plans de réduction de l'utilisation des pesticides ont été mobilisés comme le plan « Ecophyto 2018 ». L'objectif de notre travail est de développer un outil d'aide à la décision, qui permet d'évaluer les pratiques phytosanitaires. Nous avons construit un indicateur de risque des pesticides sur la santé, inspiré du modèle canadien IRPest Québec (Samuel et al., 2007). Cet indicateur a été intégré dans un logiciel informatique que l'on a nommé « EtoPhy » (Evaluation de la toxicité des phytosanitaires). A partir des données de la région de l'Etang de l'Or, nous avons calculé un indice de toxicité relatif à la matière active (IRT) et un indicateur de risque sur la santé relatif aux produits commerciaux (IRS). A l'aide d'une étude de sensibilité de l'indice de toxicité de la matière active, nous avons déterminé le scénario adéquat concernant l'allocation des points pour les trois variables (toxicité aigüe, toxicité chronique et le facteur de persistance). Nous avons validé les résultats de l'IRS issus de l'outil EToPhy afin de montrer que cet outil d'aide à la décision est pertinent et peut être utile pour plusieurs acteurs de la gestion des pratiques phytosanitaires (agriculteurs, décideurs, chercheurs...).

[62] - **HARBADI Abdelmounème. (2011).** Diagnostic des bornes de remplissage et de lavage, un outil pour la diminution de la pollution phytosanitaire sur le bassin versant Lac Carces (Caramy / Issole). 117 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 780).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; J. Fabre - Diatae; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) notifie qu'en 2015, un bon état physique et chimique des masses d'eaux doit être atteint. Le lancement de différents programmes nationaux affirme le ferme engagement de l'Etat français pour y parvenir. La réduction des contaminations des masses d'eaux par les pesticides est l'un d'entre eux. Pour optimiser l'efficacité des financements, des zones dîtes prioritaires ont été définies au sein de groupes régionaux. Le bassin versant du lac de Carcès dans le département du Var est l'un de ces territoires. Il possède un plan d'eau qui alimente la ville de Toulon et son agglomération. Les teneurs élevées en matières actives de désherbants retrouvées dans le lac ont incité à y mener des actions. Une première a été conduite sous la forme d'un plan de communication mais sans provoquer d'améliorations significatives du milieu aquatique. Des diagnostics ont donc été réclamés afin de cibler des priorités d'investissements. L'objectif de la présente étude est de diagnostiquer, à l'aide d'un questionnaire et un système d'information géographique (SIG), la contribution des pollutions ponctuelles agricoles sur une zone bien précise (bassin versant) afin de proposer d'investir dans des aménagements adaptés et prioritaires pour réduire les contaminations par les produits phytosanitaires. La démarche employée pour élaborer cette enquête et les motivations pour étudier les bornes de remplissage communales, sont exprimées initialement pour aider à la compréhension des résultats. L'analyse des informations recueillies sur le terrain est rendue sous la forme de trois évaluations. L'étude démontre dans un premier temps que les bornes de puisage sont en

général très utilisées. Leur potentiel polluant et leurs faiblesses au niveau de la sécurité sont ensuite soulevés mais atténués du fait du manque d'installations de lavage et de traitement des effluents phytosanitaires. Enfin, les communes désirent pour la plupart maintenir leurs installations, à condition de les moderniser et d'en assurer la protection contre les utilisateurs non autorisés.

[63] - ITURBE RECONDO Arrate. (2011). Recensement et caractérisation des différents dispositifs, outils permettant de faciliter l'installation et la reprise des fermes par des jeunes agriculteurs hors cadre familial au Pays Basque. 130 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

Au cœur des réflexions actuelles sur le développement des territoires ruraux, est placée la problématique de reprise des fermes et l´accès au foncier pour les jeunes hors cadre familial. En effet, jusqu'à aujourd'hui en Pays Basque, c´est la transmission des exploitations dans le cadre familial qui a permis le maintien de nombreuses fermes en activité. Mais à ce jour, l´avenir des territoires reste incertain pour diverses causes : renouvellement générationnel, accès au foncier... Au travers du recensement et de la caractérisation des structures qui travaillent sur l´accès au foncier et l´accompagnement à l´installation, nous avons retenu les points forts de chacune afin de pouvoir définir des pistes d´actions pour le montage d´une structure qui facilitera la reprise des fermes. Ce travail a pour but d'identifier les caractéristiques nécessaires de cette structure afin d'envisager une reprise des fermes. En même temps la structure doit s'articuler à l'aide de partenariat avec les autres structures déjà existantes.

[64] - MALLOULI Ali. (2010). Analyse des conditions de développement des légumineuses dans la région Midi-Pyrénées. 79 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 745).

Sous la direction de : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; Ruelle - CEMAGREF; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.

Malgré les valeurs nutritionnelles et environnementales notables des légumineuses, cette filière connaît, en France, des difficultés récurrentes depuis plusieurs années, qui se caractérisent par une baisse continue des surfaces cultivées, des rendements faibles et aléatoires. Cette étude cherche à identifier des scénarios crédibles qui favorisent le développement de ces cultures, tout en prenant en considération les exigences biophysiques et socio-économiques de notre zone d'étude. Nous avons également analysé l'impact de ces mesures sur le choix du système de culture et sur la durabilité économique et environnementale de l'exploitation agricole. En effet, un modèle bioéconomique (FSSIM) complétant le modèle agronomique et le modèle économique de programmation mathématique est utilisé. L'application de ce modèle est faite au niveau de deux exploitations types de la région de Midi Pyrénées. Les résultats obtenus montrent que les mesures incitatives appliquées dans notre travail augmentent légèrement la surface du pois (variation de 2 ha avec le 2ème scénario : innovation technologique + prime). En revanche, la faible variation de la surface du pois ne change pas le revenu agricole dans les deux exploitations mais le plus important c'est qu'elle a des conséquences énergétiques plus favorables par rapport au système actuel.

[65] - **MANSEUR Ghania. (2010).** *Etude des coûts pour l'élaboration de vin à teneur réduite en alcool.* 95 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 768).

Sous la direction de : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : C. Salmon - Montpellier Supagro.
Membres : P. Cottereau - Institut Français de la Vigne et du Vin; P. Scheromm - INRA Montpellier; E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.

Le secteur vitivinicole français relève le défi de produire des vins riches qui gardent toutes leurs qualités organoleptiques, tout en minimisant les teneurs en alcool. Pour atteindre ce but, les chercheurs ont mis en œuvre un programme de recherche pour étudier les aspects technologique, économique, sociologique, marketing et juridique. Aujourd'hui, sur le plan technique, toutes les barrières ont été levées et l'on trouve des techniques industrielles (OI, NF, couplage...) accessibles et maîtrisées dans des structures adaptées. Le travail que nous présentons ici, a pour but d'évaluer les coûts liés à ces différentes techniques. Il s'agit de renseigner les professionnels sur les coûts de production, les avantages et les inconvénients de chacune d'entre elles, en terme technique et économique afin de provoquer une réflexion sur la décision à prendre. En premier lieu, afin d'identifier les différentes stratégies de désalcoolisation qui existent sur le marché français, une étude des perceptions a été réalisée à travers des enquêtes de terrain. Elle concerne les fournisseurs d'équipement, les prestataires de services et les producteurs. Après avoir présenté les hypothèses de travail ainsi que la méthodologie de calcul des coûts mis en œuvre, nous ferons une étude des coûts en analysant et discutant les principaux résultats obtenus.

[66] - **MESSAOUDENE Yacine. (2010).** *La prime à l'arrachage définitif et son impact sur les viticulteurs dans l'Hérault.* 87 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 751).

Sous la direction de : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Frissant - Vigneron EARL Château Coupe-Roses Minervois; E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.

Les viticulteurs français et héraultais en particulier sont très affectés par la crise viticole qui touche l'ensemble de la filière. Les mesures mises en place depuis des années n'ont pu maîtriser la situation. L'arrachage est l'une des mesures phare mise en place par l'Europe pour lutter contre la crise viticole. L'objectif de ce travail est de mesurer l'impact socio-économique de la politique d'arrachage définitif et de comprendre la rationalité économique des viticulteurs en sollicitant la prime à l'arrachage définitif. Cette mesure avait pour but de rééquilibrer le marché en ayant un effet direct sur l'offre, elle devait inciter au départ les exploitants proches de la retraite mais des années après la mise en place de cette politique, la crise est toujours là et la plupart des viticulteurs sont dans une situation socio-économique très vulnérable. La solution passe aussi par la régulation de la concurrence et l'allègement de certaines mesures qui pénalisent les viticulteurs français au détriment des viticulteurs étrangers.

[67] - **OUSTANI Belaid. (2011).** Approche méthodologique de l'évaluation économique des contraintes liées aux périmètres de protection des captages d'eau potable : application aux équipements publics et zones d'activités économiques. 92 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM). Confidentiel

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM
Membres : M. Garrabé - Université Montpellier 1; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

L'eau souterraine constitue la première source d'approvisionnement en eau potable en France. De plus cette eau, si elle est bien préservée, constitue une réserve inestimable autant pour les générations actuelles que pour celles futures. Mais cette source de vie tend à se dégrader par le fait des différentes sources de pollution issues des résidus de l'activité humaine. C'est ainsi que les pouvoirs publics, aux niveaux communautaire et national, jugeant la vulnérabilité de cette eau de plus en plus accrue, décident d'instaurer une protection non seulement autour des points de prélèvement, mais aussi sur tous les périmètres représentant leurs aires d'alimentation. Cette protection est rendue effective par l'établissement, par Déclaration d'Utilité Publique de périmètres de protection autours des captages d'eau potable, à l'intérieur desquels sont instaurées des prescriptions, interdisant certaines activités et pratiques et en réglementant d'autres. Ces interdictions et réglementations qui sont instaurées sur la base d'études hydrogéologiques, peuvent engendrer des contraintes qui impacteraient l'activité socio-économique de la zone où elles sont appliquées, pouvant induire ainsi des effets positifs ou négatifs, directs ou indirects, sur le développement de ce territoire. Et c'est justement ces retombées socio-économiques qui font que, dans certains cas, la procédure d'établissement de périmètres de protection n'aboutit pas. A cet effet, et dans le but de permettre que dans l'avenir il soit tenu compte tout autant de l'aspect hydrogéologique que de l'aspect économique de la zone d'implantation du champ captant, nous nous proposons dans ce mémoire d'essayer de construire une approche méthodologique générale, d'une évaluation économique, qui permettrait de chiffrer les impacts induits par les contraintes engendrées par les prescriptions instaurées sur les périmètres de protection rapprochée de captages d'eau potable souterraine destinée à la consommation humaine.

[68] - **ÖZBEK Dilan. (2011).** *Les produits locaux dans l'évolution des canaux de distribution : le cas des fromages de chèvre en Languedoc-Roussillon.* 79 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours: Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : J.P. Boutonnet - INRA; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Dedeire - Univ. Montpellier; M. Napoleone - INRA Avignon; J.P. Boutonnet - INRA; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

L'objet de cette recherche est de mettre en évidence les stratégies d'une partie des acteurs de la filière fromagère caprine en Languedoc-Roussillon. Nous tentons de faire le point sur la place qu'occupent les produits locaux à la vente et essayons de comprendre la perception des acteurs par rapport à la notion d'AOC. Nous nous sommes concentrés sur les fournisseurs afin de connaître leurs sources d'approvisionnement : petits producteurs, grandes entreprises distributrices, grossistes éloignés ou locaux. Comment font-ils leurs achats et quelle est leur structure de commercialisation ? Dans cette recherche, nous allons analyser ces différents points de vue à l'aide de l'économie des conventions, en observant les conséquences sur les produits AOC et en s'interrogeant sur la façon dont ils affectent la filière.

[69] - **PAGÈS Lucien. (2010).** Gestion collective de l'eau d'irrigation en montagne méditerranéenne. Etude prospective des besoins pour l'irrigation : bassins amont du Sègre et de l'Hérault. 183 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 749).

Master publié n° 110

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : V. Dollé - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Cormary-Bourrel - Chambre d'Agriculture du Roussillon; J. de Maury - Comité de développement de la Cerdagne Capcir; N. Escand - Société ; oopérative origine Cévennes; T. Gastou - Société coopérative origine Cévennes; F. Viallon - Sud de France Montagne Elevage; Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Ce travail s'appuie sur le diagnostic de deux territoires en zone de montagne, en Cerdagne (Pyrénées orientales) et en Cévennes gardoises, afin de proposer des adaptations pour les systèmes d'exploitation soumis aux contraintes de la disponibilité en eau d'irrigation en période d'étiage en lien avec les aléas climatiques. La méthode de travail réside dans la valorisation et la production de références en matière de cultures, d'ateliers de production végétale de montagne (oignon doux des Cévennes, pommes et châtaignes, prairies et fourrages) et de systèmes d'élevage (gros et petits ruminants). Capitalisées dans le logiciel Olympe sous le nom de « modèle cerdan » et « modèle cévenol », ces références permettent de simuler des adaptations au niveau du système d'exploitation, de la vallée ou de la coopérative Origine Cévennes vers une approche globale du bassin versant (amonts du Sègre et de l'Hérault). L'étude conclut sur les freins spécifiques à la gestion collective de l'eau sur chacun des deux sites et sur des préconisations d'intérêt général au niveau régional dans le contexte de la réforme de la politique agricole commune.

The study is based on the analysis of two territories located in mountainous areas, the Cerdagne (66) and the Cévennes (30) with the aim of proposing adaptations of farming systems currently facing constraints to the availability of irrigation water in dry seasons linked with climatic problems. The method comprises the valorisation and production of reference crops, workshops for the production of vegetables in mountainous areas (Cevennes sweet onions,, apples, chestnuts, grazing and fodder) and livestock rearing (large and small ruminants). Centralised using the program 'Olympe' under the name 'Cerdan model' and 'Cevennes model' these references enable the simulation of adaptations at different levels – farm, valley, in the cooperative 'Origine Cévennes', towards a global approach at the level of the whole catchment.(for the uplands of the Sègre and Hérault). The study concludes with a review of the specific obstacles to the collective exploitation of water at both sites and general recommendations at regional scale in the context of a reform of the collective agricultural policy. (European Union CAP).

[70] - **REBAI Issam. (2010).** Identification et évaluation des facteurs de la durabilité des exploitations agricoles biologiques : cas Midi-Pyrénées. 86 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 765).

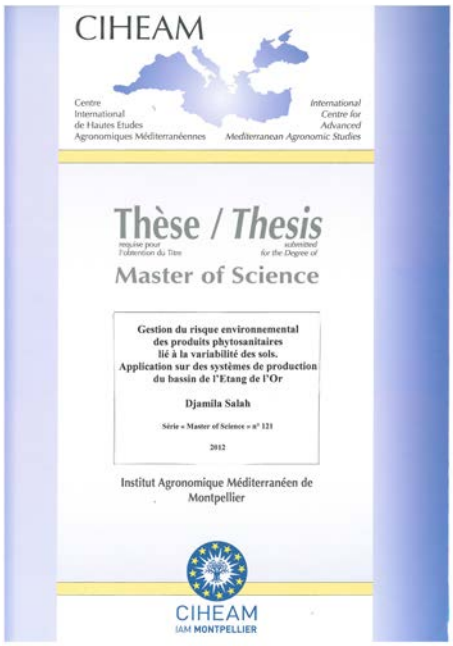
Sous la direction de : M. Gafsi - ENFA Toulouse.
Président du jury : G. Flichman - CIHEAM-IAMM.
Membres : A. Metay - Supagro Montpellier; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; M. Gafsi - ENFA Toulouse.

L'agriculture biologique se présente comme une alternative favorisant le développement d'une agriculture durable. Cependant, notre travail, réalisé sur un échantillon de 51 exploitations biologiques du Midi-Pyrénées, montre que la durabilité de plusieurs d'entre elles peut être contestée et qu'elle est très variable d'une exploitation à l'autre. Cette étude a pour objectif d'identifier les principaux facteurs qui contribuent à la durabilité des exploitations biologiques. Dans ce cadre, nous avons identifié d'une part, trois types de facteurs de durabilité : les facteurs de structures, stratégiques et pratiques et d'autre part, les exploitations ayant obtenu de faibles scores. Nous avons ainsi choisi trois exploitations ayant des systèmes de production différents : élevage caprin, élevage bovin et grande culture, limités par différents facteurs (socio-territorial, économique et agro-écologique). Sur cette base, les scénarios construits avec les agriculteurs puis simulés, ont permis d'améliorer la durabilité de ces exploitations.

[71] - **SALAH Djamila. (2011).** Gestion du risque environnemental des produits phytosanitaires lié à la variabilité des sols. Application sur des systèmes de production du bassin de l'Etang de l'Or. 148 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 792).

En cours d'édition

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Membres : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; J. Fabre - Diatae; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.



L'intensification de l'agriculture entraîne la pollution des ressources naturelles (eau et sol). Il est donc indispensable de connaître la dynamique des produits phytosanitaires dans le sol pour mieux gérer leur impact et utiliser des outils pour évaluer les risques encourus. Après avoir recensé les différents outils homologués (PRZM, PELMO, MACRO et PEARL) (FOCUS, 2011), i l est apparu judicieux d'utiliser le modèle PEARL, qui permet de prédire le devenir des matières actives dans le sol. Le bassin versant de l'étang de l'Or (Montpellier) a été choisi pour cette étude et plusieurs scénarios ont été réalisés pour en définir les caractéristiques agro-pédo-climatiques. Une simulation annuelle a ensuite été effectuée, correspondant à l'application d'herbicides et fongicides à deux dates différentes en faisant varier le type de sol (argileux et sableux). Par la suite, la simulation a été faite sur les mêmes matériaux mais sur une période de 10 ans. Les résultats indiquent que l'évolution des matières actives est différente selon le type de sol. Par exemple, les quantités du fongicide "flusilazole" sont beaucoup plus importantes dans le sol argileux que sableux. Ainsi, dans le sol sableux, le risque probable de pollution des nappes à court terme est enregistré par le biais du processus de transfert tandis que dans le sol argileux, la pollution du sol est causée par le processus de rétention et d'accumulation.

The intensification of agricultural leads to pollution of environmental resources (water and soil). It is important to understand the dynamics of pesticides in the soil to better control their impact. Among the broad range of tools available to assess this risk (PRZM, PELMO, PEARL and MACOR), the PEARL model appears to be the most appropriate to predict what will happen to active ingredients in the soil. The watershed of Etang de l'Or (Montpellier) was chosen for this study and several scenarios were built to characterize the agricultural, soil and climatic conditions of the study area. A one-year simulation was run with application of herbicides and fungicides at two different dates and on two different types of soil (sandy and clay). The simulation was repeated with the same herbicides and fungicides, but for a period of 10 years. The findings show that the evolution of the active ingredients differs between the two soils. For example, much more "flusilazole" fungicide persists in clay soil than in sandy soil. In the short term, the risk of groundwater pollution in sandy soil is due to the transfer process whereas, in clay soil, it is due to the processes of retention and accumulation.

[72] - **SBAI Hayat. (2011).** Durabilité et consommation alimentaire : une analyse en termes de cycle de vie du produit : cas de la tomate. 113 p. (**Master of Science: Professionnel**; n. 799).

Sous la direction de : M. Padilla - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Membres : F. Fort – Supagro ; M. Padilla - CIHEAM-IAMM.

La consommation alimentaire est susceptible d'amplifier la dégradation de l'environnement. Dans le cadre du projet ANR Flonudep, ce travail se propose de mettre l'accent sur les comportements d'achat, de stockage, de préparation et de gestion des déchets au niveau du consommateur pour la tomate fraiche et transformée afin de mesurer les effets environnementaux à partir d'une analyse de cycle de vie. Une enquête auprès des consommateurs (800 personnes) de trois régions françaises : Ile de France, Pas-de-Calais et Languedoc-Roussillon a permis de faire une typologie des comportements de ces consommateurs et de comprendre leur perception de l'alimentation durable, qui signifie pour la moitié, voire plus, de notre échantillon, une alimentation bio, équitable, des produits locaux ou encore des produits bons pour la santé. Il ressort que les deux groupes de consommateurs du sud utilisent la voiture pour faire leurs achats, alors que les groupes de consommateurs du nord préfèrent aller à pied. Contrairement au deuxième groupe, le premier ne conserve pas les tomates fraiches au réfrigérateur. Les principaux résultats obtenus au terme de cette analyse sont les suivants : (i) La partie achat est l'activité qui a le plus d'impact environnemental concernant la consommation des tomates fraiches. (ii) La structure d'impact est également répartie entre les activités achat, préparation et gestion des déchets pour la consommation des tomates transformées. (iii) La consommation de 1Kg de tomate fraiche a plus d'effets négatifs sur l'environnement (0,1 Kg eq CO_2) que la consommation de tomate transformée équivalente à 1Kg en frais (0,027 Kg eq CO_2). (iv) La contribution qui impacte le plus les GES est l'achat en voiture. Pour cette raison les groupes de consommateurs habitant le sud du pays ont plus d'impact environnemental.

[73] - **SEYNI SALEY Amadou. (2011).** *Analyse des représentations des acteurs et perspectives de développement de l'élevage en Corse.* 92 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.P. Boutonnet - INRA; J.P. Dubeuf - INRA Corte; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

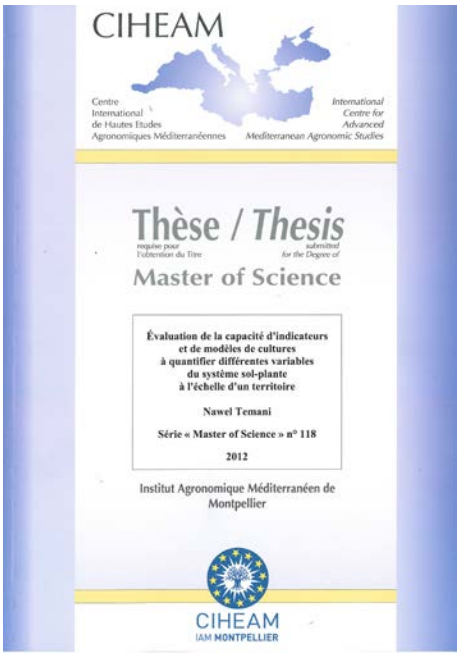
L'élevage pastoral corse connaît actuellement une déprise (diminution du nombre des exploitations, âge moyen avancé des éleveurs, diminution des reprises et installation des jeunes, etc.) et des mutations des systèmes d'élevage (recherche de l'amélioration de la productivité, complémentation, sédentarisation, etc). Malgré ces mutations, le terme pastoralisme est mobilisé dans les discours et reste une référence de l'identité de l'élevage corse. L'objet de notre travail est l'analyse des représentations des acteurs en vue d'identifier des perspectives de développement de l'élevage dans les territoires ruraux en Corse. Pour ce faire, nous nous sommes basés sur un corpus de textes des différents acteurs en vue d'une analyse textuelle sous le logiciel Prospéro. Les résultats obtenus ont montré que l'ensemble des acteurs représente l'élevage comme une activité faisant partie de l'identité et de la tradition corse. Cette position constitue la base de leurs représentations autour de laquelle il y a un consensus. Cependant, les organismes publics et les organisations socio-professionnelles affichent des objectifs de recherche de performance technique et économique alors que chez les éleveurs, l'amélioration des conditions de vie est l'objectif affiché. Quant à la presse et la société civile, il a été identifié un discours passéiste de l'élevage en contradiction avec celui tendant à promouvoir l'innovation et le modernisme. Par ailleurs, plusieurs sources de tensions entre les acteurs ont été identifiées : normes et réglementation européennes, gestion des approvisionnements, gouvernance de la filière, et fraudes sur l'origine des fromages. Ces résultats pourraient contribuer à améliorer la gouvernance de la filière et susciter une approche prospective regroupant tous les acteurs de l'élevage corse.

[74] - **SHILI Mohamed. (2011).** Adaptation des systèmes de production agricole au niveau d'un territoire sous contrainte de disponibilité de la ressource en eau : application à la basse vallée de la Drôme. 93 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 801).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM
Président du jury : B. Ruelle - CEMAGREF
Membres : L. Brunel - Diataé; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

De nos jours, la gestion de la ressource en eau constitue l'un des enjeux majeurs pour les pays de la Méditerranée. C'est la raison pour laquelle de plus en plus de programmes prévisionnels de planification de cette ressource sont élaborés, notamment pour les campagnes agricoles au sein des périmètres irrigués. Afin d'aider à la décision quant à l'allocation des ressources en eau en période de rareté, des programmes d'optimisation de l'allocation des ressources sont de plus en plus souvent mis en œuvre ce qui permet une meilleure planification grâce à l'utilisation d'un modèle de système qui tend à rendre minimal la différence entre les demandes et les allocations des cultures. Dans ce travail, nous avons analysé le rôle joué par l'irrigation des cultures dans le bassin versant de la vallée de la Drôme, dont le maïs représente 50 % des surfaces irriguées, dans le déficit hydrique en été. Nous avons défini les adaptations possibles des systèmes de production des exploitations type et les classes d'exploitation type à différents scénarios de limitation de l'accès à la ressource en eau ainsi que l'agrégation des résultats au niveau régional par trois méthodes différentes afin d'en évaluer les impacts économiques pour des niveaux de prix moyens à préciser.

[75] - TEMANI Nawel. (2011). Evaluation de la capacité d'indicateurs et modèles de culture à quantifier différentes variables du système sol-plante à l'échelle du territoire. 70 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 797).



Master publié n° 118

Sous la direction de : O. Therond - INRA Toulouse.
Président du jury : P. Ruelle - CEMAGREF.
Membres : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; O. Therond - INRA Toulouse.

L'objectif de ce travail est d'évaluer la capacité d'indicateurs et de modèles de culture, de complexité croissante, à quantifier des variables du système sol-plante à l'échelle du territoire. Les outils choisis n'ont été calibrés que pour la phénologie et sont : le déficit hydrique, l'indicateur INDIGO, Jeux d'O, BILHN, Aquacrop et CropSyst. Ils ont été appliqués sur cinq sites de culture du maïs dans la région Midi-Pyrénées. Le maïs est semé sur une période allant de une à six années de culture, de 1986 à 2007. Huit situations qui diffèrent par le régime hydrique et/ou la fertilisation azotée et le type de sol ont été distinguées. Les résultats montrent que BILHN et Jeux d'O se sont avérés les plus performants pour la simulation du rendement. Aquacrop et CropSyst nécessitent plus de calibration pour mieux exprimer les rendements observés. La moyenne des simulations des quatre modèles semble être un bon prédicateur pour le rendement à grande échelle. les résultats des modèles et des indicateurs pour leurs prédictions des composantes du bilan hydrique et de la lixiviation de l'azote sont très variables.

The aim of this study is to assess the ability of indicators and models of varying complexity to quantify variables of the plant and soil system at a regional scale. The tools chosen were Water deficit, INDIGO, Jeux d'O, BILHN, Aquacrop and CropSyst which were not calibrated. They were applied to five sites of maize cropping in the Midi Pyrenees region. Maize was sown from 1986 to 2007 as part of one to six year crop rotations. Eight situations with different

twater schedules and/or nitrogen fertilization or soil type were distinguished. Results showed that the BILHN and Jeux d'O models are the best predictors of grain yield. Aquacrop and CropSyst need more calibration to be efficient. Mean simulations of grain yield appear to be a promising predictor for grain yield at large scales. Results of water components and nitrogen leaching varied considerably.

[76] - TRABELSI Meriem. (2010). *La gestion de la pollution phytosanitaire entre pertinence des instruments, règlementations et réalité sociale.* 111 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : S. Ghiotti - Université Montpellier III; E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

La pollution phytosanitaire diffuse constitue un problème sérieux dans le monde entier car elle peut avoir de graves conséquences non seulement sur la santé de l'être humain mais aussi sur l'environnement. Ces conséquences ont poussé les Etats membres de l'Union européenne à fixer des règles restrictives (interdiction de molécules, révision des homologations, incitations des consommateurs, etc...) et à mettre en oeuvre des instruments (taxes, redevances, etc...) et des politiques agroenvironnementales favorisant l'adoption de comportements plus respectueux à l'égard de l'environnement. Toutefois, les résultats obtenus, généralement dans la plupart des Etats membres, n'étaient pas suffisants pour atteindre les objectifs visés préalablement, surtout ceux fixés par la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE). Cet échec se traduit d'une part, par le manque de pertinence et de fiabilité des méthodes de diagnostic, d'estimation de potentiel de risques et d'évaluation des politiques envisagées et d'autre part, par l'absence d'une bonne stratégie territoriale collective de gestion. Dans ce contexte, cette étude a montré qu'il est difficile de mettre en oeuvre un système fiscal efficace et gérable qui peut exprimer les externalités négatives réelles de chaque produit phytosanitaire. Par conséquent, il n'est pas facile de proposer une solution dans un cadre réglementaire à l'échelle de l'Union européenne dans lequel pourrait s'inscrire les taxes sur les produits phytosanitaires.

[77] - TRABELSI Meriem. (2011). Pression phytosanitaire et évaluation du risque de pollution des eaux : application aux différentes régions française. 100 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 793). Confidentiel

Sous la direction de : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Président du jury : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Membres : V. Bailly-Comte - UMR Hydrosciences; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.

Les captages d'eaux souterraines sont utilisés pour des usages industriels, agricoles et pour l'alimentation en eau potable. Comme ces derniers sont de plus en plus exposés à la pollution par les produits phytosanitaires, leur protection est devenue obligatoire. Les périmètres de protection de ces captages d'eau (PPCE) apparaissent clairement comme un moyen privilégié de contrôle des sources de pollution, de prévention et de réduction de toute cause de pollution susceptible d'altérer la qualité des eaux prélevées. Notre étude, qui s'intéresse à la problématique de l'utilisation des produits phytosanitaires au niveau des différentes régions françaises, a montré que la majorité des matières actives qui se trouvent dans les eaux souterraines et superficielles sont des substances de forte à très forte mobilité, classées très dangereuses pour l'environnement et la santé humaine puisqu'elles sont interdites depuis plusieurs années. Ce travail montre également que les pressions phytosanitaires les plus fortes sont celles de l'arboriculture, de la vigne, de la culture de la pomme de terre et des céréales. Pour la majorité des cultures, les pressions phytosanitaires sont plus élevées dans le Nord de la France que dans le Sud et pour une même production, elles varient selon les régions. Ces différences s'expliquent par la variation des conditions climatiques et la variété des itinéraires techniques qui existent entre le nord et le sud de la France.

[78] - **TRIFI Asma. (2011).** *La prise en compte de la dimension environnementale dans les entreprises agroalimentaires en France.* 100 p. (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM
Membres : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM; F. Cheriet - INRA Montpellier; D. Gallaud; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

Pour limiter les effets néfastes des rejets émis par l'industrie agro-alimentaire (IAA), les autorités publiques imposent des réglementations environnementales que les IAA doivent intégrer dans leurs activités. Ainsi, elles sont censées investir dans des actions environnementales en élaborant des outils de dépollutions appelés innovations environnementales (IE). L'objectif de ce travail est d'identifier le type d'IE élaboré par les IAA en se basant sur les déterminants de ce caractère innovateur sur le plan externe par la législation environnementale et sur le plan interne par la réduction des dépenses de production. Nous présenterons tout d'abord le contexte liant les IAA françaises à l'environnement en étudiant l'aspect économique, les problèmes environnementaux auxquels elles sont confrontées, en précisant les externalités négatives engendrées par leurs activités et les législations environnementales en vigueur pour réduire leur impact. Dans une seconde partie, nous exposerons le concept d'innovation environnementale et nous traiterons des facteurs qui incitent les IAA à les adopter. Enfin, nous aborderons des exemples d'IE à partir d'une revue de presse de l'information professionnelle dans le secteur de l'agroalimentaire. Il ressort de ce travail que la nature des IE mise en place dans les IAA est technologique soit en produit, soit en procédé ou les deux et que les deux éléments incitateurs de leur adoption sont la règlementation et la réduction des coûts.

[79] - **YAHYAOUI Samira. (2011).** *L'innovation en agriculture biologique : filière céréales biologiques en Bourgogne.* 99 p. (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : F. El Hadad-Gauthier - CIHEAM-IAMM
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; L. Temri - Université Montpellier; C. Tanguy; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; F. El Hadad-Gauthier - CIHEAM-IAMM.

Dans cette recherche nous avons choisi d'étudier le concept d'agriculture biologique en analysant l'innovation dans la filière céréales biologiques en Bourgogne. L'étude documentaire des différents contextes révèle l'existence de plusieurs obstacles qui freinent et découragent les agriculteurs à se convertir en agriculture biologique. L'entretien téléphonique avec 10 producteurs de céréales biologiques de la région de Bourgogne apporte des réponses claires sur les types de freins qui sont d'ordre économique, technique, météorologique, règlementaire et de compétences. Tous ces facteurs sont considérés comme des agents qui empêchent radicalement le processus d'innovation dans le domaine. Pour dépasser ce problème, nous suggérons la mise en place d'un « processus de vulgarisation » pour accompagner et guider le producteur bio tout au long de son activité et garantir ainsi le renforcement d'une agriculture biologique « durable » et « pérenne ».

[80] - **ZETRINI Akram. (2011).** *Préservation des espaces agricoles et naturels en zone périurbaine : étude de cas : la commune de Combaillaux.* 150 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : H. Ilbert - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Dedeire - Univ. Montpellier; M. Napoleone - INRA Avignon; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; J.P. Boutonnet - INRA; H. Ilbert - CIHEAM-IAMM.

La croissance urbaine dans l'Hérault se fait souvent au détriment des espaces agricoles et naturels et le département a ainsi perdu 10 000 hectares en 15 ans, entre 1988 et 2003. Une petite commune rurale limitrophe de Montpellier, Combaillaux, exprime, dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme, la volonté de protéger ses espaces agricoles et naturels menacés par la pression urbaine, en favorisant l'installation d'un hameau agricole à l'entrée du village. L'étude de la pertinence et de la faisabilité de l'instrument « hameau agricole » montre que ce dernier ne serait pas l'unique et/ou la meilleure solution pour protéger et développer l'activité agricole dans la commune. La dynamique territoriale en place peut initier une action collective locale autour d'un projet basé d'une part sur l'activité agricole et d'autre part, sur les activités para agricoles : agrotourisme, activité équestre, découverte de la nature, valorisation des déchets, développement culturel et vente de produits du terroir. Un tel projet permettrait de relancer l'activité économique du territoire et d'apporter des solutions face à l'étalement urbain, au blocage du foncier et à la déprise agricole.

GRECE

[81] - **ROLO SAEZ Adolfo. (2010).** *Evolution de l'agriculture et des politiques agricoles appliquées en Crète dans le cadre d'une étude sur la diète crétoise.* 145 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.

La diète crétoise, plus connue sous le nom de diète méditerranéenne, est la référence mondiale dans le domaine de l'alimentation riche, saine et variée. Cependant, ces dernières années, les changements de style de vie entraînent l'abandon ou la mutation de ces habitudes alimentaires au profit de nouvelles pratiques et de nouveaux types d'aliments. Les politiques publiques cherchent à promouvoir des habitudes de vie et d'alimentation plus saines et à améliorer la qualité des aliments agricoles. L'objet de ce mémoire est de contribuer au projet d'étude de la mutation du régime méditerranéen dans l'île de Crète, à travers l'approche multifonctionnelle basée sur l'aspect nutritionnel au niveau du consommateur, bioclimatique pour les ressources naturelles et socioéconomique pour l'agriculture. Nous avons centré notre travail sur les aspects agricoles du projet en cherchant à connaître l'évolution historique et la situation actuelle dans trois domaines de l'agriculture crétoise : les structures socioéconomiques, les structures de production et les circuits de commercialisation. Nous nous sommes également intéressés aux politiques appliquées en Crète avant et après l'entrée de la Grèce dans l'Union européenne ainsi qu'à leur impact sur l'agriculture de l'île. L'étude est complétée par l'analyse des données statistiques agricoles recueillies sur le terrain à travers les enquêtes auprès des agriculteurs.

[82] - **ROLO SAEZ Adolfo. (2011).** Impact de la politique agricole commune sur l'agriculture crétoise dans le cadre d'une étude sur la diète crétoise : cas des régions de Kolymvari et Voukolies. 159 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 789).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

La diète méditerranéenne ou crétoise est non seulement une référence internationale à des habitudes alimentaires saines et équilibrées mais aussi à un style de vie permettant

d'améliorer la santé humaine. Cependant, ces habitudes alimentaires sont en évolution et se transforment en un modèle d'alimentation de plus en plus nuisible pour la santé. Plusieurs facteurs contribuent aux mutations de ces modes de consommation alimentaire, parmi lesquels : le style de vie moderne, le déracinement culturel et l'accès de plus en plus facile aux aliments. Les politiques publiques agricoles européennes cherchent à récupérer et promouvoir ce modèle de la diète méditerranéenne et à améliorer la qualité des aliments fournis. Ce rapport contribue à un projet qui étudie la mutation du régime méditerranéen en Crète, à travers une approche multifonctionnelle basée sur trois aspects principaux : l'aspect nutritionnel au niveau du consommateur, bioclimatique au niveau des ressources naturelles et socio-économique au niveau de l'agriculture et de la production agricole. Notre étude, qui analyse les aspects agricoles du projet, vise à connaître l'évolution historique et la situation actuelle de l'agriculture crétoise : les structures socio-économiques, celles de la production et les circuits de commercialisation ainsi que leur influence sur l'activité agricole de l'île : les politiques appliquées, principalement la PAC, le tourisme et la pluriactivité. Le rapport est complété par l'analyse des données statistiques agricoles recueillies sur le terrain à travers des enquêtes auprès des agriculteurs.

ITALIE

[83] - **BEN HADJ MBAREK MKACHER Safa. (2010).** La décentralisation des politiques rurales européennes. Etude comparative des politiques de développement rural dans les régions des Pouilles et la Toscane (Italie) pour la période 2007-2013. 85 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 750).

Sous la direction de : P. Perrier-Cornet - INRA - UMR MOISA.
Président du jury : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.P. Chassany - INRA Montpellier; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; Perrier-Cornet - INRA - UMR MOISA.

Ce mémoire s'inscrit dans un contexte de décentralisation des politiques rurales européennes. La marge de manoeuvre des Régions, renforcée dans le cadre du second pilier de la PAC, offre aux régions le moyen de réaliser des choix spécifiques en matière de développement. Ce travail prétend apporter des arguments au discours sur les avantages et les limites de la décentralisation. S'il n'existe pas de solution universelle au conflit sur la décentralisation, l'analyse des cas de deux régions italiennes : les Pouilles et la Toscane, nous permet de confirmer quelques conséquences. La décentralisation optimale du point de vue de l'efficacité est en conflit avec certains principes d'équité. La compétence du capital social local est un facteur clé de la réussite de la mise en oeuvre décentralisée des politiques.

[84] - **SHOSHI Pjerin. (2011).** Stratégies de développement intégré dans les territoires ruraux : analyse et évaluation de dispositifs innovants dans les régions italiennes. 89 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; A. Cobacho - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Ce mémoire s'inscrit dans un contexte de décentralisation des politiques rurales européennes. La marge de manoeuvre des Régions, renforcée dans le cadre du second pilier de la PAC (Politique Agricole Commune), leur offre le moyen de réaliser des choix spécifiques en matière de développement rural. Cette étude a pour objet d'analyser la gouvernance (l'organisation et la capacité des institutions) de la politique de développement rural intégré en Italie. Pour cela, nous évaluerons la gestion et la performance du dispositif

PIF (Projet Intégré de la Filière) dans deux régions italiennes, les Pouilles et les Marche. Nous vérifierons également si les phases de programmation et de mise en oeuvre du dispositif par la région ont été effectuées à l'aide d'une approche participative des acteurs locaux.

LIBAN

[85] - EL DEBS Rita. (2011). *Plan de développement local : opportunité pour l'environnement dans les pays en voie de développement de la Méditerranée ?* 78 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : F. Lerin - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

Aujourd'hui, parmi les nombreux problèmes menaçant la région méditerranéenne, ceux de l'environnement se placent au centre des débats actuels, critiquant la mise en avant des deux piliers économique et social par rapport au pilier environnemental. Cette étude évalue la place donnée à l'environnement et plus particulièrement celle des zones humides dans la planification locale pour un développement durable. En effet, suite à une étude de l'OZHM, concernant les indicateurs qui pourront influencer les décideurs dans leurs choix politiques, il s'est avéré que le PDL est l'outil le plus adapté. Suite à un état des lieux de la planification locale dans sept pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée, le Liban a été choisi pour entamer une étude approfondie afin de déterminer dans quelle mesure l'environnement est pris en considération et quelles pourront être les mesures à prendre afin de mieux l'intégrer. Après une évaluation d'un échantillon représentatif de PDL, les résultats obtenus ont montré que la planification au Liban n'est pas institutionnalisée et les PDL ne sont en général que des profils de villages couplés à des propositions de projets et ne constituant que des appuis à la recherche des financeurs.

[86] - HABER Grace. (2011). *Principe du commerce équitable : un outil qui fait [ses premiers] pas au Liban.* 109 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : F. Lerin - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant des meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits de producteurs et travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du CE s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel. Au Liban, le commerce équitable commence à accéder au marché international même s'il fait encore ses premiers pas. Nous montrerons dans un premier temps, les principes du commerce équitable, ses différents acteurs, sa part dans le marché mondial et ses systèmes de garantie et de labellisation. Dans un second temps, nous présenterons un panorama du CE au Liban en mettant en évidence ses principaux acteurs et en montrant son rôle dans le développement local.

[87] - **NASSIF Marie-Hélène. (2010).** Rôle de la création des associations d'usagers de l'eau au Liban dans la mise en place d'un système de gouvernance territoriale des ressources en eau : le cas du projet de développement hydro-agricole pour la région de Marjeyoun au Sud-Liban. 89 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : S. Ghiotti - Université Montpellier III; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; P. Blanc - CIHEAM Paris; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Les ressources en sol du Liban, couplées à de grandes ressources en eau, devraient en faire un pays au potentiel agricole important. Mais depuis la fin de la guerre civile, la faiblesse de l'irrigation rend l'agriculture de plus en plus déficitaire. Les lacunes des politiques de l'eau, accumulées au gré de l'évolution des institutions de l'eau depuis le régime des concessions ottomanes expliquent cette situation. Aujourd'hui, les organismes internationaux encouragent le développement des concepts de bonne gouvernance, de décentralisation, de territorialisation et sont pris en compte pour l'obtention de financements. Mais leur application au Liban risque de creuser les inégalités économiques et sociales dans un pays où celles-ci sont déjà très présentes. Pourtant, le projet de développement hydro-agricole dans la région de Marjeyoun qui prévoit la création d'associations d'usagers de l'eau, ouvre une perspective plus optimiste dans le cadre de cette nouvelle initiative pour la réforme du secteur des politiques de l'eau qui pourrait créer une dynamique et favoriser la cohésion territoriale. Elle pourrait également servir de carrefour à la participation des acteurs de l'eau pour une meilleure gestion des ressources hydriques au Liban.

[88] - **NASSIF Marie-Hélène. (2011).** Etat des lieux de la réforme du secteur de l'eau au Liban dans le contexte du concept de la GIRE : le cas du projet de développement hydroagricole pour la région de Marjeyoun-Sud Liban. 79 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 795).

Sous la direction de : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Blanc - CIHEAM Paris; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.

Le projet de développement hydro-agricole pour la région de Marjeyoun au sud du Liban est un projet pilote ayant pour objectif d'amorcer l'implantation de la première phase du projet d'irrigation du sud Liban : le canal 800. Dans le cadre de la réforme du secteur de l'eau, ce projet inaugure la nouvelle loi sur l'eau dont la référence est le concept de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Ce projet représente un ensemble d'enjeux notamment économiques, politiques, sociaux et environnementaux, couplés à des enjeux d'aménagement et de gestion des territoires qui donnent lieu à de nombreuses questions de recherche. Parmi elles, quatre questions ont conduit aux conclusions suivantes : l'accès à l'eau pour la région du sud Liban est loin de suffire au développement agricole de la région. En effet, les institutions publiques locales et régionales sont quasi-inactives et n'ont pas de plans pour accompagner le projet d'irrigation. La réforme de l'eau dans la zone n'est pas visible et les organisations non gouvernementales s'accaparent les principes de la GIRE sans une prise en main publique de l'organisation du secteur. Enfin, l'idée de création d'Associations d'Usagers de l'Eau (AUE) pour la gestion des périmètres locaux, bien qu'elle soit reçue avec enthousiasme par les agriculteurs, est encore trop virtuelle et nécessite pour sa mise en œuvre, des structures d'encadrement publiques encore inexistantes au Liban et un esprit de travail collectif que l'on ne retrouve même pas au niveau des coopératives agricoles.

[89] - PANO Nathalie. (2010). *Evaluation économique du projet : transport rural pour l'enseignement technique et supérieur public.* 93 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Garrabé - Université Montpellier 1.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; M. Garrabé - Université Montpellier 1.

La fondation Georges N. Frem a développé un projet de transport universitaire pour l'enseignement technique et supérieur en 2002, dans le casa de Kesrouane, une région rurale du Liban où le transport public est quasiment inexistant. Ce ramassage par autobus, quotidien, gratuit, dans des conditions climatiques difficiles, soutient les jeunes qui résident dans la région pour pouvoir accéder à l'université publique ou à l'institut technique qui se trouvent dans le grand Beyrouth. Assurer le service de transport pour l'éducation a un effet sur la croissance et le développement du capital humain, qui est l'un des indicateurs les plus importants dans le développement économique et social national. Une évaluation in-cursus a été effectuée par la méthode coût-avantage dans le but de déterminer les retombées socio-économiques de ce type de transport. Le résultat est complété par l'analyse des enquêtes réalisées auprès des bénéficiaires actuels et passés ainsi que par l'enquête qui aura lieu ultérieurement auprès des jeunes dans la situation de référence. Le coût de revient du projet est de 1 156 743 000 livres libanaises soit 606 134 euros par année universitaire. Les avantages sont la rémunération de revenus, la productivité et les retombées non financières individuelles comme l'amélioration de l'état de santé, l'augmentation du bien-être (confort, tranquillité), l'augmentation des chances de réussite et de travail. Ce projet a également des retombées collectives financières comme la diminution du coût de pollution, des prestations de santé, du temps perdu dans les embouteillages et l'accroissement d'opportunités d'emplois. Il faut enfin prendre en compte les retombées collectives non financières comme la cohésion sociale, le bon fonctionnement de la démocratie et la stabilité politique.

[90] - PANO Nathalie. (2011). Evaluation économique du projet : transport rural pour l'enseignement public supérieur ou technique. 140 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 782).

Sous la direction de : M. Garrabé - Université Montpellier.
Président du jury : S. Michel - Université Montpellier.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM; M. Garrabé - Université Montpellier.

La fondation Georges N. Frem a créé, dans la zone de Kesrouane, un projet de transport universitaire pour les étudiants de l'enseignement supérieur ou technique depuis 2002. Cette région se trouve dans une zone rurale libanaise. Le ramassage par autobus se fait quotidiennement et gratuitement. Ceci permet aux jeunes résidants de la région d'aller à l'université publique et à l'institut technique qui se trouvent dans le grand Beyrouth. Ce projet qui vise à assurer un service de transport pour l'éducation, a un effet sur la croissance et le développement du capital humain qui est l'un des indicateurs les plus importants dans le développement économique et durable national. Une évaluation économique in-cursus par la méthode coûts-avantages a été réalisée dans le but de déterminer les retombées socio-économiques de ce type de transport. Le résultat est complété par l'analyse des enquêtes réalisées auprès des anciens et des actuels bénéficiaires du projet dans la zone avec projet (Kesrouane). Une autre enquête a été réalisée auprès des jeunes inscrits à l'enseignement public mais dans la zone sans projet (Jbeil). Le projet permet à l'ensemble des bénéficiaires d'économiser 1 milliard L.L. (524 000 €) par année universitaire. En plus de la rémunération de revenus, la productivité est de l'ordre de 84 millions L.L. Le projet a également des retombées non financières individuelles comme l'amélioration de l'état de la santé, l'augmentation du bien-être (confort, tranquillité) et des chances de réussite ainsi que l'obtention d'un travail. D'autre part, les retombées collectives financières comme les offres d'emploi et la réduction de la consommation d'énergie, représentent environ 270 millions L.L. Quant aux retombées collectives non financières, elles sont également nombreuses: diminution du coût de pollution, réduction d'un des obstacles au développement au Liban, réduction de l'exode rural, cohésion sociale, bon fonctionnement de la démocratie et stabilité politique.

MAROC

[91] - **BATHAOUI Ghizlane. (2010).** *Liens entre villes et agriculture de proximité en Méditerranée : cas de Nador et Tétouan au Royaume du Maroc.* 85 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; Quelin C.

Ce travail a pour objet la problématique de la fragilité de l'agriculture périurbaine face à l'étalement urbain au Maroc. Après avoir exposé le dispositif juridique de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire, l'analyse des résultats permet de dégager quatre sortes de liens entre la ville et l'agriculture de proximité : les liens politiques et territoriaux, économiques, environnementaux et sociaux. La planification urbaine au Maroc intègre peu l'agriculture de proximité en dépit du dispositif juridique et la politique locale n'intègre pas le secteur agricole, plus préoccupée par d'autres secteurs économiques comme le tourisme et les services. Sur le plan économique, la ville est la principale destination de la production agricole périurbaine et la principale source d'approvisionnement des facteurs de production. La ville offre également la possibilité d'exercer des activités complémentaires à l'agriculture : le lien de réciprocité est fort. Dans le domaine environnemental, la ville constitue une grande source de dégradation des territoires périurbains par le rejet des eaux usées non traitées, les déchets ménagers, les habitations non réglementaires, etc... Les liens sociaux font apparaître des mouvements importants de la campagne vers la ville mais peu de mouvements en sens inverse.

[92] - **BELOUED Zyad. (2009).** La perception du consommateur marocain sur les marques de distributeurs : cas Marjane. 89 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 732).

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Membres : F. Fort - SUPAGRO; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

L'enseigne Marjane, filiale du groupe ONA, a inauguré en 1999 le secteur de la grande distribution au Maroc. Le groupe français Auchan a réalisé une alliance stratégique avec ONA, lui laissant la gestion des magasins et des ressources humaines tandis que le savoir faire marketing et logistique était apporté par Auchan. Après la dissolution de cette alliance, l'enseigne Marjane s'est lancée dans la commercialisation de ses propres marques de distributeur pour combler le vide laissé par les produits Auchan. Mais depuis leur lancement en 2006, les produits économiques n'ont pas eu le succès escompté auprès des consommateurs marocains. Ce travail a pour objectif d'analyser les raisons de cet échec en étudiant la perception du consommateur sur les produits de marque distributeur à l'aide d'une enquête marketing. Il en résulte que le merchandising est devenu une nécessité dans le secteur de la distribution car il permet de mieux valoriser le produit dans un marché de plus en plus concurrentiel où les offres se multiplient et banalisent les produits offerts. Le développement du merchandising devrait permettre à Marjane d'augmenter sa rentabilité en améliorant la gestion de la qualité et de la quantité des produits économiques et des services proposés aux clients.

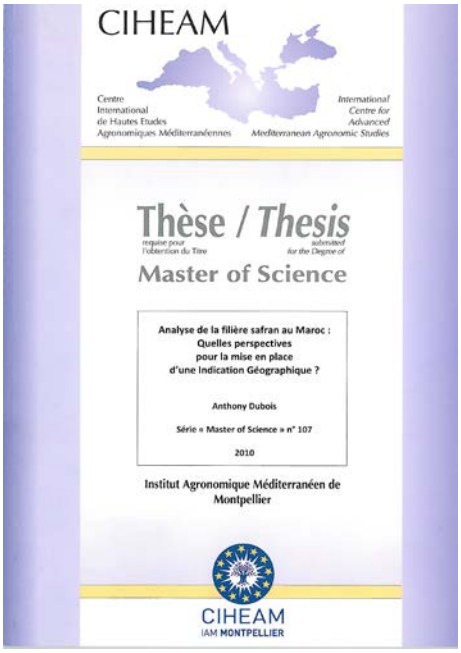
[93] - **CHIBI Samira. (2011).** Contribution à l'analyse d'introduction de l'irrigation localisée dans les petites et moyennes hydrauliques = cas de l'adoption du goutte à goutte dans le Moyen Sebou. 103 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Ruf - IRD Montpellier; A. Imache - Lisode; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Le présent travail a pour objet l'étude de l'adoption du système de goutte à goutte en tant qu'innovation, à l'échelle de la petite et moyenne hydraulique du moyen Sebou au Maroc. En effet, le développement des nouvelles techniques d'irrigation a permis, pour certains exploitants de la zone, d'introduire cette innovation dans le périmètre. Ainsi, la première expérience a eu lieu en 2007, et depuis, le processus a commencé à se développer. Cette étude vise à mettre en évidence le processus d'adoption via l'analyse de ladite innovation dans le moyen Sebou, le but étant de comprendre l'insertion de l'innovation dans le périmètre à travers les axes suivants : (i) Le mécanisme de prise de décision au sein de l'exploitation, (ii) Les facteurs d'adoption du goutte à goutte dans la zone, (iii) Le processus de diffusion à l'échelle du territoire, (iv) Les impacts engendrés par son adoption. Les résultats de la recherche font ressortir que l'innovation est souhaitée par la majorité des exploitants du périmètre, bien que son adoption dépende de plusieurs facteurs, notamment des moyens financiers et du capital social, en plus de la prise de risque. L'influence de ces mécanismes sur la prise de décision fait que ces dernières sont discutées à l'échelle de la famille et des amis. En l'occurrence, le processus de diffusion a été l'occasion pour développer de nouveaux réseaux sociaux et a révélé leur importance pour accéder à l'information. L'adoption de cette innovation a eu des impacts aussi bien sur les exploitations (spéculations, organisation de l'exploitation) que sur le territoire.

[94] - DUBOIS Anthony. (2010). Analyse de la filière safran au Maroc : quelles perspectives pour la mise en place d'une indication géographique ? 80 p. (Master of Science; n. 107).

Master publié n° 107



Les produits de terroir marocains suscitent un véritable engouement depuis quelques années au niveau national comme international. Dans le foisonnement de travaux menés sur ces produits, nous nous sommes intéressés au safran de Taliouine (Souss Massa Drâa - Maroc), culture traditionnelle en voie de reconnaissance en tant qu'Appellation d'Origine Protégée. En suivant une méthodologie basée sur l'approche filière, notre objectif était de connaître le marché du safran ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la filière, deux aspects encore peu explorés, afin de faire émerger les problèmes auxquels elle se heurte. L'analyse a mis en avant l'opportunité d'une filière de niche pour le safran de Taliouine dont la qualité est reconnue. Cependant, de nombreux problèmes d'ordre technique et organisationnel se posent : outre les difficultés rencontrées au niveau de la production (manque d'eau, de main d'oeuvre qualifiée, d'itinéraires techniques améliorés), l'étude souligne les faiblesses de la commercialisation du safran. La valorisation de la qualité est mise à mal par la fraude et l'informalité des échanges, la filière étant dominée par des grossistes dont la majorité commerce dans des circuits informels. Les choix en termes d'organisation et de maîtrise de la filière supposent une implication accrue des acteurs locaux aux mécanismes de prise de décision. La gouvernance de la filière doit être adaptée aux SDOQ tout en étant tournée vers la recherche de débouchés économiques susceptibles de favoriser le développement des terroirs et des emplois locaux.

Typical products from Morocco have generated great interest at both national and international levels in recent years. Among the many studies in the literature, we chose to focus on Taliouine's saffron. Traditionally grown in the region of Taliouine (Souss Massa Drâa – Morocco), Taliouine's saffron will receive the label 'Protected Designations of Origin'. The Saffron Project gathers specialists from a wide range of disciplines. We were interested in a rarely explored subject: Morocco's saffron market and value chain organization. Our methodology used value chain analysis to investigate the Moroccan saffron market and the functioning of the value chain. Results of this analysis revealed malfunctioning of the value chain. The analysis also identified a potential niche market for Taliouine's saffron. However, the value chain is plagued by many technical and organizational problems. In addition to production difficulties (drought, skilled labour, traditional cultivation practices), the study emphasizes the weakness of saffron marketing. Informal distribution channels, which dominate Moroccan's saffron market, hinder quality development because of adulteration and the sale of saffron with no control. Choices concerning the organization and the control of the value chain require more involvement of the local actors in the decision-making process.

[95] - **EL FILALI Mohamed. (2011).** Le microcrédit, moyen de développement rural : cas de la Fondation banque populaire pour le microcrédit, à la commune rurale de Tamlalt au centre sud du Maroc. 71 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de ce travail est d'analyser l'impact du microcrédit comme moyen de développement rural. La Fondation Banque Populaire pour le Microcrédit (FBPMC) sur la commune rurale de Tamlalt propose un prêt intitulé Alkaraoui, destiné à la population rurale et notamment aux agriculteurs. Nous avons donc essayé d'analyser dans quelle mesure ce produit contribue à l'amélioration des conditions de vie de la population concernée. Pour cela, nous avons enquêté auprès de 115 adhérents bénéficiant de ce prêt. Après avoir développé un cadre théorique sur la notion de développement et sur la genèse du microcrédit, nous avons ensuite caractérisé le contexte national et local dans lequel s'insère notre étude. Divers outils d'investigations : entretiens et visites, observations directes et questionnaires ont été utilisés. Les résultats montrent que la FBPMC joue un rôle important pour le développement des zones rurales malgré quelques lacunes.

[96] - **EL RHAZI Ouiame. (2010).** Ecotourisme et conservation des ressources forestières dans la province d'El Hajeb [Maroc]. 118 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 742).

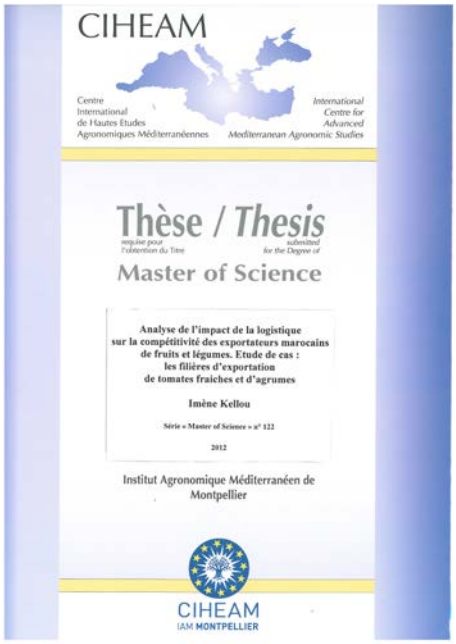
Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.P. Chassany - INRA Montpellier.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Les mutations démographiques, économiques, sociales ou culturelles qui affectent aujourd'hui les milieux naturels, exigent une attention particulière pour leur conservation. Celle-ci doit répondre aux enjeux du développement durable en impliquant la population locale par la création de nouvelles activités favorisant la biodiversité et développant les sociétés rurales dans la durée. L'écotourisme est, parmi d'autres activités, un outil de conservation et de restauration durable tant au niveau social qu'écologique. Le but de ce travail est de réaliser un diagnostic territorial concerté, en vue de faire un inventaire des attractions touristiques de la province d'El Hajeb. Les résultats contribueront à la réalisation d'un produit écotouristique.

[97] - KELLOU Imène. (2011). Analyse de l'impact de la logistique sur la compétitivité des exportateurs marocains de fruits et légumes : étude de cas : les filières d'exportation de tomate fraîche et d'agrumes. 194 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 785).

En cours d'édition

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; F. El Hadad-Gauthier - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Membres : M. Padilla - CIHEAM-IAMM; F. El Hadad-Gauthier - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.



Le Maroc est un important fournisseur méditerranéen de fruits et légumes et bénéficie d'avantages comparatifs favorables qui lui ont permis de bien se positionner sur les marchés internationaux. Cependant, parmi les contraintes qui affectent la compétitivité de la filière, la chaîne logistique constitue un aspect important et doit être optimisée. D'autre part, la qualité des services logistiques, notamment les délais d'acheminement, les modes de transport, etc... sont également à améliorer. Ainsi, l'objectif de ce travail est d'analyser l'ensemble de la chaîne logistique marocaine d'exportation d'agrumes et de tomate fraîche pour identifier les facteurs clés qui peuvent affecter sa compétitivité. Il ressort de notre analyse que les coûts logistiques ont un poids considérable qui peut représenter jusqu'à 50 % du prix de revient des fruits et légumes exportés soit trois fois plus que les coûts espagnols. En ce qui concerne la qualité des services logistiques, le recours des exportateurs marocains au transport maritime par conteneur a permis une amélioration du service. Il apparait également que la mise en place de projets ambitieux comme le Plan Maroc Vert et la nouvelle politique de compétitivité logistique du Maroc ainsi que la montée en puissance du concept de développement durable pourraient toucher positivement la compétitivité de la logistique de la filière d'exportation des fruits et légumes marocains.

In the Mediterranean region, Morocco is a leading supplier of fruit and vegetables and enjoys comparative advantages which have *led to it being well positioned on international markets. However, among the restrictions that affect the competitiveness of the sector, the supply chain is important and needs to be optimized. The quality of logistics services, including delivery times,* and *modes of transport, also,* need to be improved. *The objective of this work was to analyze the entire* Moroccan *supply chain* of *exports of citrus fruits and fresh tomatoes to identify key factors that can affect its competitiveness*. The findings show *that logistics costs are very high and can represent up to 50% of the cost* price *of exported fruit and vegetables, these costs are three times higher than the same costs in Spain. Regarding the quality of logistics services, the use of sea shipping* by *Moroccan exporters, has* led to an improvement in this *service*. T*he implementation of ambitious projects like the Green Morocco Plan, the new policy of logistics competitiveness in the country and the emergence of the sustainable development concept could* also *positively affect the competitiveness of the logistics of the* Moroccan *fruit and vegetable export sector*.

[98] - **KIRECHE Mohamed Abd Esamia. (2011).** Acceptabilité d'une innovation technique : passage du travail conventionnel au semis sous couvert végétal en irrigué au Moyen Sebou (Maroc). 84 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Ruelle - CEMAGREF; M.J. Valony - SUPAGRO Montpellier; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Dans le cadre du Projet Moyen Sebou Inaouen Avale, de nouvelles techniques de culture susceptibles d'améliorer la mise en valeur tout en protégeant les ressources (eau et sol) sont en cours d'expérimentation. Parmi ces innovations, le semis direct sous couvert végétal (SCV) repose sur trois principes fondamentaux : perturbation minimale du sol, maintien d'une couverture végétale permanente et diversification des assolements. Ce travail porte sur l'acceptabilité du SCV, notamment en irrigué, par les agriculteurs et vise à compléter les systèmes de production actuels afin de mieux adapter le SCV à ces pratiques. Il ressort de ce travail que le semi direct sous couvert végétal peut être considéré comme une innovation transformatrice par les modifications stratégique, structurelle et organisationnelle qu'il entraîne sur un système de production. Compte tenu de ces changements, l'acceptabilité de cette technique par les agriculteurs est fonction de plusieurs facteurs en interaction, notamment l'information, le risque et la compatibilité avec leur logique socioéconomique. Dans ce sens, nous avons essayé d'anticiper les contraintes que peut rencontrer le SCV lors de son intégration dans la logique de production actuelle.

[99] - **LEGDALI Hind. (2010).** *Contribution au renforcement des capacités de gestion des irrigants : cas du périmètre du Moyen Sebou - Inaouen Aval [Maroc].* 96 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : S. Ghiotti - Université Montpellier III; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Depuis 1998, le périmètre irrigué du Moyen Sebou Inaouen Aval au Maroc, a bénéficié d'un projet de mise en eau de sa première tranche. L'un des objectifs de ce projet est de rendre plus efficiente l'irrigation. S'inscrivant dans une nouvelle approche : la Gestion Participative de l'Irrigation (GPI), les services de l'Etat et les responsables du projet ont introduit de nouvelles institutions de gestion de l'eau (les Associations des Usagers des Eaux Agricoles : AUEA) qui se chargent de la gestion et de l'exploitation des infrastructures et des équipements en place. Le but de cette recherche est d'apporter une contribution au renforcement des capacités des irrigants. Pour y parvenir, nos enquêtes se sont déroulées au niveau du secteur II du périmètre du moyen Sebou. L'analyse des données récoltées porte sur les aspects suivants : les caractéristiques des exploitants et des exploitations agricoles ; l'état actuel de la mise en valeur agricole ; les capacités managériales des membres du CA des AUEA étudiées. Par la suite, nous avons pu formuler avec les agriculteurs des actions de formation en vue d'opérationnaliser le rôle des irrigants en tant qu'acteur dans le système de gestion de l'irrigation dans le périmètre. Ces actions s'articulent autour de deux axes : des formations destinées aux producteurs avec pour objectif l'amélioration des systèmes de production ; des formations destinées aux gestionnaires du périmètre et aux membres du CA, afin de renforcer leurs capacités managériales.

[100] - **LRHCHA Ilham. (2010).** L'impact de la reconversion en irrigation localisée sur la durabilité des systèmes agricoles : cas du périmètre irrigué de Tadla, Maroc. 114 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 755).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Blanc - GREF; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

L'amélioration de l'efficience de l'utilisation de l'eau au niveau des exploitations agricoles est un objectif primordial de la politique hydraulique marocaine. Ce travail a pour objectif l'évaluation d'un échantillon de 39 projets individuels de reconversion en irrigation localisée dans le périmètre irrigué de Tadla, l'un des plus importants au Maroc et qui est confronté à une pénurie d'eau structurelle. Il ressort de cette étude que la mise en place des projets de reconversion se fait de manière progressive et s'accompagne de changements plus ou moins importants dans les systèmes de production sauf chez les arboriculteurs (en général des agrumicoles). Une meilleure valorisation de l'eau, la suppression de la main d'oeuvre occasionnelle et l'amélioration des rendements représentent des avantages qui satisfont les agriculteurs. Ils regrettent cependant le déficit d'encadrement technique et l'absence d'études spécifiques concernant les installations d'irrigation localisée.

[101] - **NACIRI Rafika. (2010).** La valorisation des ressources territoriales par la coordination des acteurs. Cas du Maroc, province de Chefchaouen. 124 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 753).

Sous la direction de : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Président du jury : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Membres : F. Fort - SUPAGRO; J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.

Pour favoriser le développement territorial, deux axes sont importants : les ressources c'est-à-dire les richesses et les potentialités matérielles et immatérielles dont disposent le territoire et les acteurs qui permettent de les valoriser et de les protéger durablement notamment par leur coordination. Dans cette étude nous avons adopté une approche pluridisciplinaire pour déterminer les spécificités locales dans le domaine des produits agricoles et des denrées alimentaires sans négliger les aspects environnementaux et sociaux liés à ces productions porteuses de l'histoire d'une communauté dont dépend la spécificité et la durabilité des ressources locales. Pour valoriser les produits de terroir, deux axes doivent être structurés et coordonnés : les chaînes de commercialisation d'un côté et les différents opérateurs économiques, sociaux et institutionnels de l'autre. Dans le cas de Chefchaouen, les produits de terroir sont un des volets à promouvoir pour favoriser le développement socioéconomique de la zone car ses atouts en paysage, biodiversité et patrimoine historique sont riches et diversifiés. Cependant, la présence des cultures illicites dans la province, entre en concurrence avec les ressources locales et affecte la capacité et la volonté de la population à se coordonner autour de projets de valorisation des ressources territoriales, notamment les produits de terroir.

[102] - **ROUVIÈRE Lôra. (2011).** *Forme spatiale, réforme agraire et action collective : étude des aménagements circulaires radiants dans la province de Meknès.* 117 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : F. Lerin - CIHEAM-IAMM; T. Ruf - IRD Montpellier.
Membres : C. Récalt - IRD; A. Bourbouze - CIHEAM-IAMM; F. Lerin - CIHEAM-IAMM; T. Ruf - IRD Montpellier.

Cette étude traite des coopératives agricoles de réforme agraire dans la province de Meknès (Maroc), aménagées de façon radioconcentrique. Ce découpage répond à des objectifs rationnels d'ordre technique mais revêt aussi une dimension d'ordre symbolique. Nous

développons ici l'hypothèse d'un système technocratique inspiré du socialisme agraire tiers-mondiste. A travers ce modèle, l'Etat cherche à mettre en œuvre les conditions de création de l'action collective avec la mise en place de coopératives inspirées à la fois par le collectivisme traditionnel de la société rurale marocaine et par un idéal collectiviste importé et influencé par le socialisme tiers-mondiste de l'indépendance. Ce système émerge dans le contexte particulier de la construction d'un Etat indépendant après la colonisation et d'un jeu politique tripartite pour l'assise du pouvoir royal. Nous analysons ici une forme étatique d'organisation de l'action collective au niveau spatial et social. Face au constat actuel d'un délitement de la gestion coopérative au profit de comportements individuels, nous avons pu dégager, à travers l'histoire du système, trois phases de fonctionnement de la coopérative : l'âge d'or de la coopération, la phase de transition et la gestion individuelle actuelle. Cette étude interroge une fois de plus les limites de l'organisation de l'action collective par la puissance publique sous forme de modèle standard, dans le cadre original d'un aménagement spatial singulier. Cette organisation ne peut fonctionner en l'absence d'une initiative locale. Ce travail met en avant le décalage entre le projet politique, le cadre formel et la réalité dans un projet de développement rural.

[103] - **SAHEL Ilham. (2011).** *L'analyse sociale du cycle de vie de la tomate fraiche d'export : Maroc*. 69 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Garrabé - Université Montpellier 1
Membres : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; M. Garrabé - Université Montpellier 1.

Pour répondre aux préoccupations de notre société concernant l'impact des produits alimentaires consommés sur notre environnement et pour favoriser le développement d'un système alimentaire durable, de nouveaux outils d'aide à la décision sont en construction. L'analyse du cycle de vie (ACV) représente l'un de ces outils. Dans le cas de la tomate d'export marocaine, cette analyse consiste à évaluer chaque étape de la filière, depuis la production de plants jusqu'à l'arrivée du fruit à Perpignan. L'analyse sociale du cycle de vie examine, quant à elle, les aspects sociaux et socio-économiques qui affecteraient, positivement ou pas, directement ou non, une partie ou l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur. Le travail de terrain s'est déroulé dans la région marocaine du Souss-Massa-Daraa. Les unités enquêtées représentent les différentes catégories d'acteurs de la filière et 45 % des exportations de tomates dont 80 % sont destinées à la France. Les résultats sont mentionnés sous forme d'indicateurs économiques (estimation de la valeur ajoutée directe des différentes phases du cycle de vie), sociaux (effets sur l'emploi et les dépenses sociales), humains (conditions de travail), institutionnels (rapports salariaux) et environnementaux (coût et origine de l'eau utilisée).

[104] - **SRIRI Yacine. (2011).** Analyse des trajectoires et facteurs de différenciation des exploitations agricoles à l'échelle d'une petite région : cas de coopérative de la réforme agraire Echabab (Maroc). 111 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : J.P. Tonneau - CIRAD.
Membres : D. Rollin - CEMAGREF; J.P. Tonneau - CIRAD; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

Le présent travail cherche à analyser les différentes trajectoires d'exploitations agricoles, insérées dans des territoires et soumises aux mêmes conditions de production et leur évolution à partir d'un départ initial identique. Pour cela, nous avons choisi une coopérative de réforme agraire dont les attributaires possédaient les mêmes superficies agricoles utiles, la même surface irriguée et les mêmes moyens de production. L'étude des trajectoires des exploitations renvoie à la dimension temporelle liée aux transformations. Ainsi, l'étude de la dynamique passée de la coopérative et sa caractérisation socioéconomique présente, nous

aident à comprendre l'état actuel des exploitations. Ces deux temporalités nous ont permis de faire une typologie des agriculteurs, offrant la possibilité de les situer par rapport aux facteurs de différenciation que nous avons choisis préalablement. Ce travail, qui nous permet également de connaître les tendances d'évolution de la coopérative en se basant sur les projections futures des agriculteurs, peut servir de support aux agents de développement et permettre une réflexion sur les interactions techniques et sociales qui conditionnent le fonctionnement d'une exploitation agricole.

[105] - TANOUTI Oumaïma. (2010). Analyse prospective des trajectoires des exploitations agricoles concernées par les projets d'aménagement : cas de la deuxième tranche du projet moyen Sebou Inaouen aval [Maroc]. 89 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : S. Ghiotti - Université Montpellier III; F. Molle - IRD; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Le présent travail porte sur la caractérisation des exploitations agricoles de la terrasse alluviale (ouelja) appelée « Gaâda » et la définition de leurs trajectoires éventuelles, dans le contexte de la mise en place de la deuxième tranche du projet moyen Sebou Inaouen aval. Ce dernier a pour objectif de déceler les dynamiques socio-économiques et agricoles qui pourraient déterminer le devenir de cette entité territoriale. Pour répondre à cet objectif, nous avons opté pour une analyse prospective en inscrivant ce travail dans différentes temporalités : le passé, en nous intéressant à l'histoire de cette ouelja, le présent, en caractérisant l'état actuel du territoire et le futur en dessinant les trajectoires de celui-ci selon l'action des acteurs. Nous avons utilisé l'analyse typologique pour saisir la diversité des exploitations de cette terrasse alluviale et les différentes projections des exploitants. Les résultats ont montré qu'il existe trois structures d'exploitations différentes : les petites exploitations à faibles moyens, les exploitations moyennes et les exploitations relativement grandes disposant de moyens de production importants. Par ailleurs, les agriculteurs peuvent également être classés en trois groupes selon leurs projections futures : ceux qui n'ont aucune projection ou à projection passive, ceux se projetant dans la polyculture élevage et enfin ceux qui souhaitent se spécialiser dans l'élevage laitier. Toutefois, le recoupement des résultats des deux typologies a révélé l'absence de lien direct entre elles. La structure des exploitations ne détermine pas, à elle seule, les projections futures des exploitants. Ce travail a permis de faire ressortir les facteurs potentiels susceptibles d'orienter les trajectoires des exploitations au sein du territoire considéré.

TUNISIE

[106] - AYARI Insaf. (2011). *Positionnement de la Tunisie sur le marché oléicole mondial et dynamique d'innovation de la filière.* 93 p. (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : H. Ilbert - CIHEAM-IAMM; F. El Hadad-Gauthier - CIHEAM-IAMM.
Membres : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM; V. Dollé - CIHEAM-IAMM; H. Joly; Boujbel - entreprise Vacpa; H. Ilbert - CIHEAM-IAMM; F. El Hadad-Gauthier - CIHEAM-IAMM.

L'huile d'olive occupe la première place des exportations totales agricoles et agro-alimentaires de la Tunisie. Dans le cadre actuel de la mondialisation, le maintien de la filière huile d'olive en tant que secteur exportateur oblige les acteurs à développer de nouvelles

stratégies. Avec un marché mondial de plus en plus concurrentiel, l'innovation et les stratégies de différenciation sont devenues une nécessité. Il apparait que la principale contrainte de la filière est l'instabilité de la production liée d'une part aux variations des aléas climatiques et d'autre part aux techniques de production. D'autre part, les pratiques innovantes des producteurs d'olives commencent à se développer en amont de la filière dans l'objectif d'une augmentation des profits et non à des fins de différenciation. Enfin, le blocage à la diffusion de ces innovations est essentiellement dû à la situation foncière de la majorité des agriculteurs tunisiens qui se caractérise par un morcellement des exploitations et à la non immatriculation de leurs terres. Cette situation est de nature à décourager les investissements (faibles économies d'échelle et insécurité juridique) nécessaires à l'innovation.

[107] - **BEN BELGACEM Mohamed. (2010).** La gestion multifonctionnelle des espaces forestiers méditerranéens. Valorisation de produits non ligneux : cas du territoire d'El Feija (Tunisie). 74 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : J.P. Chassany - INRA Montpellier.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; J.P. Chassany - INRA Montpellier.

Le présent travail porte sur l'élaboration des actions de recherche qui rentrent dans le cadre de la valorisation des ressources forestières du territoire d'El Feija. Il s'agit d'en estimer la valeur économique et d'analyser la filière des produits forestiers non ligneux (PFNL). Le projet vise aussi à protéger des sites critiques : les écorégions des Montagnes d'Afrique du Nord, à la biodiversité particulièrement importante et menacée, en développant une approche de gestion intégrée, combinant la conservation de la nature, la demande de développement économique durable et les intérêts de la population locale. Dans cette démarche, la forêt méditerranéenne étant faiblement productive et l'utilisation des PFNL écologiquement moins destructrice que l'exploitation du bois, les contributions que peuvent fournir les PFNL au milieu rural encouragent une gestion plus intensive des forêts pour de tels produits qui peuvent contribuer au double objectif de développement rural et de conservation. Ceci a mené aux initiatives d'augmenter la commercialisation des PFNL. Dans la pratique, la nature sélective de la demande du marché, la distribution inégale des ressources et la valeur d'utilisation dans les forêts signifient qu'avec les produits forestiers non ligneux la valeur de la ressource peut être changée et dégradée. Nous proposons une approche qui identifie de tels secteurs de conflit et tente d'arriver à un équilibre réaliste entre le développement et la conservation.

[108] - **BEN LARADH Awatef. (2010).** *Transferts d'eau et inégalités socio-territoriales en Tunisie*. 90 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : A. Gana - CNRS LADYSS Nanterre; S. Ghiotti - Université Montpellier III; P. Blanc - CIHEAM Paris; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Ce mémoire interroge l'existence d'un lien entre transfert d'eau et inégalité socio-territoriale. La réflexion s'appuie notamment sur les problèmes créés au niveau des zones donatrices et des zones réceptrices d'eau. Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons analysé le projet de transfert d'eau du barrage Sidi Salem (gouvernorat de Béja, Tunisie) au périmètre de sauvegarde Diar El Hojjej dans la région de Nabeul. Notre analyse révèle que les politiques de gestion de l'eau et le projet de transfert qui les accompagne s'inscrivent dans le cadre d'une gestion centralisée des ressources hydrauliques qui vise l'atténuation du déséquilibre régional de la ressource en eau entre intérieur et littoral tunisien. L'eau étant un bien public, son transfert est considéré comme un instrument de solidarité nationale. Néanmoins, ce programme de transfert d'eau a créé de nouveaux problèmes socioéconomiques et environnementaux. La réussite du projet de transfert d'eau reste relative et notre étude de

cas souligne la nécessité d'inscrire ce type de programme dans un cadre plus global, prenant en compte les implications à la fois pour les zones donatrices et les zones bénéficiaires et intégrant les besoins des agriculteurs en matière d'encadrement technique et d'organisation de la production et des marchés.

[109] - **BEN SALAH Mohamed. (2011).** Plan de développement local : jusqu'où représente-t-il une opportunité pour l'environnement dans les PSEM ? : le PDL gagne du terrain en Tunisie. 109 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : F. Lerin - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; L. Chazée / Tour du Valat; F. Lerin - CIHEAM-IAMM.

La 2ème moitié du XXème siècle a connu l'émergence de plusieurs initiatives internationales en faveur de la conservation de l'environnement. De même, la conciliation entre développement et environnement ne cesse d'être au centre de préoccupations scientifiques. A l'échelle méditerranéenne, les pays du Nord se sont engagés à intégrer des conventions internationales dans leur processus de développement. Cependant de nombreuses incertitudes restent quant à l'application de ces initiatives et l'approche dans les pays du Sud. Les zones humides constituent l'une des composantes environnementales parmi les plus vulnérables et les plus exposées au danger de dégradation. La Convention Ramsar sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources de ces zones. Malheureusement ces dernières coïncident, le plus souvent, avec des régions rurales pauvres où la communauté locale exerce une pression offensive sur l'environnement, d'où la nécessité d'une planification locale efficace pour freiner cette dégradation. L'Observatoire des Zones Humides Méditerranéennes (OZHM) est une initiative MedWet, qui est une déclinaison de la convention Ramsar en Méditerranée. L'Observatoire a défini le Plan de Développement Local (PDL) comme l'un de ses indicateurs pour le suivi des zones humides. Dans notre étude, nous avons choisi la Tunisie, pour vérifier la pertinence de cet indicateur. L'étude a relevé que la planification locale est dans une phase ascendante. Toutefois l'environnement n'est pas une priorité pour les élaborateurs des PDL. Ceci est dû à un manque d'acquis environnemental des équipes de travail. D'où la nécessité d'améliorer leur capacité d'élaboration, ce qui permettra au PDL d'être l'indicateur commun qui influence les politiques de l'environnement (y compris dans les zones humides) dans les pays du Sud.

[110] - **CHABCHOUB Mohamed Ali. (2010).** Evaluation des systèmes de production méditerranéens dans un contexte de changement climatique : cas de la basse vallée de la Medjerda en Tunisie. 85 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 744).

Master publié n° 113

Sous la direction de : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; K. Abbès - Centre Régional des Recherches en Agriculture Oasienne, Tunisie.
Président du jury : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; Ruelle - CEMAGREF; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.

Ce travail utilise un modèle bioéconomique pour évaluer les effets du changement climatique dans la région Nord-Ouest de la Tunisie et mesurer l'impact de la mise en place de quelques stratégies d'adaptation. Les indicateurs utilisés sont la marge nette des exploitations, la salinité de l'eau et la quantité d'eau consommée. Les exploitations caractérisées par un mode de culture diversifié arrivent à maintenir leurs marges nettes sans modifier leur mode de fonctionnement tandis que les exploitations spécialisées en arboriculture, sont plus sensibles aux changements climatiques. La salinité du sol augmente considérablement pour l'arboriculture intensive et se maintient dans les systèmes diversifiés. Malgré l'augmentation de la consommation d'eau, elle n'est pas un facteur limitant dans la

basse vallée de la Medjerda. La simulation de la mise en place de nouvelles techniques d'irrigation plus efficaces (goutte à goutte pour les cultures maraichères et aspersion pour les cultures céréalières et fourragères) a permis d'améliorer les rendements et de réduire la vulnérabilité des exploitations mais n'a pas montré de changements significatifs sur le niveau de salinité qui baisse avec la diversification des systèmes de cultures.

In this study, a bioeconomic model is used to evaluate the effects of climate change on farming systems in the northwest of Tunisia and to measure the impact of the introduction of a number of adaptation strategies. The indicators used are farms' net margin, the salinity of irrigation water and the quantity of water used. Farms with diversified methods of cultivation can maintain their net margins without changing their mode of functioning whereas the farms specialized in arboriculture are more sensitive to climate change. Soil salinity increases dramatically in the case of intensive arboriculture but remains at the same level in diversified systems. The increase in water consumption it is not a limiting factor in the lower valley of the Medjerda. The simulation of the development of new more efficient irrigation techniques (drip irrigation for vegetables and sprinkler irrigation for cereal crops and forage) was used to improve yields and reduce farm vulnerability but the simulation showed no significant changes in the level of salinity which is nevertheless lower with the diversification of cropping systems.

[111] - **DOUKALI Abderrahmane. (2011).** Analyse de perception de l'innovation, une approche expérimentale : application d'une technique d'irrigation dans les oasis tunisiennes. 86 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Blanc - CIHEAM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Dans le Sud-ouest Tunisien, les oasis sont la base de l'activité agricole et socio-économique. Actuellement, elles connaissent de sérieux problèmes qui menacent leur pérennité comme la rareté de l'eau d'irrigation, la salinisation, l'hydromorphie et le drainage ainsi que d'autres problèmes socio-économiques (forages et extensions illicites) qui appellent des solutions urgentes. Les ressources en eau de ce système agricole sensible proviennent des nappes fossiles et non renouvelables et sont mal gérées par les exploitants qui utilisent des techniques d'irrigation traditionnelles non efficientes. L'innovation par la modernisation et l'amélioration des stratégies de gestion des ressources apparaît alors indispensable.

[112] - **FELHI Issam. (2010).** *Impact socioéconomique des investissements hydrauliques au Sud tunisien : cas de palmier dattier.* 73 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; S. Ghiotti - Université Montpellier III; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Dans le Sud tunisien, les performances des oasis et leur durabilité sont souvent remises en question. Le point de départ de notre démarche est le constat que les solutions proposées par l'Etat pour améliorer ces performances restent insuffisantes et ne permettent pas d'identifier les contraintes effectives ni d'évaluer leurs effets dans un milieu fortement anthropisé avec un fonctionnement complexe. Les solutions proposées consistent surtout à réaliser des investissements hydrauliques dont l'objectif est de régulariser la production de dattes, économiser l'eau et limiter l'exode rural. L'engagement de l'Etat dans des investissements hydrauliques demeure pertinent mais ne suffit pas. Proposer une approche plus intégrée pour mieux évaluer le niveau de performances des oasis semble être nécessaire. Toutefois des mesures de soutien et d'accompagnement telles que la vulgarisation agricole et la sensibilisation des agriculteurs s'avèrent indispensables pour gérer au mieux le risque d'échec de ces investissements. En effet, si les projets réalisés ont abouti à la résolution des problèmes existant dans le sud tunisien tels que les pertes d'eau, la production dattière, etc... Cette réussite n'est cependant pas celle attendue par les acteurs locaux étant donné les pratiques inappropriées et le faible engagement de certains agriculteurs. Il s'agit ainsi de comprendre les spécificités locales, le contexte social et historique mais aussi la logique d'action des agriculteurs pour adapter les changements techniques projetés.

[113] - HSOUNA Amina. (2010). Analyse stratégique de la filière de viande bovine dans le gouvernorat de Jendouba [Tunisie]. 113 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 743).

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

Ce travail a pour objet l'étude de la filière des viandes rouges et de l'élevage bovin dans le gouvernorat de Jendouba, au Nord-Ouest de la Tunisie. Le diagnostic de chaque maillon de la filière a été réalisé à l'aide de l'outil d'analyse stratégique « le modèle SWOT ». Il a permis d'en dégager les points forts et les points faibles, les opportunités et les menaces. Les actions proposées ont pour but de réduire les contraintes et les obstacles qui limitent le développement de la filière. Il s'agit de la création d'un groupement professionnel des producteurs de viande bovine, l'organisation des acteurs au niveau des marchés aux bestiaux, la construction d'un abattoir moderne et d'une unité de découpe des viandes rouges.

[114] - KHEFIFI Leïla. (2011). *Innovation dans l'agriculture tunisienne*. 200 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.
Membres : H. Ilbert - CIHEAM-IAMM; E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.

Cette étude a pour objectif d'une part, de mettre en lumière les atouts et les contraintes qui pourraient freiner la diffusion des innovations au niveau des systèmes de production et d'autre part, de relier ces forces et faiblesses à leur contexte socio-économique. Une étude de cas sur la « maltaise demi-sanguine » a montré que des éléments tels que l'âge, le niveau d'instruction, le fait d'appartenir à une association agricole pourraient être des déterminants pour l'adoption des innovations incrémentales au niveau des systèmes de production. Autrement dit, l'innovation « analyse du sol » et « pollinisation » pourraient être caractérisées selon le profil de l'exploitant et de ses ressources. Les contraintes sol et salinité pourraient également influencer le choix des exploitants pour innover. Ceux qui pratiquent la lutte intégrée et s'intéressent à l'investissement dans de nouvelles techniques de production sont aussi ceux qui innovent, ce que confirment les hypothèses affinées ou les questions posées notamment sur le lien entre innovation et exportation. Ces déterminants ont été identifiés après avoir réalisé une synthèse de revue de littérature sur la dynamique des techniques d'innovation, complétée par des entretiens semi-directifs auprès des acteurs locaux. Ces entretiens nous ont éclairés sur les obstacles qui pourraient entraver la diffusion et la maîtrise de la technique tels que les problèmes financiers, ou l'adaptation des nouvelles

techniques de production aux systèmes de production à vocation agrumicole. Ces résultats serviront à une prise de décision ciblée pour une meilleure efficacité des systèmes de production.

[115] - LABIADH Inès. (2011). La valorisation des ressources spécifiques et le développement territorial des "zones difficiles" : cas de la région de Beni Khedache au Sud-Est tunisien. 131 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 781).

Sous la direction de : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : B. Pecqueur - Université Joseph Fourier Grenoble.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM.

« Les zones difficiles se trouvent dans l'obligation de modifier leur fonctionnement ». C'est ainsi que plusieurs études avaient expliqué la nécessité dans laquelle se trouvent de nombreuses régions défavorisées de trouver des alternatives pour le développement de leurs territoires. Des alternatives basées sur des richesses et des ressources autres que celles sur lesquelles a été bâti le fameux paradigme du « modèle dominant ». Toutefois, la réussite de ces alternatives n'est pas toujours garantie et ce pour différentes raisons. Au début des années 2000, la zone de Béni Khédache au Sud Est tunisien, s'engage dans un processus de développement basé sur la valorisation de ses ressources spécifiques. On tente à travers cette étude d'étudier le phénomène d'émergence des ressources territoriales dans le développement local de cette zone. Notre ambition est principalement de comprendre les raisons des difficultés de la valorisation des ressources spécifiques constatées au niveau de ce territoire. Pour ce faire, nous avons tenté de suivre de près, à travers des enquêtes de terrain, la nouvelle dynamique de développement, basée sur la valorisation des potentialités et les richesses identitaires et spécifiques de Béni Khédache. Nous identifierons par ailleurs, le mode de gouvernance nécessaire à cette valorisation.

[116] - MAKHLOUF Mariem. (2010). La gouvernance du pouvoir public dans la filière des céréales en Tunisie face à la libéralisation. 64 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 748).

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Merdji - ESC Montpellier.
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

En Tunisie, la culture des céréales occupe une place prépondérante dans l'agriculture du pays et dans son économie. Elle est nettement plus présente au Nord aussi bien en termes de superficie emblavée qu'en termes de production. L'importance de la céréaliculture en Tunisie prend aussi une dimension sociale : ainsi les céréales sont des produits de base qui constituent la majeure partie de la ration alimentaire du citoyen tunisien. La formation des prix au niveau de la filière céréalière a toujours été marquée par une forte rigidité qui résulte du contrôle exercé par l'Etat à tous les niveaux de la filière. En effet, le gouvernement fixe à la fois les prix à la production, à la rétrocession et à la consommation. Il intervient dans la réglementation du transport des céréales et détient le quasi monopole de la collecte et de l'importation. Cette régulation a été affectée par de profonds changements suite à la mise en place du plan d'ajustement structurel en 1986. Dans le contexte de la libéralisation et de la privatisation du secteur agricole, ce travail s'intéresse plus particulièrement à la privatisation de la collecte afin d'analyser le rôle prépondérant joué par l'Etat dans la régulation de la filière. Celui-ci a laissé le marché tunisien des céréales à l'écart de la libéralisation. D'ailleurs les résultats obtenus montrent que le système centralisé de gouvernance publique est considéré comme la cause principale du manque de concurrence et de l'absence de motivation dans ce domaine à faible rentabilité. Ainsi ce système centralisé ne favorise pas l'amélioration de la qualité du produit céréalier final.

[117] - **TOUNSI Khaled. (2011).** *Impact des changements climatiques sur la gestion de l'eau agricole : cas de la céréaliculture.* 91 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM
Membres : P. Blanc - CIHEAM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

La croissance du secteur agricole tunisien est limitée par les ressources en eau que l'occurrence répétée des épisodes de sécheresse contribue à réduire. Cependant, la Tunisie s'est engagée dans une politique soutenue d'incitation à l'irrigation pour les cultures céréalières, particulièrement sensibles au stress hydrique mais qui jouent un rôle capital pour la sécurité alimentaire du pays. L'objectif de ce travail est de faire le point sur le concept de changement climatique et de caractériser la sécheresse en Tunisie afin de pouvoir évaluer son impact sur les cultures céréalières. Ainsi, une analyse comparative a été menée dans trois régions du pays sur la variabilité des rendements céréaliers en régime sec et en régime irrigué. La méthodologie consiste à examiner le lien entre rendement et précipitations à partir de l'indice standardisé des précipitations. Après avoir délimité les années de sécheresse selon les régions étudiées, nous avons calculé l'efficience agronomique et économique de l'irrigation afin d'évaluer son impact sur la conservation et l'amélioration des niveaux de rendement. Il ressort de ce travail que la variabilité du rendement en régime sec s'explique essentiellement par les précipitations, les périodes de sécheresse pouvant être généralisées aux trois régions d'étude ou spécifiques à une région donnée. Les pertes physiques varient selon la culture et la région, l'irrigation des céréales permet d'améliorer les rendements et d'atténuer les effets de la sécheresse dans les trois régions tout en restant plus efficace dans l'étage bioclimatique subhumide.

[118] - **YAHLALI Salem. (2011).** L'implication des pôles de compétitivité dans la formation : le cas du pôle de Bizerte (Tunisie). 61 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 784).

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Merdji - ESC Montpellier.
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

Ce travail consiste à faire un benchmarking entre la France et la Tunisie sur les missions prioritaires des pôles de compétitivités. L'enquête sur le terrain s'est déroulée au sein du pôle de compétitivité de Bizerte. Elle a consisté à identifier les besoins en formation au sein des entreprises agroalimentaires tunisiennes et chez les nouveaux diplômés afin que le pôle de Bizerte réponde efficacement aux besoins du marché en assurant des formations adéquates. L'objectif principal de ce travail est de démontrer que les pôles de compétitivité ont les mêmes principes de fonctionnement mais que leurs missions prioritaires sont différentes. Ainsi, les pôles de compétitivité tunisiens sont surtout impliqués dans la formation, comme celui de Bizerte tandis que ceux des pays du nord de la Méditerranée, comme la France, jouent un rôle primordial dans le domaine de la recherche et du développement et laissent la formation au second plan de leur stratégie.

TURQUIE

[119] - **DEMIRBÜKER Ece. (2010).** La situation des indications géographiques en Turquie et dans le monde, et leur protection. Produit du terroir : huile d'olive liquide dorée. 34 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation; O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.

Le but de ce travail est d'examiner les produits régionaux et la fonction des indications géographiques qui les protègent juridiquement. Il s'agit donc d'examiner les règlements régionaux et internationaux de la convention de Paris (1881) à la convention TRIPS (Trade-Related Intellectual Property Rights - ADPIC en français) (1994). Nous avons choisi d'étudier le cas de l'huile d'olive produite en Turquie qui offre des possibilités de valorisation si l'on développe les procédures et l'enregistrement de l'indication géographique. Actuellement, la notion d'IG n'est pas valorisée en Turquie et les gains économiques ou culturels ne sont pas significatifs. Les régions turques qui adhérent au principe de l'enregistrement des IG ne savent pas comment en tirer profit.

[120] - **KARACA Gül. (2010).** Stratégie de développement d'une PME agro-alimentaire turque : le cas d'Usta Food. 63 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 763).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : L. Temri - Université Montpellier.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

Les figues et les abricots secs font partie des produits agricoles traditionnels turcs destinés à l'exportation. En général ces produits sont élaborés et exportés par des PME familiales. Nous avons effectué un stage de quatre mois dans une de ces PME turques. L'objectif de ce travail est d'étudier dans quelle mesure les réalités historique et géographique d'un territoire ainsi que le mode de production peuvent agir sur les possibilités d'action de ces PME, notamment sur l'élaboration de leur stratégie de compétitivité. Les données recueillies durant notre stage nous ont permis de mettre en évidence que le mode de production basé sur le management de la qualité est un différentiel concurrentiel et un moyen de protéger le savoir faire de ces PME. Pour l'entreprise étudiée, le mode de production (total quality management) agit plus sur sa stratégie de développement que les réalités historique et géographique.

[121] - **SENTUT Sabri. (2010).** Etude de marché de la production des laitues et les stratégies de marketing en Turquie. Cas : Rijk Zwaan. 63 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 741).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Merdji - ESC Montpellier.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

La Turquie détient un grand potentiel de production de légumes au niveau mondial qui attire l'attention des entreprises étrangères sur son marché et entraine une concurrence rude entre les entreprises semencières. Dans cette étude, nous analysons le marché de la laitue (cos, batavia et iceberg) dont la production atteint 400 000 tonnes par an. Afin d'identifier les acteurs et leurs relations, nous avons visité les principaux centres de production de laitue et nous avons réalisé des enquêtes auprès des producteurs pour déterminer les conditions

du marché. Nous avons identifié les problèmes de production et nous proposons des solutions pour augmenter les gains ainsi que des stratégies pour accroitre la part du marché des semences (salade) de Rijk Zwaan en utilisant les stratégies du marketing.

[122] - TATAR Yasemin. (2011). Organisation de la filière tomate transformée en Turquie et son impact environnemental : l'outil d'analyse du cycle de vie. 168 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 787).

Sous la direction de : M. Padilla - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : C. Basset-Mens - CIRAD.
Membres : F. Fort - Montpellier Supagro; C. Basset-Mens - CIRAD; M. Padilla - CIHEAM-IAMM.

Cette étude, qui se situe dans le cadre du Projet ANR Flonudep, a pour but d'identifier et de caractériser tous les acteurs de la filière "tomate transformée" depuis l'après-parcelle agricole en Turquie jusqu'au port d'arrivée à l'étranger. L'application de la méthode Analyse du Cycle de Vie (ACV) permet d'évaluer les impacts environnementaux potentiels de l'organisation des filières à partir de données collectées sur le terrain et à partir des bases de données d'Ecoinvent et d'USLCI. Les impacts sont calculés à l'aide de la méthode CML 2000 par le logiciel Simapro. L'analyse des impacts s'effectue au niveau intermédiaire, à savoir l'acidification, l'eutrophisation, le réchauffement global et la toxicité humaine. Dans le système défini, c'est le niveau "Usine" qui a le plus d'impact sur l'environnement. La plus forte contribution vient du type d'emballage (boîte de conserve) puis le produit masse. Au niveau des transports, le transport des tomates fraîches (avant l'usine) a plus d'impact que celui des produits-finis (de l'usine au port d'arrivée).

[123] - TUGALAY Ahmed Adil. (2011). L'analyse du cycle de vie de la production agricole de la tomate industrielle en Turquie : le cas de la région d'Izmir. 105 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 800).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : M. Padilla - CIHEAM-IAMM.
Membres : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM ; E. Mandart - CNRS-CIHEAM-IAMM ; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

L'analyse du cycle de vie est une méthode d'évaluation d'impacts environnementaux, économiques et/ou sociaux, répondant à une approche dite « du berceau à la tombe ». Elle repose sur l'identification et la quantification des impacts de toutes et chacune des étapes de la vie d'un produit ou d'un service et offre donc une analyse permettant aux décideurs de cibler les pratiques qui ont le plus d'impacts et d'orienter les producteurs vers des choix conciliant le respect des normes environnementales, la rentabilité financière et les préférences des consommateurs. Dans le cadre du projet FLONUDEP qui s'aligne avec ses objectifs, l'ACV environnementale a été appliquée à la filière de la tomate industrielle pour l'identification des impacts relatifs à toutes les étapes de la filière. Cette étude s'est faite dans le cadre d'un projet et d'un partenariat entre l'IAMM et le CIRAD et a consisté à appliquer l'ACV environnementale à la phase de production agricole de la tomate industrielle dans la région d'Izmir en Turquie. Nous avons mené des enquêtes auprès de quatre agriculteurs de tomates à destination industrielle et avons traité les données liées à chaque pratique agricole à l'aide du logiciel SimaPro 7.2® en utilisant la méthode Recipe Midpoint world (h). En observant la contribution des différentes interventions agricoles à chaque catégorie d'impact, nous avons noté une contribution majoritaire de la fertilisation au niveau de tous les impacts.

EUROPE HORS MEDITERRANEE

SUISSE

[123BIS] - **PORCHER Natacha. (2011).** *L'agriculture contractuelle de proximité en Suisse romande.* 84 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 771).

Sous la direction de : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.P. Chassany - INRA Montpellier.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.

L'Agriculture Contractuelle de Proximité (ACP) connaît un fort développement en Suisse romande depuis 2003. Ces initiatives où s'engagent des producteurs et des consommateurs pour promouvoir et développer une agriculture de proximité, proposent aujourd'hui des offres très variées : produits frais ou de garde et produits transformés, une fois par semaine, par mois ou par an. La forme juridique et le fonctionnement des initiatives adoptées varient selon les acteurs à l'origine des projets (coopératives, associations ou exploitations individuelles). Forte de 5000 contrats entre producteurs et consommateurs et environ 80 exploitations impliquées en Suisse romande, l'ACP a encore de beaux jours devant elle, considérant l'existence de listes d'attente pour les personnes désireuses de recevoir des paniers de légumes et la progression fulgurante de certaines initiatives.

The Community Supported Agriculture, called Proximity Contractual Agriculture (or ACP) in Switzerland, has been growing substantially in the French speaking part of Switzerland since 2003. These initiatives, in which producers and consumers engage to promote and develop proximity agriculture, offer a wide variety of fresh products, products for keeping or processed products, once a week, once a month or once a year. The legal form (cooperatives, associations or individual farms) and the functioning of these initiatives vary according to the initiators of the project. With now over 5000 contracts between agricultural producers and consumers and approximately 80 farms involved throughout the French speaking part of Switzerland, the ACP concept is bound to continue growing considering the existence of waiting lists of people desiring to receive vegetable baskets and the strong growth of certain initiatives.

AFRIQUE

[124] - **EL OMARI Rachid. (2010).** *Indicateurs locaux d'impact des projets de lutte contre la désertification.* 79 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; Couture J.L.; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

Cette étude a pour objectif la reconnaissance de l'expertise des populations ou des bénéficiaires locaux de projets dans la formulation d'indicateurs afin de donner aux ONG de lutte contre la désertification les capacités à mieux suivre l'impact de leurs projets. Cette approche se situe à l'opposé de celle employée par les ONG qui utilisent leurs propres indicateurs tendant à privilégier la mesure de certains aspects de la mise en oeuvre des projets, comme le nombre de personnes formées, d'arbres plantés, de puits fonctionnels. Par l'approche participative, les indicateurs locaux d'impact essaient d'examiner la contribution des activités du projet à un changement dans la situation initiale des bénéficiaires et à en mesurer l'impact à l'aide d'indicateurs qualitatifs comme les changements dans la dignité, le statut et le bien-être, souvent basés sur des opinions ou des perceptions.

BENIN

[125] - **TOURÉ Bayanatou. (2010).** *Impact des aménagements hydro-agricoles sur le développement socio-économique de la commune de Malanville (Bénin).* 102 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM; F. Molle - IRD; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

La plaine d'inondation de la moyenne vallée du Niger située à l'extrême Nord du Bénin, joue un rôle important dans l'augmentation de la production agricole nationale et même dans celle de la sous-région. La mise en valeur de cette plaine à travers les politiques d'aménagement hydro-agricole participent considérablement à l'amélioration des conditions de vie des populations. La présente recherche, qui s'intéresse à l'impact de ces aménagements sur le développement socio-économique, a permis de dégager les principaux résultats notamment les innovations technologiques agricoles des périmètres publics et individuels et leur incidence sociale et économique sur les producteurs. L'avenir de ces expériences d'aménagement hydro-agricole reste prometteur en raison de l'abondance des ressources en eau, du profit qu'elles génèrent pour la population et pour leur contribution à la diversification agricole. Malheureusement, les expériences en cours buttent contre l'insuffisance des moyens financiers qui entraîne l'inachèvement de certains aménagements, celle de l'encadrement des producteurs par manque d'agents encadreurs et la nécessité d'une bonne maîtrise des itinéraires techniques dans les différentes opérations d'irrigation.

BURKINA FASO

[126] - **DIOP El Hadji. (2011).** Analyse de la filière pois sucre sur un segment au Burkina Faso : proposition de stratégies d'appui en vue d'une meilleure valorisation. 74 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Campagne - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

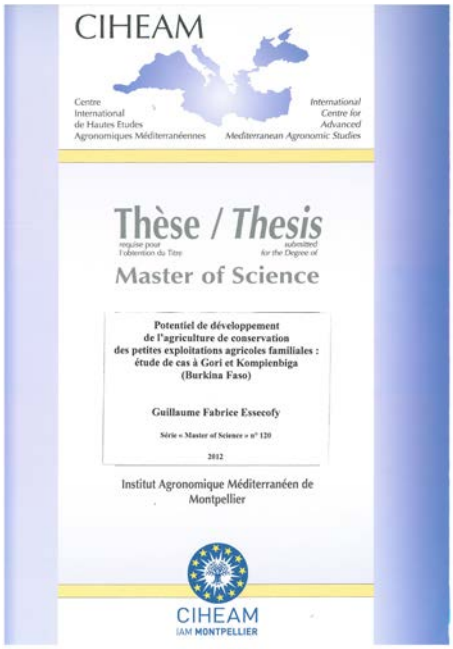
Cette étude commanditée par une société privée s'inscrit dans le cadre de l'appui au développement des filières non prioritaires ou secondaires. La filière souchet ou pois sucré presque exclusivement féminine est relativement jeune au Burkina Faso. Elle est complexe et peu connue. Par une démarche d'analyse filière, l'étude a permis d'avoir une certaine compréhension du fonctionnement des maillons essentiels de la filière souchet. De même, une connaissance des enjeux économiques autour desquels les acteurs se mobilisent et tentent de développer des stratégies permettant de mieux se positionner sur la filière, devrait sans doute conduire à une meilleure compréhension de la filière. A travers elle, les productrices développement une stratégie de sécurisation alimentaire sous forme d'épargne en nature. La répartition de la valeur ajoutée créée par la filière est disproportionnée et les productrices en sont les plus défavorisées. Les transformatrices bien qu'artisanales en tirent le plus grand profit parmi les segments étudiés. Par ailleurs, la possible intégration de la transformation industrielle au sein de cette filière pourrait probablement constituer une voie d'amélioration de cette filière mais pas sans désavantage surtout à l'égard des productrices et des transformatrices. Une nécessaire intervention des autorités étatiques ou des organismes d'aide au développement pour accompagner ce processus pourrait ainsi permettre aux différents acteurs de mieux s'adapter face à cette nouvelle donne.

[127] - **ESSECOFY Guillaume Fabrice. (2011).** Potentiel de développement de l'agriculture de conservation des petites exploitations agricoles familiales : étude de cas à Gori et Kompienbiga (Burkina Faso). 96 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 803).

Master publié n° 120

Sous la direction de : P. Djamen - Act; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : G. Flichman - CIHEAM-IAMM.
Membres : J.M. Douzet - CIRAD; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; P. Djamen - Act; R. Lahmar - 2iE CIRAD.

L'agriculture de conservation (AC) est de plus en plus envisagée comme une alternative pour assurer la gestion durable des ressources naturelles et améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des exploitants agricoles de l'Afrique subsaharienne mais des doutes subsistent sur son applicabilité dans cet environnement agro-écologique, notamment dans le Sahel. Cette étude, menée dans le cadre du projet pour la promotion de l'agriculture de conservation parmi les pe tits producteurs pauvres de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (SCAP) et réalisée dans deux villages de la région Est du Burkina Faso, a pour objet d'identifier les pratiques actuelles des producteurs et leur rapprochement ou non avec les principes fondamentaux de l'AC. La méthode repose sur la détermination d'un indice d'AC (Nac), outil de mesure du niveau de pratiques de l'AC, mis au point pour l'exploitation. Les résultats ont révélé que l'indice d'AC pour l'ensemble des exploitations est faible : 2,7 ± 1,5 sur un total de 10. Mais, en bien des endroits, les producteurs appliquent déjà traditionnellement un ou plusieurs principes de base de l'AC, d'où des valeurs d'indices intermédiaires relativement importantes. Les conditions du milieu physique (agroclimatique et pédologique) et les éléments de structure de l'exploitation agricole (EA) tels que : le niveau d'équipement agricole de l'EA, le statut foncier, la disponibilité de la main d'œuvre et l'assolement, sont les facteurs qui déterminent la mise en œuvre des principes de l'AC. Il est



nécessaire de tenir compte de ces facteurs dans le choix d'un système alternatif qui s'articule autour du principe de la couverture permanente du sol, élément majeur pour l'introduction des techniques de l'AC. Parmi les systèmes alternatifs, le semis direct (SD) avec mulch de résidus de culture, le SD avec association culturale céréales et légumineuses, le SD avec pratique de l'agroforesterie, etc..., sont proposés en fonction des catégories d'exploitations types pour une éventuelle évolution vers l'AC.

Conservation agriculture (CA) is increasingly seen as an alternative for the sustainable management of natural resources and the improvement of the living conditions and food security of farmers in sub-Saharan Africa but doubts persist about its possible implementation in this agro-ecological environment, especially in the Sahel. This study was conducted as part of the project for the promotion of conservation agriculture among small poor farmers in West and Central Africa (SCAP) in two villages in the Eastern region of Burkina Faso. The aim was to identify current producers' practices and to determine whether or not they respect the fundamental principles of CA. The method is based on the determination of an index of AC (NAC), a tool for measuring the level of CA practices, developed for individual farms. The results showed that CA index for all farms was low: 2.7 ± 1.5 out of 10. But in many places, producers have already implemented one or more basic principles of CA by practicing traditional agriculture, which explains the relatively widespread intermediate index values. Environmental conditions and structure of the farm including the level of mechanization, land status, availability of labor and crop rotation are the factors that determine implementation of the principles of CA and these factors need to be taken into consideration in the choice of an alternative system based on the principle of permanent soil cover, a major factor for the introduction of techniques of the CA. Several alternative systems are proposed, depending on the type of farm for a possible move to conservation farming. The alternative systems include direct sowing with a mulch of crop residues, direct sowing with intercropping cereals and legumes, direct sowing with agroforestry, etc....

[128] - **YAO CANGHA Fortuna. (2010).** Conception d'un système d'information des filières et des marchés agro-sylvo-pastoraux et halieutiques dans les régions du PADAB II [Programme d'Appui au Développement de l'Agriculture, Phase 2] au Burkina Faso. 135 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 737).

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; M. H. Dabat - CIRAD.
Président du jury : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

Présentés comme de puissants outils d'accompagnement des politiques de libéralisation agricole, les systèmes d'information des filières et des marchés visaient en particulier à résoudre les défaillances des marchés agricoles dues aux problèmes d'informations incomplètes et asymétriques entre les différents acteurs. Au Burkina Faso, plusieurs systèmes d'information des marchés ont fait leur apparition au milieu des années 80. L'objectif visé était d'améliorer les décisions individuelles par l'augmentation du niveau d'information des acteurs et permettre un rééquilibrage des rapports de force par la réduction de l'asymétrie de l'information. Au cours de notre étude, nous avons fait l'état des lieux des différents systèmes de suivi existant dans les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques (ASPH). Ce diagnostic a révélé qu'en dehors du secteur agropastoral, aucun dispositif n'existe dans les autres secteurs, à savoir le secteur forestier et la pêche. A partir de l'analyse des préoccupations des principaux intervenants, nous avons proposé un dispositif simple que les différents acteurs privés comme publics pourront s'approprier.

ETHIOPIE

[129] - **ABIYOU GEDAY Elias. (2010).** *A synthesis of the literature on rural non-farm economy in Ethiopia*. 74 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Padilla - CIHEAM-IAMM.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; E. Montaigne - CIHEAM-IAMM; M. Padilla - CIHEAM-IAMM.

Agriculture is the backbone of the Ethiopian economy. However, it has not been productive enough to ensure farm households food security. Hence the promotion of RNFE, in addition to farm activities, seems indispensable to alleviate rural poverty. The purpose of this study was therefore to review empirical literatures on the nature and determinants of Rural Non-farm Economy (RNFE) in rural Ethiopia. The review result shows that the RNF sector is already of great importance to rural employment effects. Currently, the average participation rate of rural household in the sector is significant, which accounts about 25 percent. There is some evidence that the participation rate in to the sector has grown over the last three decades. The most prominent RNFE sub-sector is trading, closely followed by manufacturing and services. Most of the sector activities is characterized by traditional artisanal skills, petty trading, manual or domestic labour predominate, low entry barriers, low return rate and seasonal. Poor households and women are most involved in RNFE activities due to distress-push factors. The share of RNF income to the total household income is about 25-40 percent. Women are more likely to be engaged in nonfarm activities than men, especially in small towns. Participation rate in RNFE is mainly influenced by demographic factors, including age of household head, gender of the head of the households, dependency ratio, and number of female household members. In addition, it is also affected by determinants like the size of land holdings, value of livestock owned and crop production as well as cash income from crop production. Agricultural growth is an important requirement for non-farm activities growth because many non-farm goods and services are non-tradable. In short, the rural non-farm sector is not a pathway out of poverty in the country, but rather provides income-earnings opportunities to those lacking alternative options. Policymakers therefore, should capitalize on the complementarities between agriculture and the nonfarm sector so that the sector can be a pathway out of poverty.

[130] - **RUL.LAN POMAR Juana. (2010).** Outils de l'anthropologie pour la production de connaissances locales. Etude de cas : élaboration du beurre fermier à Woreta, Sheno et Bujtajira (Ethiopie). 82 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Padilla - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Moity Maïzi - Supagro Montpellier; E. Montaigne - CIHEAM-IAMM; M. Padilla - CIHEAM-IAMM.

La mobilisation des outils de l'anthropologie, et en particulier la chaîne opératoire et l'autoconfrontation, ont été testés dans le cas spécifique de la production des femmes rurales élaboratrices de beurre en Ethiopie. Ce produit n'est pas seulement un composant alimentaire, il fait aussi partie de la culture éthiopienne au niveau gastronomique, cosmétique, médicinal et rituel. Les outils de l'anthropologie, mis en oeuvre dans trois zones éthiopiennes différentes, ont permis de rendre compte des techniques et savoir-faire diversifiés de ces productrices. La chaîne opératoire nous a permis d'une part de structurer le processus étudié et d'autre part, de constituer une base de connaissances qui s'est enrichie des informations complémentaires acquises grâce aux interviews réalisées durant trois mois et demi de terrain. L'autoconfrontation, par contre, n'a pas été aussi utile pour

notre recherche. Le contexte des zones d'étude oriente en effet le type d'outil qui peut être appliqué. Nous avons aussi mobilisé d'autres outils pour produire des connaissances, notamment la vidéo-documentation à partir d'un montage de photos afin de montrer les gestes et les acteurs de l'élaboration du beurre. Cette dernière méthode nous permet de vulgariser les connaissances locales produites.

GUINEE

[131] - DIAOUNE Aïssatou. (2010). Evaluation des premiers effets du Projet d'Appui au Développement Rural en Basse Guinée-Nord (PADER-BGN) sur les bénéficiaires : cas de la préfecture de Télimélé. 137 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 740).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

L'objet de ce mémoire est d'évaluer les premiers effets du PADER sur les bénéficiaires de la préfecture de Télimélé, quatre ans environ après le démarrage du projet. Pour cela, nous avons enquêté auprès de deux groupes de bénéficiaires : les riziculteurs et les porteurs de microprojets générateurs de revenus. L'analyse des résultats indique, pour les riziculteurs, une augmentation du rendement du riz dont la production passe de 1,3 t/ha sans appui à 2,5 t/ha avec l'assistance apportée par le PADER aux agriculteurs travaillant dans les bas-fonds. Sur le coteau, cette production est passée de 1 t/ha à 2 t/ha avec appui du projet. L'essentiel de la production (87 %) est mise sur le marché par les riziculteurs bénéficiaires du PADER. Cette nouvelle stratégie a permis de générer un revenu moyen de 806 442 GNF soit 124 □ par an. Pour les porteurs de microprojets de décortiqueuse, saponification et traction animale, l'appui du projet a permis d'augmenter les revenus de façon significative et d'en diversifier les sources. De manière générale, le PADER a permis certes d'améliorer les revenus des agriculteurs dans la zone concernée mais certaines difficultés identifiées, notamment l'accès aux engrais minéraux, la maintenance des équipements agricoles et l'analphabétisme des agriculteurs peuvent constituer des obstacles à la pérennisation des activités à la fin de l'assistance du projet. Pour une meilleure poursuite des activités, des recommandations sont faites à l'attention des acteurs impliqués dans sa mise en oeuvre.

MADAGASCAR

[132] - FERNÁNDEZ-AMARO GARCIA Abigaid. (2011). Gestion locale de l'eau agricole à travers des associations d'usagers de l'eau : étude de cas des régions Atsinanana et Analanjiröfo (Madagascar). 117 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; M.J. Valony - SUPAGRO Montpellier.
Membres : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; M.J. Valony - SUPAGRO Montpellier.

A Madagascar, l'agriculture emploie 70 pour cent de la population active et la sécurité alimentaire ainsi que les revenus des ruraux dépendent de ce secteur qui s'appuie sur la riziculture, base de l'alimentation malgache. Dans ce contexte, l'irrigation est l'une des options à développer pour accroître et sécuriser la productivité du riz, mais elle requiert une gestion intégrée et surtout collective de l'eau pour assurer une distribution équitable de la

ressource. A ce niveau, les associations d'usagers de l'eau (AUE) apparaissent comme des structures sociales juridiquement et financièrement autonomes et responsables des opérations et de l'entretien des infrastructures. Pour relancer la production sur la côte Est de l'île, dans les régions d'Atsinanana et Analanjirofo, le FIDA, à travers ses programmes PPRR et PARECAM, a financé des projets de réhabilitation et de construction d'ouvrages hydrauliques et prévoit également la création d'AUE pour une bonne gestion des périmètres irrigués. Le but de ce travail est d'analyser le degré de maturité de ces organisations sociales au niveau humain, économique, administratif et technique afin d'évaluer leurs potentialités pour assurer la durabilité des systèmes hydrauliques, des structures sociales et de la production de riz.

MALI

[133] - **ALFONSO BECARES Diana. (2010).** *Gestion paysanne de l'agrobiodiversité : le cas du mil et du sorgho au Mali.* 118 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 736).

Sous la direction de : A.M. Jouve - CIHEAM-IAMM; M. Antona - CIRAD.
Président du jury : J. Egg - INRA.
Membres : F. Galtier - CIRAD; M. Antona - CIRAD; A.M. Jouve - CIHEAM-IAMM.

Au sud du Mali, dans des conditions climatiques et environnementales contraignantes, les agriculteurs basent leur stratégie alimentaire sur la biodiversité du mil et du sorgho, céréales de base en milieu rural. L'existence de variétés dont les cycles sont de longueurs différentes permet aux agriculteurs de surmonter la variabilité de la durée de la saison des pluies. Nous nous proposons d'analyser les attributs recherchés dans ces variétés pour la culture, ainsi que les attributs souhaités en termes de consommation alimentaire et de demande par le marché, susceptibles de déterminer le choix des semences par l'agriculteur.

[134] - **KALILOU SYLLA Mahamadou. (2011).** Impact économique de la variabilité climatique, à court et à long terme, sur les systèmes de production. Cas des exploitations agricoles de Koutiala (au Mali). 52 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 775).

Sous la direction de : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM; B. Barbier - CIRAD.
Président du jury : G. Flichman - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM; B. Barbier - CIRAD; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.

L'objectif principal de ce travail est d'évaluer l'impact économique de variabilité du climat à court et à long terme sur les systèmes de production actuels. Cette étude, fondée sur l'optimisation économique à l'aide d'un programme linéaire à cheminement multi périodique, prévoit l'évolution du revenu et de la valeur marginale des terres d'une exploitation de la zone soudano-sahélienne et peut aider les décideurs du monde agricole à anticiper la gestion d'une perturbation qui peut être engendrée par la variabilité saisonnière. Le modèle intègre la variabilité climatique, les rendements des cultures suivant les années climatiques, les problèmes de fertilité des sols et de l'érosion. L'étude a été appliquée dans la zone cotonnière du Mali où la variabilité climatique compromet périodiquement le revenu des agriculteurs. Si l'on ajoute à cela, les problèmes de fertilité de sol et de croissance démographique, nous nous rendons compte que la durabilité du système est fortement contestée. De nos jours, l'Afrique de l'Ouest bénéficie d'une prévision saisonnière qui permettra de prédire le climat qu'il fera. Cette dernière combinée au modèle d'optimisation constitue un véritable outil d'aide à la décision qui permettra aux agriculteurs de réduire l'impact de cette variabilité climatique.

AMERIQUE

CANADA - QUEBEC

[135] - **ELHABBASSI Khaoula. (2011).** Le rôle des politiques publiques et de la société civile dans la sensibilisation des acteurs à la gestion des pesticides : le cas de Québec. 69 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Gestion, institutions et territoires de l'eau [EAU]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Blanc - CIHEAM; P. Le Grusse - CIHEAM-IAMM.

Si les pesticides sont utiles pour augmenter les rendements des cultures, ils ont un impact de plus en plus grand sur l'environnement et la santé humaine soit par l'exposition directe lors de l'utilisation, par les résidus présents dans l'alimentation ou ceux transférés vers l'eau souterraine, l'eau potable ou l'air ambiant. Divers organismes publics et privés dans le monde et en France, 1er consommateur de pesticides en Europe, tentent d'appliquer les règlementations et les politiques publiques mises en œuvre pour limiter les risques de pollution. Le Québec, dont les ressources en eau sont importantes, a pu globalement faire face à la pollution de la nappe en adoptant un système commun entre société civile et Etat pour partager leurs compétences et protéger au mieux leur environnement contre les pesticides.

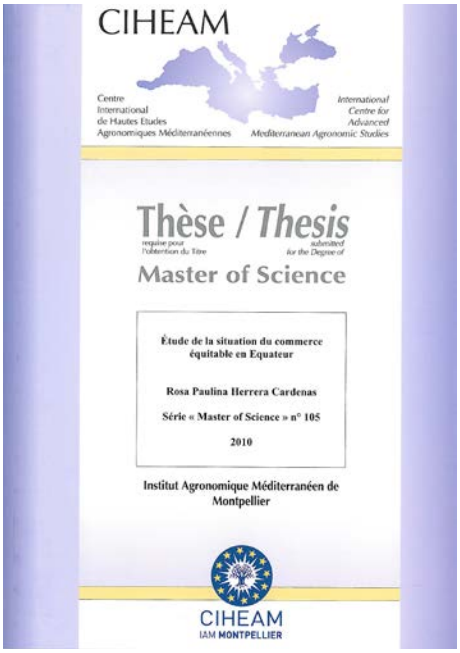
EQUATEUR

[136] - **HERRERA CARDENAS Rosa Paulina. (2010).** *Etude de la situation du commerce équitable en Equateur.* 96 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 738).

Master publié n° 105

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : F. Fort - SUPAGRO.
Membres : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

Même si la libéralisation du commerce offre des possibilités d'améliorer les échanges, celle-ci a principalement bénéficié aux pays les plus développés tandis que la pauvreté continue de s'accroître dans les pays en développement. Le commerce équitable peut alors apparaître comme une alternative capable d'atténuer l'impact négatif de l'ouverture commerciale pour les petits producteurs en leur proposant d'acheter leur production à un prix plus élevé et en tenant compte des aspects sociaux et environnementaux. Dans ce travail, nous réalisons un état des lieux du commerce équitable au niveau mondial et à celui de l'Equateur à partir des informations concernant les principaux acteurs et des sources bibliographiques disponibles. Il apparaît que le commerce équitable s'est beaucoup développé ces dernières années, particulièrement pour les produits alimentaires labellisés par la FLO. En Equateur, le niveau d'implantation du commerce équitable est similaire à celui des autres pays d'Amérique latine, avec une participation importante des organisations de producteurs de bananes, de cacao et de fleurs. On y trouve également une forte présence d'entreprises privées accréditées par la FLO.



Even if the free trade has provided an opportunity to increase trade, these exchanges have mainly favoured countries that already enjoy a high level of development. An increase in poverty has been observed in developing countries. That is why civil organisations are organizing themselves to form social movements, and fair trade appeared as an alternative way of reducing the negative impact of free trade on small producers Fair trade advocates the payment of a higher price to producers and also considering social and environmental standards. In this work, the actual situation of fair trade was evaluated, worldwide, but, with a focus on Ecuador, using information provided by the main actors of the fair trade movement along with information available in the literature. The information shows that the fair trade has expanded considerably in recent years, particularly food products with the FLO label. In Ecuador, the level of development of fair trade is similar to that in other Latin American countries, with the involvement of producer organizations for banana, cocoa and flowers Private companies certified for FLO are also involved.

MEXIQUE

[137] - **CHAVEZ ROSAS Edith Hael. (2010).** Le diagnostic des agro-industries rurales (AIR) dans le cadre d'une approche "SYAL" : le cas de 15 AIR à la Selva Lacandona, Chiapas, Mexique. 68 p. (**Master 2.** Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques. Parcours IAMM : Développement Territorial et Projets [DTP]. Cohabilitation Université Montpellier I, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : P. Campagne - CIHEAM-IAMM.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; P. Campagne - CIHEAM-IAMM.

Ce mémoire est centré sur le diagnostic et l'évaluation d'une série de 15 agro-industries rurales (AIR) localisées à la Selva Lacandona, dans l'Etat du Chiapas, au sud-est du Mexique. La base de l'étude est l'approche SYAL (Système Agroalimentaire Localisé). La Selva Lacandona est une région d'extrême pauvreté mais dotée de grandes richesses naturelles. Elle a fait l'objet de plusieurs interventions de lutte contre la pauvreté dont l'une des dernières a été le projet de développement social intégré et soutenable (PRODESIS) de 2004 à 2007. Notre travail a consisté d'une part, à réaliser une évaluation prospective des agro-industries et d'autre part, à analyser la concentration actuelle des agro-industries rurales. Il ressort que la plupart des AIR ont été induites par le PRODESIS, avec un personnel qui ne connaissait pas en détail la zone et des producteurs qui manquaient de bases de gestion pour diriger des initiatives de cette ampleur. La concentration d'agro-industries a un futur prometteur mais il est nécessaire d'avoir une coordination entre les institutions impliquées mais aussi à l'intérieur de chaque groupe.

PEROU

[138] - **CORTIJO ARAGON Elsa Susana. (2010).** Analyse des relations contractuelles entre opérateurs en aval et éleveurs du bassin de production laitier du Mantaro (Pérou). 131 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 739).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.P. Chassany - INRA Montpellier.
Membres : G. Faure - CIRAD; T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM;Y. Le Gal - CIRAD; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

Cette étude vise à identifier les éléments pouvant contribuer à une meilleure insertion des petits éleveurs au marché du bassin de production laitière de la vallée du Mantaro. S'appuyant sur la théorie des coûts de transaction, nous concentrons notre analyse sur les relations contractuelles entre deux acteurs majeurs : les opérateurs en aval et les éleveurs. Nous présentons également les caractéristiques des exploitations laitières ainsi qu'une analyse technico-économique et une typologie complétées par l'étude de scénarios portant sur la résistance aux chocs des exploitations enquêtées. Enfin, nous montrons comment la coordination horizontale des éleveurs peut contribuer au renforcement des relations contractuelles avec les opérateurs en aval et permettre de faire face aux changements qui interviennent dans le fonctionnement du bassin de production.

ASIE

AFGHANISTAN

[139] - **SENE AMATH Pathé. (2011).** Transformations et perspectives de développement des économies agricoles des états fragiles : contribution à l'analyse socio-économique et institutionnelle des systèmes agropastoraux du district de Roy-e-Doab en Afghanistan. 86 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 790).

Sous la direction de : F. Lerin - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Membres : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM; B. Sourisseau - Ca de Solidarités international; F. Lerin - CIHEAM-IAMM.

Les systèmes agro-pastoraux en Afghanistan évoluent depuis plus d'une décennie entre conflits et crises naturelles (sécheresse, hiver rigoureux, fortes chutes de neiges, inondations). L'Afghanistan est classé comme un état fragile caractérisé par une instabilité politique et institutionnelle en dépit du processus de reconstruction lancé depuis la chute du régime taliban en 2001. La présente étude, réalisée dans la zone de Roy-e-Doab avec l'ONG Solidarités et le groupe URD, a montré que le processus de reconstruction économique et institutionnelle de l'Etat afghan demeure un challenge au niveau local qui est en partie lié aux pouvoirs locaux eux-mêmes déconnectés du pouvoir central. De plus, les différentes crises que la zone a connu (guerre, sécheresse) ont profondément transformé l'organisation sociale des sociétés rurales de Roy-e-Doab ainsi que leurs systèmes de production. En fonction de la sévérité de la crise, les stratégies et mécanismes d'adaptation vont de la migration à la décapitalisation, avec comme conséquence une augmentation du nombre de sans terres alors que les grands propriétaires terriens accumulent terres et biens. A cela s'ajoute depuis 2003, à Roy-e-Doab, un changement d'assolement avec l'introduction du pavot comme culture de rente et comme stratégie de survie des communautés locales. La centralisation des biens de production (terre et cheptel) aux mains d'une catégorie d'exploitants constitue ainsi un obstacle majeur pour l'efficacité et l'impact des projets de développement dans la région et en Afghanistan en général.

HORS PAYS

[141] - AMMAR Nasreddine. (2010). Taxe ambiante et externalité endogène versus externalité exogène : étude expérimentale. 40 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 760).

Sous la direction de : M. Willinger - Université Montpellier 1.
Président du jury : C. Figuière - INRA.
Membres : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM; M. Willinger - Université Montpellier 1.

La pollution diffuse soulève le problème de l'efficacité de régulation. Les instruments sur les émissions individuelles ou ponctuelles ne peuvent pas être utilisés dans le cas de la pollution diffuse à cause des coûts très élevés d'observation et de contrôle. D'autres instruments spécifiques aux particularités de ce problème ont été développés. La taxe ambiante proposée par Segerson (1988) est un instrument monétaire de régulation basé sur les décisions collectives. Plusieurs auteurs, notamment Segerson (2002) et Cochard, Willinger et Xepapadeas (2005) qui ont étudié expérimentalement l'efficacité de cet instrument, ont distingué principalement deux types d'externalités qui peuvent affecter les coûts privés et sociaux : une externalité endogène et une autre exogène. Les résultats de ces auteurs concernant l'efficacité de ce mécanisme divergent. Il y a de nombreuses différences entre les deux expériences (taille des groupes, fonctions de profit, protocoles, sujets) qui sont susceptibles d'expliquer les divergences de résultats. Une autre différences fondamentale est le type de dommage. Spraggon a étudié le cas de dommage externe alors que Cochard et al. ont traité celui de dommage interne. Notre travail consiste à comparer expérimentalement l'effet du type de dommage sur l'efficacité de cet instrument et à évaluer son influence sur les divergences des résultats. Nous avons constaté que la taxe ambiante était légèrement plus efficace dans le cas d'une externalité exogène et que l'existence d'interaction stratégique hors instrument entre les pollueurs dans le deuxième cas peut biaiser l'efficience de l'instrument appliqué.

[142] - BEN AOUN WASSIM. (2010). *Entretien de la qualité du sol par les agriculteurs. Etude théorique.* (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : C. Ropars - Agrocampus-Ouest; P. Dupraz - INRA.
Président du jury : J.-M. Boisson - Université Montpellier 1.
Membres : G. Flichman - CIHEAM-IAMM; C. Ropars - Agrocampus-Ouest; P. Dupraz - INRA.

En Europe, les processus de dégradation des sols représentent une menace pour la durabilité de l'utilisation des terres agricoles, à laquelle on peut ajouter la diminution de la quantité de sols disponibles. Face à la vulnérabilité des terres agricoles due à une détérioration de leur qualité, le risque de perte de productions et de revenus devient de plus en plus grand. Ce travail a pour but de caractériser les processus de dégradation de la qualité des sols et d'élaborer un modèle théorique représentant le comportement d'un agriculteur dont l'objectif va être de maximiser la somme actualisée de ses profits, avec pour contrainte la dynamique de dégradation des sols, liée en partie à ses pratiques agricoles à partir de l'hypothèse que les prix des produits agricoles conduisent les agriculteurs à ignorer la dégradation de leurs sols. Nous avons développé un modèle bioéconomique dynamique de contrôle optimal qui nous permet de caractériser l'optimum à long terme de la production agricole. Nous faisons l'hypothèse que l'agriculteur peut s'investir dans la lutte contre la détérioration de la qualité du sol en y consacrant du travail. L'agriculteur fait donc un arbitrage entre exploiter son sol en y exerçant une pression aujourd'hui au détriment des rendements futurs ou investir dans la qualité du sol aujourd'hui pour en tirer des bénéfices plus tard. Nous retenons ici comme indicateur de la dégradation réversible de la qualité du sol, la teneur en matière organique. Ensuite, à l'aide de la statistique comparative, nous

cherchons à voir l'effet d'une variation des prix sur les choix optimaux de l'agriculteur. Les principaux résultats obtenus au terme de ce travail se concentrent autour des éléments suivants : la qualité du sol est différente de sa fertilité, les sols européens se dégradent, l'augmentation des prix des produits agricoles à un effet positif sur l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides. Elle a le même effet sur les investissements sur la qualité des sols.

[143] - **CHENOUNE Roza. (2010).** Quelle approche pour représenter et évaluer la diversité agricole à l'échelle de l'exploitation et de la région ? 59 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 767).

Master publié n° 114

Sous la direction de : H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : T. Abdel Hakim - CIHEAM-IAMM.
Membres : C. Gary - INRA Montpellier; H. Belhouchette - CIHEAM-IAMM.

L'objectif de cette étude est de mettre en lumière la question méthodologique de la représentativité de la diversité des systèmes de culture et de production et leur évaluation à l'échelle de l'exploitation puis de la région. Nous avons élaboré une typologie de structure basée sur la méthode de segmentation qui nous a permis d'obtenir des classes d'exploitations homogènes. A partir de celles-ci, la sélection d'une exploitation type a été mise en place sur la base de trois représentations des systèmes de production : réelle, moyenne et archétype. Le but est de comparer ces systèmes de culture représentés selon les trois approches à deux échelles différentes. Les résultats obtenus montrent que plus une région est diversifiée, plus la représentation moyenne ou archétype risque d'être différente de la typologie réelle en termes de composition de culture, de surface par culture (notion de culture dominante) et par conséquent, en termes d'indicateurs pour évaluer ces systèmes. En passant à l'échelle régionale, les résultats des indicateurs environnementaux semblent plus satisfaisants en considérant une exploitation moyenne (exception faite pour la diversité des cultures) ou archétype plutôt qu'une exploitation réelle. Ce résultat s'inverse si l'objet de l'étude est de traiter des questions économiques. Par conséquent, la construction d'une typologie doit être ciblée en fonction des objectifs de l'étude et des indicateurs à calculer.

The representation of farming systems diversity is an interesting investigation for the analysis of environmental and socio-economic sustainability. The objective of this study was to assess the role of farming systems diversity at field and farm scale in overall agricultural sustainability. This evaluation was made using different typologies: actual, average and archetype. The results showed that the average and the archetype representation best reflected regional diversity when a region is characterized by high crop diversity (crop rotation, management). At regional scale, the results of environmental indicators appear to be more satisfactory, considering an average or archetype farms (except for crop diversity) than the real ones. This result is reversed if the purpose of the study is to address economic issues. Therefore, the construction of a farming typology should differ depending on the objectives of each study and on the indicators to be calculated.

[144] - **ETTAKI Laïla. (2010).** *Le rôle de l'attitude des consommateurs face au risque dans la consommation et l'achat de produits biologiques.* (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : D. Bougherara - INRA.
Membres : P. Perrier-Cornet - INRA; G. Grolleau - Supagro; G. Flichman - CIHEAM-IAMM; Bougherara - INRA.

Ce travail a pour objet l'analyse de l'attitude du consommateur face au risque dans la consommation et l'achat de produits biologiques. Notre travail s'est focalisé sur le risque alimentaire lié à la présence des résidus de pesticides. Ces derniers ont un impact majeur sur la qualité de l'environnement d'une part et sur la santé de l'être humain d'autre part. Pour cela, nous nous sommes intéressés à l'étude des comportements individuels vis-à-vis des produits biologiques en identifiant les critères qui en sont à l'origine. Ainsi, nous avons introduit la notion d'attitude vis-à-vis du risque comme étant une variable indépendante. Pour se faire, nous avons mobilisé la théorie de l'espérance de l'utilité. Cette dernière exprime le comportement d'un agent économique rationnel face à un choix entre deux alternatives à des niveaux de risque proportionnels. Sur le plan méthodologique, nous avons opté pour un field experiment basé sur l'approche MPL (Multiple Price List). Celle-ci nous a permis de récupérer les paramètres d'aversion au risque chez les consommateurs enquêtés. Deux résultats importants ont été dégagés. En premier lieu, l'attitude vis-à-vis du risque varie selon le sexe et le niveau de richesse chez les consommateurs. En second lieu, les comportements individuels vis-à-vis des produits biologiques (étant une protection contre l'effet des résidus des pesticides) varient en fonction de critères déterminants, entre autres l'attitude vis-à-vis du risque et la perception du risque.

[145] - **GONZALEZ CHANSON Silvia. (2010).** Guide méthodologique d'identification participative des projets sur la qualité et la sécurité des filières agroalimentaires : deux études de cas des filières argentines pour l'exportation vers l'Union européenne. 129 p. (**Master of Science : Professionnel**; n. 758).

Sous la direction de : A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : J.P. Boutonnet - INRA-UMR Innovation.
Membres : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; A. Bencharif - CIHEAM-IAMM.

Le projet « Alcuefood » est financé par le Sixième Programme Cadre (FP6) de la Direction Générale de la Recherche de la Commission européenne. Son objectif est la mise en place et l'animation d'une plateforme bi-régionale associant des scientifiques, la société civile et le secteur productif sur le thème de la qualité et de la sécurité des aliments. Cette présente étude consiste à bâtir une méthodologie pour l'identification des projets de recherche et développement, dans le cadre de la collaboration entre l'Union européenne et l'Amérique latine. Inspirée de la méthode Delphi, la méthodologie proposée utilise des analyses qualitatives des filières agroalimentaires, basées sur la participation des experts. Pour sa validation, deux études de cas ont été développées sur des filières argentines d'exportation vers l'Union européenne.

[146] - **HANI MOUHOUB. (2010).** **Analyse de la concentration des groupes stratégiques : cas de l'industrie brassicole.* (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; F. Cheriet - Supagro.
Membres : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; F. Cheriet - Supagro.

Ce travail a pour objet l'analyse de la concentration de groupes multinationaux, appliquée à l'industrie brassicole mondiale. Cette dernière, connaît un mouvement de concentration accéléré sans précédent, depuis les années 2000. Nous nous sommes proposés d'analyser ce phénomène afin d'expliquer les facteurs qui sont à l'origine de son accélération. Ainsi,

nous avons mobilisé deux approches théoriques complémentaires : l'approche stratégique et relationnelle. En effet, nous nous sommes appuyés en grande partie sur cette dernière approche, étant donné ses apports à la fois théoriques et pragmatiques. L'approche relationnelle, traite des formes organisationnelles hybrides dont les réseaux et les formes de coopération (alliances stratégiques, fusions...). Afin d'analyser la concentration de l'industrie brassicole mondiale, nous avons procédé par un calcul de ratio, compte tenu du top 5 dominant. Ce ratio, explique principalement le poids jumelé des groupes formant le top 5, et son effet sur l'ensemble de l'industrie. Deux résultats importants ont été dégagés. D'abord, la concentration s'est fortement accélérée dans les années 2000, à travers les mouvements de recentrage sur les métiers clés que connaît l'industrie brassicole mondiale sur cette période. Ensuite, cette concentration s'explique fondamentalement par la maturité des marchés américain et européen. Ce qui a poussé les grands groupes brassicoles à s'attaquer à des marchés émergents, plus prometteurs, notamment le marché asiatique. Un oligopole mondial de la bière s'est formé, représenté par le top 5 constitué de : AB-InBev, SAB Miller, Heineken, Carlsberg et Grupo Modelo. Ces groupes totalisent les deux tiers du chiffre d'affaires de l'industrie brassicole.

[147] - **HANI Mouhoub. (2011).** *Analyse de la concentration des groupes brassicoles mondiaux*. 139 p. (**Master of Science : Recherche**; n. 786).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM; F. Cheriet - INRA Montpellier.
Président du jury : E. Montaigne - CIHEAM-IAMM.
Membres : F. Cheriet - INRA Montpellier; S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.

Ce travail a pour objet l'analyse de la concentration des groupes multinationaux dans l'industrie brassicole mondiale, dont le mouvement s'est fortement accéléré dans les années 2000. Nous nous proposons d'analyser ce phénomène afin d'expliquer les facteurs qui sont à l'origine de son accélération. Ainsi, nous avons mobilisé deux approches théoriques complémentaires : l'approche stratégique et l'approche relationnelle. Nous nous sommes appuyés en grande partie sur cette dernière pour ses apports à la fois théoriques et pragmatiques. L'approche relationnelle traite des formes organisationnelles hybrides dont les réseaux et les formes de coopération (alliances stratégiques, fusions...). Afin d'étudier la concentration de l'industrie brassicole mondiale, nous avons procédé à une analyse longitudinale, compte tenu du Top 5 dominant. Deux résultats importants ont été dégagés. D'une part, la concentration s'est fortement accélérée dans les années 2000, à travers les mouvements de recentrage sur les métiers clés de l'industrie brassicole mondiale sur cette période. D'autre part, cette concentration s'explique essentiellement par la maturité des marchés américain et européen, ce qui a poussé les grands groupes brassicoles à s'attaquer aux marchés émergents, plus prometteurs (notamment le marché asiatique). Actuellement le Top 5 des groupes suivants : AB-InBev, SAB Miller, Heineken, Carlsberg et Grupo Modelo constitue l'oligopole mondial de la bière et totalise les deux tiers du chiffre d'affaires de l'industrie brassicole.

[148] - **HARABI Hassen. (2010).** *L'écotourisme comme outil de lutte contre la désertification*. 96 p. (**Master 2 Recherche**. Innovation et Développement des Territoires Ruraux [IDTR]. Parcours : Sociétés Rurales, Territoire et Gestion des Ressources Naturelles [SOTERN]. Cohabilitation Université Montpellier III, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.
Président du jury : O. Bessaoud - CIHEAM-IAMM.
Membres : P. Méral - IRD; M. Requier-Desjardins - CIHEAM-IAMM.

Depuis les années 70, la lutte contre la désertification a suscité l'intérêt des spécialistes du domaine. Mises à part les solutions techniques, la nouvelle tendance dans le processus de lutte contre la désertification est de s'appuyer sur une diversification des activités dont l'écotourisme peut être une alternative. La mobilisation de certaines notions comme celles de ressource territoriale, de développement local, de patrimoine, de biodiversité, de gouvernance locale et de développement durable sont considérées comme des concepts de

base pour révéler ces ressemblances et ces différences. C'est à partir de ces approches et à la lumière des liaisons faites entre eux que la relation entre l'écotourisme et la lutte contre la désertification peut être dégagée.

[149] - **SAKRAOUI Mohamed Malik. (2010).** Les investissements directs étrangers en agriculture : typologie et comportement de responsabilité sociale des firmes multinationales. (**Master 2 Recherche**. Agriculture, Alimentation et Développement Durable [A2D2]. Cohabilitation Université Montpellier I, Montpellier SupAgro, CIHEAM-IAMM).

Sous la direction de : S. Tozanli - CIHEAM-IAMM.
Membres : G. Giordano; P.M. Bosc; F. Cheriet - Supagro.

L'objectif de ce mémoire est d'étudier les comportements des firmes multinationales (FMN) et leurs investissements directs étrangers dans l'agriculture des pays en développement après la crise économique et financière de 2008 qui a provoqué une réorientation des flux d'IDE vers le secteur agricole. Cependant, l'impact des activités de production agricole des FMN dans ces pays est désormais controversé. Ainsi se pose la question de la responsabilité sociale de ces entreprises et de l'application de ce concept. Parmi les 25 firmes analysées du segment de la production qui participent le plus en terme d'actifs à l'étranger, nous avons constaté une grande diversité de leur origine géographique : les FMN issues des pays en développement étant mieux placées que celles provenant des pays développés. Trois groupes principaux de firmes ont été identifiés : les groupes ou conglomérat de firmes, les firmes de l'industrie agroalimentaire, les firmes financières ou de holding. Nous avons également vu que la question de la responsabilité sociale des entreprises était prédominante lors de l'élaboration des stratégies des firmes multinationales, et malgré une grande ambiguïté dans leur comportement, le développement du concept est très rapide. Il pousse les firmes et les gouvernements, notamment ceux des pays en développement, à mettre en place certaines dispositions qui n'auraient sans doute pas été prises dans un contexte différent, afin de favoriser le développement et l'institutionnalisation du concept. Mais cette étude est avant tout exploratoire et les limites sont de deux ordres : qu'en est-il de la réalité sur le terrain ? Les rapports sont souvent partiaux et leur portée reste très limitée étant donné le secret qui entoure l'activité des firmes. Ainsi, il est très difficile de mesurer le véritable impact de leur activité et d'autre part, la qualité et la disponibilité des sources sur la responsabilité sociale des FMN se concentrent souvent sur quelques aspects mais ne représentent certainement pas un point de vue impartial.

Index Auteurs

NOM Prénom	Notice
Abbacha Mounira	46
Abiyou Geday Elias	129
Adouani Amel	15
Aider Nazim	16
Aissiou Mohamed	47
Aissiouane Mahdi	17
Ait Mohamed Amer Soufyane	48
Aït Mouloud Mélissa	49
Ait Oumeziane Rym	50
Akhdari Mohamed Amine	18
Alfonso Becares Diana	133
Amichi Farida	19
Ammar Nasreddine	141
Amzal Abdelhalim	20
Antoun Edward	1
Aouadi Nawel	51
Ardjoune Idriss	21
Attig Radhwane	22
Ayari Insaf	106
Bados Blanco Ana	2
Bathaoui Ghizlane	3, 91
Belhadj Mohamed	23
Belle Maxence	52
Beloued Zyad	92
Ben Ameur Hajar	53
Ben Aoun Wassim	54, 142
Ben Belgacem Mohamed	107
Ben Hadj Mbarek Mkacher Safa	83
Ben Laradh Awatef	108
Ben Salah Mohamed	109
Ben Tahar Yosr	55
Bencherif Mohamed Adnane	24
Benhacine Rafik	25
Benmahamed Nacer Eddine	26
Benyahia Ali	27
Bilero Ervis	10
Bombaj Florjan	11
Bouizem Aïcha	28
Chabchoub Mohamed Ali	110
Chaïeb Randa	56
Chavez Rosas Edith Hael	137
Chenoune Roza	143
Cherifi Nouara	29
Chibi Samira	93
Cortijo Aragon Elsa Susana	138
Demirbüker Ece	119
Diaoune Aïssatou	131
Diop El Hadji	126
Djaouti M'Hand	30
Doukali Abderrahmane	111
Dubois Anthony	94
El Arbaoui Akram	57
El Debs Rita	85
El Filali Mohamed	95
El Omari Rachid	124
El Rhazi Ouiame	96
Elhabbassi Khaoula	135
Essecofy Guillaume Fabrice	127
Estupinya Maria Pilar	58
Ettaki Laïla	144
Fares Amani	4
Felhi Issam	112
Fernández-Amaro Garcia Abigaid	132
Gafsi Fadia	59
Ghannem Rihab	9
Ghernouti Djamila	31
Gonzalez Chanson Silvia	145
Haber Grace	86
Hadj Ali Zahida	60
Hamdi Mourad	61
Hamlaoui Mohand Salah	32
Hamrat Meriem	5
Hani Mouhoub	146, 147
Harabi Hassen	148
Harbadi Abdelmounène	62
Herrera Cardenas Rosa Paulina	136
Hoxha Valter	12
Hsouna Amina	113
Ikhlef Nawal	33
Iturbe Recondo Arrate	63

NOM Prénom	Notice
Kalilou Sylla Mahamadou	134
Karaca Gül	120
Kellou Imène	97
Kharchi Mohamed Tahar T.	34
Khefifi Leila	114
Kireche Mohamed Abd Esamia	98
Koriz Mokhtar	35,36
Labiadh Inès	115
Ladjouze Aziza	37
Layazid Jugurtha	38
Legdali Hind	99
Lrhcha Ilham	100
Makhlouf Mariem	116
Mallouli Ali	64
Mamine Fateh	39,40
Manseur Ghania	65
Mellouhi Nawel	41
Messaoudene Yacine	66
Meziane Adel	6
Naciri Rafika	101
Nassif Marie-Hélène	87,88
Oustani Belaid	67
Özbek Dilan	68
Pagès Lucien	69
Palma Giulia	6bis
Pano Nathalie	89,90
Porcher Natacha	123bis
Prosperi Paolo	7
Rebai Issam	70
Rolo Saez Adolfo	81,82
Rouvière Lôra	102
Rul.lan Pomar Juana	130
Sahel Ilham	103
Sahli Yamna	42
Sakraoui Mohamed Malik	149
Salah Djamila	71
Sbai Hayat	72
Sene Amath Pathe	139
Sentut Sabri	121
Seyni Saley Amadou	73
Sfeir Nisrine	8
Shili Mohamed	74
Shoshi Pjerin	84
Sidhoum Lynda	44
Slaimi Sarah	45
Sriri Yacine	104
Tanouti Oumaïma	105
Tatar Yasemin	122
Temani Nawel	75
Tounsi Khaled	117
Touré Bayanatou	125
Trabelsi Meriem	76, 77
Trifi Asma	78
Tugalay Ahmet Adil	123
Yahlali Salem	118
Yahyaoui Samira	79
Yao Cangha Fortuna	128
Zetrini Akram	80
Zogo Mariola	13
Zogolli Ledina	14

INDEX PAR PAYS ET PAR RÉGION

PAYS/REGION	NOTICES
PAYS MEDITERRANEENS	
ALBANIE	**4, 10 À 14**
Derven	12
Dibra	14
Himara	10
Lushnjë	11
Korça	14
Tirana	13
ALGÉRIE	**5, 15 À 45**
Aïn Témouchent	33
Bejaia	20, 21, 37
Biskra	19
Boumerdes	44
Chlef	27
Djelfa	24
El Tarf	22
Ghardaia	26
Medea	15, 36
Mostaganem	18
Saida	31
Sétif	30
Souk Ahras	39, 40
Tizi Ouzou	16, 29, 45
Tlemcen	28
ESPAGNE	**2**
FRANCE	**1 À 5 ET 46 À 80**
Aquitaine (pays basque)	63
Bourgogne	79
Champagne Ardennes	52
Corse	49, 73
Ile de France	55
Languedoc Roussillon	47, 50, 51, 59, 61, 66, 68, 69, 71, 80
Midi Pyrénées	54, 56, 58, 64, 70
PACA (Var)	62
Rhône-Alpes (Drôme)	74
GRÈCE	**4, 81, 82**
Crête	81, 82

PAYS/REGION	NOTICES
ITALIE	**2, 83, 84**
Marche	84
Pouilles	83, 84
Toscane	83
LIBAN	**1, 3, 85 À 90**
Kerouane	89, 90
Merjeyoun	87, 88
MAROC	**1, 3, 4, 91 À 105**
Centre Sud	95, 100
Chefchaouen	101
Meknès	102
Moyen Sebou	93, 98, 99, 105
Oriental	91
Sous Massa	104
Tetouan	91
TUNISIE	**106 À 118**
Bizerte	118
Jendouba	113, 107
Médenine	115
Medjerda	110
TURQUIE	**119 À 123**
Izmir	123
EUROPE HORS MEDITERRANEE	
Suisse	123bis
AFRIQUE	**124 À 134**
Bénin	125
Burkina Faso	126, 127, 128
Ethiopie	129, 130
Guinée	131
Madagascar	132
Mali	133, 134
AMERIQUE	**135 À 138**
Canada Québec	135
Equateur	136
Mexique	137
Pérou	138
ASIE	
Afghanistan	139

INDEX MOT-CLÉS

MOTS CLES	NOTICES
activité complémentaire des ruraux	129
activité coopérative	11, 94
adaptation au changement	110, 139
adaptation de la production	74, 79
adoption de l'innovation	44, 100
agriculture à temps partiel	29
agriculture biologique	52, 70, 79
agriculture collective	102
agriculture contractuelle	123bis
agriculture de conservation	127
agriculture périurbaine	1, 2, 3, 55, 91
agrume	114
aide à la décision	31, 59, 61
analyse coût avantage	8, 46, 89
analyse des coûts	65, 97
analyse du cycle de vie	72, 103, 122, 123
analyse du discours	73
anthropologie sociale	130
appellation d'origine contrôlée	68
aquaculture	23
association de producteurs	113, 138
association d'usagers	132
besoin d'information	128
beurre	130
bière	146, 147
biodiversité	48, 133
bovin laitier	25, 39
cadre institutionnel	11
cannabis	101
capacité	30, 99
capital social	89, 90
captage d'eau	46, 67, 77
céréale	79
céréaliculture	30, 116
certification	49, 136
changement climatique	110, 117
chaîne d'approvisionnement	97
circuit de commercialisation	68, 94
commerce équitable	86, 136
commerce international	86
commercialisation	126, 133, 136
compétitivité	97, 120
comportement des agriculteurs	30, 44, 54, 98, 104, 123bis, 142
comportement du consommateur	72, 92, 144
concentration économique	146, 147
concertation	96
condition de vie	95
conflit d'usage	55, 60
connaissance indigène	130
conservation des ressources	96

consommation alimentaire 72, 106
contrat 11, 18, 19, 60, 138
coopération internationale 30
coopérative agricole 102
côtes 1, 2, 3, 6bis
coût de transaction 60, 138
culture maraîchère 19
cyperus esculentus 126
danger pour la santé 61
décentralisation 83, 84
dégradation de l'environnement 24
dégradation du sol 38, 54, 142
désertification 24, 28, 33, 124, 148
développement durable 22, 80
développement local 4, 12, 26, 29, 37, 80, 85, 86, 109, 115
développement rural 5, 32, 83, 95, 131
développement rural intégré 16, 20, 26, 34, 37, 45, 84, 107
diagnostic 4, 58, 62, 113
différenciation des produits 106
diffusion de l'innovation 93
distribution économique 13, 92
durabilité 7, 111
écotourisme 96, 148
effet externe 141
efficacité 11, 141
efficience d'utilisation de l'eau 6, 27, 31, 100, 117
élevage 73
emploi 33
emploi rural 15, 32, 129
énergie éolienne 58
enquête sur exploitations agricoles 35, 125
enseignement superieur 89
entraide agricole 52
entreprise multinationale 17, 53, 146, 147, 149
entreprise rurale 137
épuisement des ressources 28
érosion hydrique 38
étude de faisabilité 8
évaluation 6, 25, 51, 109, 143
évaluation de l'impact 45, 59, 93, 95
évaluation de projet 15, 20, 33, 45, 131, 137, 112, 125
évaluation économique 46, 67, 90
évaluation impact sur environnement 50, 71, 72, 122, 123
exploitation agricole 143
exploitation agricole familiale 14, 29, 127
exploitation laitière 25
exportation 103
femme 130
filière 39
foresterie 96
foresterie à objectifs intégrés 107
forêt 107
fromage de chèvre 68
fruits séchés 120
genre femmes hommes 129

gestion de la chaîne logistique 13
gestion de l'exploitation agricole 104, 134
gestion de projet 124
gestion des eaux 27, 44, 69, 74, 99, 108
gestion des ressources 133
gestion des ressources naturelles 22, 107
gestion du sol 54, 142
gestion foncière 63, 80
gestion intégrée 88, 132
gestion participative 5, 15, 20, 22, 32, 55, 58, 69, 84, 87, 88, 99, 124
gouvernance 21, 20, 87, 88, 116
grande culture 56
grande surface 13
HACCP 57
huile de palme 149
huile d'olive 106, 101, 119
impact sur l'environnement 56, 78
impôt 141
indicateur 7, 16, 143
indicateur de développement durable 25, 70
indicateur environnemental 75, 109
indicateur social 6
indicateurs 103
indication géographique protégée 94, 119
industrie alimentaire 21, 53, 78, 118, 145
industrie de la conserve 122
industrie de la viande 41
industrie des boissons 146, 147
industrie des semences 121
industrie laitière 14, 17, 138
innocuité des produits alimentaires 145
innovation 26, 50, 64, 78, 79, 98, 106, 111, 114, 125
installation des jeunes 63
investissement direct étranger 9, 43, 149
irrigation 19, 27, 31, 69, 74, 87, 88, 99, 104, 105, 108, 112, 117, 132
irrigation goutte à goutte 44, 93
irrigation localisée 100
label de qualité 49
législation 78
libéralisation des échanges 21
littoralisation 3
logistique 42, 97
lutte antiérosion 38
lutte intégrée 114
marketing 41, 48, 92
marque commerciale 92
matériel agricole 52
méthode d'irrigation 6, 110, 111, 125
méthode d'optimisation 42, 74
microentreprise 137
microfinancement 95
mode de faire valoir 18, 19
modèle bioéconomique 54, 56, 64, 110, 134, 142
modèle de simulation 59, 71, 75

modernisation 81
morcellement des terres 10
multifonctionnalité de l'agriculture 82
norme 47
oasis 111, 112
olea europaea 48
oléiculture 106
organisation paysanne 136
organisation professionnelle agricole 14, 40, 63, 113
PAC 56, 82, 83
parc national 22, 58
parc naturel régional 55
parthenium argentatum 8
pastoralisme 24, 28, 33, 49, 73
patrimoine naturel 148
paysage agricole 102
pépinière 48
persistance des pesticides 71, 77
pesticide 50, 51, 59, 61, 62, 71, 76, 77, 135, 144
phénologie 75
phoenix dactylifera 112
pisciculture 23
plan de développement 5, 34, 45, 85, 109
plan national 26, 38
planification locale 109
plante à caoutchouc 8
PME 120
pôle de compétitivité 118
politique agricole 81
politique agrienvironnementale 76
politique communautaire 84
politique de l'environnement 85
politique des prix 116
politique fiscale 76
politique foncière 10
politique publique 135
pollution 67
pollution de l'eau 60, 62
pollution de l'eau souterraine 77, 135
pollution diffuse 141
pollution par l'agriculture 46
pratique agricole 123
prise de décision 93, 98, 104
privatisation 116
production laitière 39, 40
produit biologique 144
produit congelé 41
produit du terroir 4, 12, 101, 119
produit fermier 49
produit forestier non ligneux 107
produit régional 68, 115
programme d'action 16
programme de développement 16
programme leader 5
propriété foncière 91
protection de l'environnement 109

proximité 34, 123bis
qualité 57, 120, 145
qualité de la vie 124
réforme agraire 102
régime alimentaire 81, 82
région 6bis
règlementation 67, 76, 119, 135
relation emploi formation 118
relation ville campagne 91
rendement 126
rendement des cultures 75, 117
représentation mentale 73
réseau 53
responsabilité sociale 47, 149
ressource territoriale 37, 101, 115, 148
restauration collective 47
risque alimentaire 144
riz 131, 132
rôle des femmes 29, 129
rotation des cultures 31
safran 94
salinité du sol 110
savoir faire 12
sécheresse 28
secteur informel 40
sécurité alimentaire 7
semence 121, 133
semis direct 98
service de vulgarisation 35, 36
service professionnel 52
simulation 70
situation agricole 81
steppe 24
stratégie de l'entreprise 17
structure d'exploitation agricole 105
structure fonciere 91
surface d'exploitation 6bis
système agropastoral 139
système agrosylvopastoral 32
système de culture 126, 143
système de production 64, 6bis, 105, 134, 2, 114
système de production localisé 39, 40, 137
système d'information 128
système d'information géographique 62
technologie de l'information et de la communication 50
terre agricole 9
territoire 12
terroir 4
tomate 103, 122, 123
tourisme 10, 82
transmission d'exploitation 63
transport 42
transport de l'eau 108
transport public 89, 90
travail agricole 15
urbanisation 1, 3

urbanisme 80
utilisation de l'eau 110
utilisation des terres 10
variation saisonnière 134
vente directe 123bis
viande bovine 113
vin 65
viticulture 51, 65, 66
vulgarisation 35, 36
zone humide 85

Keyword Index

KEYWORDS	REFERENCES
action plans	16
adaptation to change	110, 139
adjustment of production	74, 79
agricultural cooperatives	102
agricultural labour	15
agricultural landscape	102
agricultural policies	81
agricultural practices	123
agricultural situation	81
agrienvironmental policy	76
agropastoral systems	139
agrosilvopastoral systems	32
animal husbandry	73
aquaculture	23
association of producers	113, 138
beef	113
beers	146, 147
beverage industry	146, 147
biodiversity	48, 133
bioeconomic model	54, 56, 64, 110, 134, 142
bioproducts	144
butter	130
cannabis	101
canning industry	122
CAP	56, 82, 83
capacity building	30, 99
catering	47
cereals	79
certification	49, 136
channel	39
citrus	114
climatic change	110, 117
cluster	39, 40, 137
coasts	1, 2, 3, 6bis
collective farming	102
commercialisation	68
community policy	84
company strategy	17
competitiveness cluster	118
competitivity	97, 120
conservation agriculture	127
consultation	96
consumer behaviour	72, 92, 123bis, 144
contract	18, 19
contract farming	123bis
contracts	11, 60, 138
cooperative activities	94
cooperative farming	11
cost analysis	65, 97
cost benefit analysis	8, 46, 89
crop rotation	31

crop yield 75, 117
cropping systems 126, 143
cultivation of cereals 30, 116
cyperus esculentus 126
dairy cattle 25, 39
dairy farms 25
dairy industry 14, 17, 138
decentralisation 84, 83
decision making 93, 98, 104
decision support 31, 59, 61
desertification 24, 28, 33, 124, 148
development plans 5, 34, 45, 85, 109
development programme 16
diagnosis 4, 58, 62, 113
diet 81, 82
diffuse pollution 141
diffusion of innovation 93
direct marketing 123bis
direct sowing 98
dried fruits 120
drought 28
economic concentration 146, 147
economic distribution 13, 92
economic evaluation 46, 67, 90
ecotourism 96, 148
efficiency 11, 141
employment 33
employ ment-training relationship 118
environmental degradation 24
environmental impact 56, 78
environmental impact assessment 50, 71, 72, 122, 123
environmental indicator 75, 109
environmental policies 85
environmental protection 109
erosion control 38
evaluation 6, 25, 51, 109, 143
exportation 103
extension activities 35, 36
extension service 35, 36
externality 141
fair trade 86, 136
family farms 14, 29, 127
farm area 6bis
farm assignment 63
farm equipment 52
farm helper services 52
farm management 104, 134
farm products 49
farm structure 105
farm surveys 35, 125
farmer behaviour 30, 44, 54, 98, 104, 142
farming system 2, 64, 6bis, 105, 114, 134
farmland 9
farms 143
feasibility studies 8
field crop 56
fiscal policies 76

fish culture 23
food consumption 72, 106
food industry 21, 53, 78, 118, 145
food risk 144
food safety 145
food security 7
foreign direct investment 9, 53, 149
forestry 96
forests 107
frozen products 41
gender 129
geographical information systems 62
goat cheese 68
governance 20, 21, 87, 88, 116
groundwater pollution 77, 135
HACCP 57
health hazards 61
higher education 89
humid zones 85
impact assessment 59, 93, 95
indicator of sustainability 70
indicators 7, 16, 103, 143
indigenous knowledge 130
informal sector 40
information and communication technology 50
information needs 128
information systems 128
innovation 26, 50, 64, 78, 79, 98, 106, 111, 114, 125
innovation adoption 44, 100
institutional framework 11
integrated control 114
integrated management 88, 132
integrated rural development 16, 20, 26, 34, 37, 84, 45, 107
international company 53
international cooperation 30
international trade 86
irrigation 19, 27, 31, 69, 74, 87, 88, 99, 104, 105, 108, 112, 117, 132
irrigation methods 6, 110, 111, 125
know-how 12
land fragmentation 10
land management 63, 80
land ownership 91
land policies 10
land reform 102
land structure 91
land use 10
large surface store 13
leader programme 5
legislation 78
life cycle analysis 72, 103, 122, 123
littoralization 3
living conditions 95
local development 4, 12, 26, 29, 37, 80, 85, 86, 109, 115
local planification 109

local products 4, 12, 68, 101, 119
localized irrigation 100
logistics 42, 97
marketing 41, 48, 92, 126, 133, 136
marketing channels 94
meat industry 41
micro-business 137
microfinance 95
milk production 39, 40
modernization 81
multifunctionality of agriculture 82
multinational enterprises 17, 146, 147, 149
multiple use forestry 107
national park 22, 58
national plan 26, 38
natural resource endowment 148
natural resource management 22
natural resources management 107
network 53
nonwood forest products 107
norms 47
oases 111, 112
off farm employment 129
olea europaea 48
olive growing 106
olive oil 101, 106, 119
optimization methods 42, 74
organic agriculture 52, 79
organic farming 70
palm oils 149
part time farming 29
parthenium argentatum 8
participative management 5, 15, 20, 22, 32, 84, 55, 58, 69, 87, 88, 99, 124
pastoralism 24, 28, 33, 49, 73
peasant organization 136
pesticide persistence 71, 77
pesticides 50, 51, 59, 61, 62, 71, 76, 77, 135, 144
phenology 75
phoenix dactylifera 112
plant nurseries 48
pollution 67
pollution by agriculture 46
price policies 116
privatization 116
product differentiation 106
professional farming organization 14, 40, 63, 113
professional services 52
project evaluation 15, 20, 33, 45, 112, 125, 131, 137
project impact 45
project management 124
protected geographical indication 94, 119
proximity 34, 123bis
public policy 135
public transport 89, 90
quality 57, 120, 145
quality labels 49

quality of life 124
region 6bis
regional natural park 55
regional product 115
registered designation of origin 68
regulations 67, 76, 119, 135
resource conservation 96
resource depletion 28
resource management 133
rice 131, 132
role of women 29, 129
rubber crops 8
rural development 5, 32, 83, 95, 131
rural employment 15, 32, 129
rural enterprise 137
rural urban relations 91
saffron 94
seasonal variation 134
seed 121, 133
seed industry 121
simulation 70
simulation models 59, 71, 75
SME 120
social anthropology 130
social capital 89, 90
social indicators 6
social representation 73
social responsibility 47, 149
soil degradation 38, 54, 142
soil management 54, 142
soil salinity 110
speech analysis 73
steppes 24
suburban agriculture 1, 2, 3, 55, 91
supply chain 97
supply chain management 13
sustainability 7, 111
sustainable development 22, 80
sustainable development indicator 25
taxes 141
tenure 18, 19
territorial resources 37, 101, 115, 148
territory 12
terroir 4
tomatoes 103, 122, 123
tourism 10, 82
trade liberalization 21
trade marks 92
transaction costs 60, 138
transfer of waters 108
transport 42
trickle irrigation 44, 93
urban planning 80
urbanization 1, 3
usage conflict 55, 60
user association 132
vegetable growing 19

viticulture 51, 65, 66
water erosion 38
water harvesting 46, 67, 77
water management 27, 44, 69, 74, 99, 108
water pollution 60, 62
water use 110
water use efficiency 6, 27, 31, 100, 117
wind power 58
wine 65
women 130
yields 126
young farmer establishment 63

Notes

Extrait du catalogue des Masters of Science
mention publication

(disponible en ligne : www.iamm.fr/ressources/editions/master)

120 - Essecofy (Guillaume Fabrice), 2012 - Potentiel de développement de l'agriculture de conservation des petites exploitations agricoles familiales : étude de cas à Gori et Kompienbiga (Burkina Faso)

119 - Prosperi (Paolo), 2012 - Sélection et formulation d'indicateurs spécifiques de la sécurité alimentaire durable (sustainable food security) en Méditerranée

118 - Temani (Nawel), 2012 - Evaluation de la capacité d'indicateurs et modèles de culture à quantifier différentes variables du système sol-plante à l'échelle du territoire

117 - Ben Aoun (Wassim), 2012 - Analyse de la relation entre les pratiques agricoles, la qualité des sols et la productivité : un modèle bio-économique récursif

116 - Zogo (Mariola), 2011 - Impact de la grande distribution sur l'organisation de la filière : le cas de la filière des viandes rouges à Tirana (Albanie)

115 - Aouadi (Nawel), 2011 - DEXiPM-vigne : un outil d'évaluation multicritères de stratégies phytosanitaires en viticulture

114 - Chenoune (Roza), 2011 - Quelle approche pour représenter et évaluer la diversité agricole à l'échelle de l'exploitation et de la région ?

113 - Chabchoub (Mohamed Ali), 2011 - Evaluation des systèmes de production méditerranéens dans un contexte de changement climatique : cas de la basse vallée de la Medjerda en Tunisie

112 - Chaïeb (Randa), 2011 - Impacts du bilan de santé de la PAC sur le secteur des grandes cultures : une analyse bioéconomique en Midi-Pyrénées

111 - Bados Blanco (Ana), 2011 - Analyse de l'agriculture du littoral méditerranéen. Etude comparative entre l'Espagne, la France et l'Italie

110 - Pagès (Lucien), 2011 - Gestion collective de l'eau d'irrigation en montagne méditerranéenne. Etude prospective des besoins pour l'irrigation : bassins amont du Sègre et de l'Hérault

109 - Bombaj (Florjan), 2011 - Evolution institutionnelle et contractuelle d'une coopérative dans la filière légumes en Albanie : cas de Lushnjë, Albanie centrale

108 - Sahli (Yamna), 2010 - La logistique du transport au sein de la filière agroalimentaire. Cas de l'entreprise Trèfle produits laitiers

107 - Dubois (Anthony), 2010 - Analyse de la filière safran au Maroc : quelles perspectives pour la mise en place d'une Indication Géographique ?

106 - Djaouti (M'Hand), 2010 - Renforcement des capacités des acteurs de la filière céréales en Algérie dans le cadre d'un partenariat Nord-Sud. Cas de la wilaya de Sétif

105 - Herrera Cardenas (Rosa Paulina), 2010 - Étude de la situation du commerce équitable en Equateur

104 - Ardjoune (Idriss), 2010 - Libéralisation et ouverture de l'économie algérienne : Quel impact sur la gouvernance des entreprises agroalimentaires ? Cas de la Wilaya de Bejaia

103 - Hamadache (Hilel), 2010 - Rente pétrolière et évolution du secteur agricole en Algérie. « Syndrome hollandais et échangeabilité »

102 - Soullier (Guillaume), 2010 - Evaluation technico-économique d'une activité de recherche-action dans le département du Nord-Ouest en Haïti

101 - Kolié (Jean-Philippe), 2009 - Identification des groupes homogènes de maraîchers et l'évaluation.de leurs performances économiques au Burkina Faso

L'IAM de Montpellier est un des 4 Instituts du CIHEAM, organisation intergouvernementale méditerranéenne dédiée à l'enseignement supérieur, la formation, la recherche et la coopération internationale dans les secteurs de l'agriculture, l'alimentation et la gestion durable des ressources méditerranéennes.

La nouvelle version mise à jour de ce catalogue rassemble 149 Masters soutenus de novembre 2009 à décembre 2011 dans les différentes filières de formation, recherche ou professionnelle, qu'offre l'IAMM. Un peu plus de la moitié sont des Masters of Science, diplômes internationaux de niveau Bac + 6, délivrés par le CIHEAM. Les meilleurs d'entre eux sont publiés dans la collection « Master of Science du CIHEAM », après validation par un jury. Ces documents sont disponibles en ligne sur le site de l'IAMM. Les autres Masters sont des Masters 2 voies recherche et professionnelle, délivrés conjointement dans le cadre de l'adhésion au processus de Bologne, en partenariat international avec les Universités montpelliéraines et Montpellier Supagro.

Photos : Aragon P., Hernandez S., Lerin F. - Conception graphique : Scom-Science - **Juin 2012** -

Consultez le catalogue des formations Masters sur www.iamm.fr